

MICHEL ROCARD

P
POLITIQUE

le P.S.U.

et l'avenir socialiste
de la France



■ Histoire d'un parti

■ **Michel Rocard parle**

■ Les 17 thèses du P.S.U.

SEUIL

Coll. MichelRocard.org

Michel Rocard

Le P.S.U

et l'avenir socialiste
de la France

Histoire et sociologie d'un parti
par Roland Cayrol

Michel Rocard parle...
*avec J.-M. Domenach, R. Fossaert
J. Julliard, J. Lacouture.*

Les 17 thèses du P. S. U.
*adoptées au congrès de Dijon
de mars 1969*

Éditions du Seuil

27, rue Jacob, Paris VI^e

En couverture : Michel Rocard (photo P. Collombert).

● *Éditions du Seuil, 1969.*

Michel Rocard parle...

*avec J.-M. Domenach
R. Fossaert, J. Julliard
J. Lacouture*

Coll. MichelRocard.org

JACQUES JULLIARD : Les thèses publiées à l'occasion du Congrès du P.S.U. nous ont paru intéressantes pour plusieurs raisons. La première, c'est que le P.S.U. est, dans la configuration politique actuelle, un parti politique à part, qui ne ressemble à aucun autre : il est en effet le seul à se réclamer de l'idéologie de mai, ou plus largement de l'inspiration du mouvement de mai. Les autres partis, du moins un certain nombre d'entre eux, déclarent aujourd'hui qu'il faut préserver l'acquis de mai. En un mot, ils prennent mai comme une donnée dont ils entendent se servir, mais nullement comme un début, au sens où nous disions : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat. » Dans la mesure où le P.S.U., lui, le dit, c'est un parti qui n'est pas comme les autres.

Deuxième raison, les thèses elles-mêmes : pour la première fois, en effet, depuis bien longtemps, un parti politique de gauche s'est livré à une réflexion théorique en prise directe sur la réalité. Non que les partis politiques, S.F.I.O. et Parti communiste, n'aient pas maintes fois développé un certain nombre de positions théoriques, ni qu'ils n'aient maintes fois avancé une série de positions tout à fait pratiques et circonstancielles; mais le lien entre les deux a été rarement établi. Au contraire, quoi qu'on pense de ces thèses, il faut reconnaître qu'elles se placent dans la situation française, qu'elles cherchent à l'analyser, et à intégrer cette analyse dans un projet politique beaucoup plus vaste : le socialisme. Il me semble que pour la première fois, on sort de la mauvaise foi fondamentale qui est à la base de la dialectique opportuniste-dogmatisme, en refusant la dichotomie entre programme minimum et programme à long terme, au profit de quelque chose que certains nommeront programme de transition. C'est du moins ainsi que j'ai ressenti la chose.

Troisième remarque : le P.S.U. apparaît à l'heure actuelle comme un curieux parti, à saute-mouton par-dessus le Parti

communiste, dans la mesure où il regroupe des hommes qui se réclament d'un réformisme technocratique, et qui, comme tels, se situent incontestablement à la droite du Parti communiste, si l'on prend l'éventail traditionnel, et d'autres, venus en majorité depuis mai, qui prennent à leur compte des thèses insurrectionnalistes ou gauchistes que l'on croyait depuis longtemps disparues de l'horizon politique français. De sorte que beaucoup de gens se demandent s'ils ont affaire à un parti réformiste ou à un parti révolutionnaire.

Ce qui m'amène à ma quatrième remarque introductive, à savoir que le P.S.U. est à l'heure actuelle le seul parti à poser le problème d'une révolution à caractère socialiste comme quelque chose de concevable en France dans un avenir politique raisonnable. Les autres partis qui se réclament plus ou moins de la révolution s'arrangent pour que ceci n'ait aucune incidence pratique sur leur action.

Donc, pour toutes ces raisons, il me semble que, au-delà même de son importance numérique, le P.S.U. pose à l'ensemble de l'opinion politique française, un certain nombre de problèmes fondamentaux. Mais avant d'en venir au fond des problèmes, un mot à propos du récent congrès du P.S.U. La presse et l'opinion publique en ont donné une image assez particulière. Certains ont affirmé que le P.S.U. retombait dans ses vieilles ornières, dans son incorrigible irréalisme politique. En ce qui te concerne, comment vois-tu ce congrès dans le développement de ton parti?

MICHEL ROCARD : Je crois que ce congrès est le plus important des six que nous avons eus. Le nombre et la qualité des délégations étrangères présentes est la preuve du rôle que nous jouons désormais et de l'intérêt que suscitent, hors de nos frontières, notre action et notre orientation. Il est impossible d'imaginer un effort socialiste en France qui n'ait pas une projection internationale, il est impossible d'imaginer une construction socialiste qui n'ait pas des prolongements internationaux : ce qui se passe en Italie et en Espagne a immédiatement des résultats en France, et inversement. Du point de vue de l'élaboration de stratégies à long terme, nous avons tout intérêt à confronter nos expériences et à mettre nos efforts en commun. Il est significatif que la quasi-totalité des peuples du Tiers Monde en lutte militaire pour leur

indépendance se soit fait représenter à notre congrès. Je pense au Front national de Libération du Viet-Nam Sud, à la République démocratique du Viet-Nam Nord, je pense à El Fath.

Deuxième élément tout aussi important, sinon davantage à nos yeux : A notre congrès étaient présentes un certain nombre de forces européennes proches de nous, comme la Ligue des communistes yougoslaves qui nous a fait l'honneur de nous envoyer un de ses membres les plus importants, cependant que le Parti communiste roumain nous a autorisé à faire savoir qu'il souhaitait établir des relations de parti à parti avec nous — juste au même moment; ou encore le seul groupe socialiste d'Allemagne qui ait des contacts à la fois avec des étudiants du S.D.S. et de bons rapports avec les éléments de gauche de la S.P.D. Un correspondant de l'*Unita* était là, qui se trouve être un membre du comité central du Parti communiste italien. Tout cela est pour nous fondamental : notre combativité s'en trouve renforcée. Nous sommes également le seul parti qui puisse inviter à son congrès et recevoir effectivement une délégation de la gauche israélienne et une délégation d'El Fath!

D'autre part, c'est la première fois que le P.S.U. définit de manière positive, et non plus de manière négative la tâche qu'il a entreprise : la construction d'une force socialiste neuve, différente du communisme et de la social-démocratie. Nous avons depuis quatre ou cinq ans élaboré petit à petit cette idée, mais par des décisions négatives : le refus de faire sans condition la campagne de François Mitterrand et la volonté de mener, au contraire, en faveur de cette candidature, une campagne autonome sur nos propres thèmes, ou encore, le refus de nous associer à la F.G.D.S. Au contraire, maintenant, l'objectif stratégique à moyen terme est défini positivement : il s'agit de la construction du Parti socialiste unifié comme une force autonome, enracinée dans un courant socialiste à forme politique, syndicale, sociale ou culturelle, qui le dépasse de beaucoup, mais qui est également autonome par rapport à la tradition communiste ou à la tradition social-démocrate. Cela est fondamental.

Et puis, surtout, c'est à une écrasante majorité, que le Congrès a adopté les thèses que nous allons maintenant discuter ici. Ces thèses représentent un effort énorme, qui n'est pas terminé. Sur

des points fondamentaux, comme la nature de l'État, comme les conditions mêmes d'une prise de pouvoir socialiste, nous ne sommes pas au bout de l'élaboration, ni de la recherche. Sur d'autres points, il reste des ambiguïtés, ou des maladresses. Mais tout de même, je crois que dans l'ensemble de l'Europe occidentale le mouvement socialiste depuis la dernière guerre mondiale ne s'était plus livré à une tentative aussi profonde de réexamen d'ensemble des données de son action. Je n'aurai pas l'outrecuidance de dire que nous sommes persuadés d'avoir la vérité infusee d'avoir écrit un texte définitif. Un document collectif, d'ailleurs, a toujours plus d'infirmités qu'un document personnel. Néanmoins, je crois que l'engagement collectif de la quinzaine de milliers de militants que nous sommes, sur les analyses et les propositions stratégiques et théoriques qui sont faites dans ce texte, a une très grande importance. Ces thèses représentent pour nous en effet, un bilan de la période du mois de mai 1968, en ce sens qu'elles traduisent en termes d'analyse, d'orientation et de stratégie politiques les conclusions que nous avons tirées de cette période.

En même temps, ces thèses amorcent une nouvelle étape. Nos militants vont enfin disposer d'un ensemble d'arguments, d'analyses, de critères qui constituent un outil indispensable par rapport aux situations concrètes auxquelles ils vont se trouver confrontés. Il va nous falloir maintenant traduire ces thèses sous forme de propositions politiques, et de luttes dans tous les secteurs de ce pays où des tentatives de transformations socialistes peuvent se faire jour.

D'ailleurs, depuis que ces thèses ont été publiées, nous avons déjà constaté que le Parti communiste français, malgré son évident désir de taire tout ce qui nous concerne, ne pouvait y rester indifférent. Le P.C.F. nous a répondu sur des points importants, des articles ont paru, qui ont mis en question nos thèses. La discussion publique s'est engagée. Nous avons eu par ailleurs des débats avec un certain nombre de groupes révolutionnaires, comme « Rouge », comme « Lutte ouvrière », comme « l'Humanité nouvelle ». Nous en avons eu aussi avec Objectif 72 et avec la Convention des institutions républicaines, qui furent longs et approfondis. Nous avons eu aussi des discussions avec la C.F.D.T. qui ont été très enrichissantes, je pense, de part et d'autre. Nous

avons d'ailleurs tenu compte de toutes ces discussions dans nos délibérations internes : cela aussi constitue un précédent.

Dans l'avenir, ce vaste travail de délibération, de réflexion commune et d'examen critique de l'action par rapport aux objectifs que nous nous sommes donnés, va pouvoir être mené de manière décentralisée par un nombre considérable de militants du courant socialiste.

Le P.S.U. est-il un parti révolutionnaire ?

ROBERT FOSSAERT : Dans les thèses qui ont été discutées, amendées et ratifiées par le dernier congrès de ton parti, il est bien évident que la révolution — c'est-à-dire la perspective de situations révolutionnaires pouvant se présenter dans notre avenir — occupe une place importante. Par référence à cette analyse politique, est-ce que le P.S.U. se définit comme un parti révolutionnaire ? De ce point de vue, comment le P.S.U. entend-il, sur le plan de l'organisation, donner suite à l'intention qu'il a manifestée lors de son dernier congrès, d'établir des liens privilégiés avec les autres forces de mai ?

MICHEL ROCARD : Le P.S.U. est-il un parti révolutionnaire ? La difficulté de la réponse tient à l'ambiguïté du mot. Il a, en fait, dans l'opinion, deux sens au moins. Le premier est le sens étymologique : la révolution est un profond changement de société. Depuis Marx, on ajoute : un profond changement de société qui s'exprime par une transformation radicale des rapports de production, des structures de production : à ce titre, le P.S.U. travaille à un changement profond de la société : il en a esquissé un certain nombre d'orientations. De ce point de vue, il est résolument et sans complexe un parti révolutionnaire. Mais il se trouve qu'à la suite de certaines expériences historiques, ce mot a pour le sens commun une autre signification ; la révolution, c'est l'insurrection armée. Dans les thèses qu'il a discutées, puis adoptées à son congrès, le P.S.U. a déclaré que les perspectives ne lui paraissaient pas de nature à ouvrir, en France, dans un avenir prévisible une situation de type insurrectionnel. Nous ne préparons en rien une insurrection armée ; nous avons, au contraire, récusé de manière très nette, toute hypothèse putschiste, toute hypothèse de coup de force d'une minorité à la manière blanquiste. Ce n'est pas une situation de ce type que nous pré-

parons, et à cet égard, nous ne répondons pas à l'image d'un parti révolutionnaire.

ROBERT FOSSAERT : Pas un parti de révolutionnaires professionnels, au sens léniniste?

MICHEL ROCARD : Il y a encore une ambiguïté, si tu veux bien, nous y viendrons dans un instant. Laisse-moi d'abord, pour en terminer avec cette question, affirmer qu'à mes yeux, le seul sens rigoureux du mot « révolution » est celui qui évoque une transformation des structures de la société. Cela ne préjuge pas des méthodes ou des situations qui seront à la source d'une telle transformation. Il ne faut pas se tromper sur la référence fréquente que nous faisons aux événements de mai. Le mois de mai a été un mouvement considérable, il a intéressé près de neuf millions de grévistes, sinon même dix millions. C'est par rapport à cette énorme masse qu'il faut se situer. La seule expression commune à l'ensemble des forces de mai, avec leurs contradictions, mais aussi leurs convergences, c'est la manifestation du stade Charléty, le 27 mai 1968. Et n'oublions pas qu'à Charléty, l'essentiel des forces était de nature syndicale, avec de nombreuses fédérations ou secteurs appartenant à la C.F.D.T., à Force Ouvrière, à la F.E.N., à l'U.N.E.F., voire à la C.G.T. A côté des forces syndicales, il y a eu, dans le mouvement de mai, des forces politiques qu'on limite parfois à ce qu'on appelle les groupuscules, et que je préfère appeler les organisations aujourd'hui dissoutes, mais il est inexact qu'elles étaient les seules présentes, sur les lieux du stade Charléty : nous nous souvenons qu'à côté de la J.C.R., de Lutte Ouvrière, du Parti communiste marxiste léniniste de France, il y avait aussi Objectif 72 et les quatre cinquièmes de la Convention des institutions républicaines de la région parisienne. Même si aujourd'hui à l'intérieur de ces groupes on regrette de s'être trouvé là, on y était bel et bien... Sur le plan des réflexes militants, de la solidarité spontanément ressentie dans un type de lutte et dans certaines situations, c'est une chose mémorable. Pour nous, c'est un acquis, et ce sont toutes ces forces qu'il faut mettre sous l'expression de « forces de mai ». Nous l'avons répété à de très nombreuses reprises. Cela veut dire ouverture politique,

ouverture syndicale : cela définit un certain nombre de forces avec lesquelles nous nous sommes sentis en communauté d'analyse et de réflexe.

Le remplacement du général de Gaulle à la tête de l'État va poser des problèmes politiques internes extrêmement difficiles.

ROBERT FOSSAERT : Sans parler des soubresauts, des péripéties de la conjoncture économique et politique internationale...

MICHEL ROCARD : Bien entendu : je pense notamment à la crise du système monétaire. Toutes ces données sont d'ailleurs analysées dans nos thèses. A nos yeux, les formes de défense de la bourgeoisie conservatrice ne se limitent pas à sa puissance électorale. Elle dispose du mur d'argent, elle fait de sa police un usage qui parfois dépasse sa propre légalité. Devant une telle situation, il faut s'attendre à des phases de durcissement dans l'exercice du pouvoir de la part de la droite. Et c'est par rapport à cela qu'il faut poser le problème de la transformation révolutionnaire en sachant qu'en pareil cas, la seule force du courant socialiste, c'est sa masse. Cela ne nous rend pas putschistes, je le répète, mais cela nous amène à une stratégie d'insertion dans les luttes collectives des ouvriers, des paysans, des cadres, des mensuels, des professeurs, des fonctionnaires, assez large pour qu'une masse d'hommes considérable réponde par un refus à d'éventuelles tentatives de coup de force. Il faut savoir que cela peut entraîner un certain nombre d'affrontements. C'est parfaitement possible. Nos thèses soulignent, à cet égard, que dans des sociétés aussi complexes que la nôtre sur le plan économique, la grève et surtout la grève générale a retrouvé une dimension politique de transformation sociale qu'elle n'avait pas au temps d'une société moins concentrée utilisant moins d'électricité et ne disposant pas de techniques de communication et de télécommunication qui sont devenues le véritable système nerveux de la société. La grève générale est redevenue un instrument politique. Or, elle est pacifique puisqu'elle permet éventuellement de paralyser un régime sans avoir recours à la violence offensive. Mais en revanche, nous ne sommes pas démocrates niais au point de penser que le bon fonctionnement de la Constitution suffira toujours à tout régler. D'où l'importance que nous accordons aux luttes sociales.

Crise du capitalisme
et crise du socialisme

JACQUES JULLIARD : Nous en venons maintenant aux thèses du P.S.U. sur lesquelles nous avons, un certain nombre de questions à te poser.

Je commencerai par l'affirmation, tout au début de ces thèses, que *le capitalisme est en crise*, affirmation fracassante qui contraste avec tout ce qui a été dit depuis quelques années, où l'on parlait plutôt de phénomènes d'adaptation. Qu'il y ait une crise des régimes occidentaux actuels, je crois que les événements récents en sont la preuve. Mais s'agit-il à proprement parler d'une crise économique, d'une crise du régime capitaliste d'une manière plus générale? Si oui, s'agit-il d'une crise de type classique qu'on pourrait considérer comme un pas supplémentaire vers la crise mortelle qu'avait prévue Marx, ou bien, comme d'autres écrits, antérieurs à mai, il est vrai — mais enfin, tout n'a pas été modifié depuis mai — l'avaient suggéré, s'agirait-il plutôt d'une crise de croissance? Selon la réponse, les conséquences à tirer et la stratégie à appliquer seront complètement différentes. Quant à moi, je suis convaincu que mai a mis en lumière un certain nombre des contradictions de la société. Il y a une crise de la civilisation, c'est certain, une crise de l'éducation, une crise de l'enseignement, une crise des rapports sociaux. Est-ce du même ordre que ce qui s'est produit en 1929? Personnellement, je ne le crois pas. Or, malgré certaines précautions de style, j'ai l'impression que vous assimilez un peu trop vite les deux phénomènes. Pour ma part, il me semble que la réflexion doit s'orienter non seulement sur les problèmes économiques et sociaux, mais aussi sur les problèmes culturels. J'aimerais avoir ton avis là-dessus.

MICHEL ROCARD : Ce qui fait ici la difficulté, c'est uniquement le mot de crise, car il me semble que la lecture de la thèse n° 1 qui traite de ces problèmes répond à peu près intégralement à la

question. Mais nous avons effectivement remarqué que l'emploi du mot « crise » dont nous avons fait le titre des deux premières thèses, l'une traitant des questions internationales, l'autre sur la France, donne à ce mot une emphase un peu excessive par rapport à ce que nous pensons. Je lis « les conditions d'une crise internationale du type de 1929 ne sont, sans doute, plus réunies aujourd'hui, mais en revanche, le seul ralentissement durable de la croissance, et l'exaspération des rivalités nationales, suffisent à rendre explosives les situations et à donner naissance à des contestations de plus en plus radicales ». C'est une assez bonne schématisation de ce que nous pensons. Tu demandes : crise apocalyptique comme en 1929 ou crise de croissance ? S'agit-il de l'explosion telle que l'avait prévue Marx ou non ? J'aurais tendance à répondre : il ne s'agit ni d'une crise apocalyptique, ni peut-être d'une crise de croissance. L'éclairage d'ailleurs peut venir de Marx lui-même, car contrairement à tout ce qu'on lui a fait dire, — je suis justement en train de relire les *fondements de la critique de l'économie politique*, dont le texte est très éclairant là-dessus — il a toujours et avec une constance admirable, évoqué le socialisme comme un régime faisant suite au capitalisme, lorsque celui-ci a donné l'intégralité des progrès technologiques et d'organisation sociale qu'il permet. Par conséquent, qui dit crise de croissance nous rapproche aussi d'une issue socialiste. Mais notre analyse va un peu plus loin. Ce qui est frappant, c'est la simultanéité des difficultés que connaît la société capitaliste. On parle précisément de la *crise* universitaire, au sens commun du terme ou encore de *crise* des rapports sociaux, de *crise* culturelle. On parle aussi d'une *crise* de l'emploi. Ces mots sont employés dans le sens commun. Pourquoi ne pas garder le mot dans son acception commune, pour faire une synthèse ? Et ainsi, mettre en évidence une crise des rapports sociaux dont le fondement économique est certainement important ?

JACQUES JULLIARD : Oui, mais est-ce déterminant ? Est-ce que cette crise de civilisation est une crise du capitalisme ? En d'autres termes, est-ce que dans un autre type de régime, à partir d'un certain degré de croissance économique, nous n'aurions pas de toute façon des phénomènes du même genre ? Si oui, le remède

est-il à chercher exclusivement dans une modification des rapports économiques?

MICHEL ROCARD : Je vais te répondre en termes de dialectique marxiste : il y a interférence entre l'économique et le reste. Le capitalisme n'est pas seulement une certaine forme de production. Il est aussi un système de rapports sociaux, dont l'organisation de la production est le rapport dominant, mais qui agit ensuite sur la hiérarchie dans la société, sur les modes de commandement, sur les formes culturelles, sur le système d'enseignement lui-même. Et la crise que nous découvrons maintenant, dont on a pris conscience depuis les années 62-64, mais qui en France a pris toute sa dimension au mois de mai, c'est une crise simultanée de l'ensemble. Elle se constate, on l'a vu en mai, dans les rapports entre les hommes, les rapports hiérarchiques dans la société, et dans la contestation de son modèle culturel. Voilà qui est clair. Et l'explosion de mai, avec ses caractéristiques un peu libertaires, est très révélatrice de cette tendance-là. Mais précisément, ce refus d'une société autoritaire, d'une société centralisée avec une surcompensation libertaire, ce refus aussi d'un modèle culturel ressenti comme oppressif, parce qu'il est fourni par un système d'enseignement qui a pour objet de sélectionner les grands commis du pays, plutôt que d'apporter une véritable culture à l'ensemble de la population, ne sont-ils pas la preuve d'une crise des rapports sociaux qui sont le produit d'un certain type de fonctionnement économique et du régime capitaliste lui-même?

Voilà ce que nous pensons. La solution n'est pas qu'économique, c'est trop évident. Mais tout de même, ce qui différencie la France des autres pays où il y a eu — où il y a toujours d'ailleurs — une contestation universitaire sérieuse, je pense aux États-Unis à l'Italie, à l'Allemagne, à la Grande-Bretagne où la crise commence seulement, c'est la conjugaison des grèves et de la contestation universitaire, du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant sur un certain nombre de thèmes. Ce rapprochement a donné à la crise française une dimension qu'elle avait nulle part ailleurs, une contestation du modèle économique en même temps que du modèle culturel. Cela ne nous amène pas à dire que les solutions

sont uniquement d'ordre économique. Bien au contraire, nous avons dans l'ensemble de nos thèses affirmé l'interdépendance entre les structures de production et tout ce qu'elles engagent, tout ce qu'elles produisent comme rapports sociaux de sorte que la réponse se situe à tous ces niveaux. Nous sommes, par exemple, régionalistes, dans un souci de lutte contre une société trop centralisée, trop hiérarchisée. Nous savons bien que nous ne nous attaquons pas par là à une forme de production, mais à une conséquence, à savoir l'excessive hiérarchie de la société. Nos propositions concernant le système universitaire sont du même type. Bon gré, mal gré, il faudra bien finir par accepter l'idée que les étudiants ont à se prononcer sur les formes d'enseignement à l'intérieur desquelles ils vivent. Cela n'a pas de rapport direct avec le système de production et cependant nous savons bien que les solutions contenues dans la loi Faure s'inspirent beaucoup du système de production. Entrons un peu dans le détail, sur ce point, c'est très intéressant.

Secteur protégé : les grandes écoles. La loi n'y touche pas, ce n'est pas un hasard. Ce sont les plus directement liées à une certaine forme de l'organisation de la production. Autres secteurs protégés sur lesquels les concessions en matière d'organisation démocratiques de l'Université sont pratiquement nulles : la Recherche scientifique. C'est la forme productive fondamentale dans une société comme la nôtre. Puis deux types de création et d'expérience, celle où l'on fait tous les sacrifices : lettres classiques, histoire, philosophie, sociologie ; celle au contraire où l'on en fait moins parce que les pressions traditionnelles y restent plus fortes : facultés de sciences et instituts de physique, etc... C'est tout de même très significatif. On ne peut pas raisonner sur les solutions apportées par le gouvernement à ces crises en faisant semblant d'ignorer qu'elles sont en rapport direct avec leur plus ou moins grande liaison avec la production.

JACQUES JULLIARD : Seulement, tu disais tout à l'heure qu'au fond, c'était dans la mesure où l'Université restait à l'écart des cadres économiques de la nation qu'il y a eu cette révolte contre l'autorité : donc tu liais la révolte contre l'autorité à la révolte contre le système capitaliste.

MICHEL ROCARD : Non pas seulement, ce n'est pas la seule cause.

JACQUES JULLIARD : Ce qui m'a frappé, au contraire, c'est que c'est là où les gens étaient le plus directement liés à la production, là où l'Université jouait le plus le rôle d'agent du capitalisme, si tu veux, que la crise a été la moins forte. Dans cette mesure, on peut tout de même se poser la question de savoir si, là où la crise a été forte, c'est-à-dire dans les systèmes qui étaient très largement en dehors des circuits capitalistes de production, il ne s'agit pas plutôt d'une soupape de sûreté qui a joué et qui finalement n'a pas remis en cause fondamentalement le reste, qui reste à peu près intact.

MICHEL ROCARD : Mais ce que tu dis est parfaitement compatible avec ce que nous pensons. Pour qu'une crise sociale explose, il faut non seulement qu'une situation objective la provoque, mais encore qu'on en prenne conscience. Il est bien évident que dans les secteurs universitaires où l'enseignement était le mieux adapté aux futurs métiers, et où les problèmes d'emploi à la sortie étaient par là même les moins graves (recherche scientifique, production de techniciens et d'ingénieurs assurés de leur plein emploi) les conditions d'une prise de conscience de l'absurdité du système et de son excessive hiérarchie n'étaient pas réunies. Je voudrais encore ajouter ceci : tu raisones comme s'il n'y avait pas de crise économique. Mais ce n'est pas vrai. Disons nettement que l'équilibre économique apparent des pays capitalistes de 1950 à 1960 est une phase historique révolue. L'extraordinaire phase de prospérité qu'a connue le capitalisme mondial de 1945 à 1960, sans crise sérieuse, est due à des facteurs bien particuliers et bien connus, comme par exemple le rôle croissant des États, et leur capacité d'organiser les circuits économiques avec contrôle des frontières, des échanges extérieurs, des mouvements de capitaux de la monnaie. Dans les années 60, au contraire, l'interdépendance des économies nationales commence à limiter les capacités d'intervention de chacun des États. Nous entrons dans une phase décisive de contradictions car la réticence de chacun des États nationaux à accepter, dans le cadre du capitalisme et pour en

sauvegarder les intérêts, des régulations communes, des planifications communes, etc... est telle qu'il n'y a pas de solution, en dehors de la domination croissante de l'économie américaine sur les autres; ce qui entraîne un sous-développement relatif croissant de ces dernières, comme on le voit en matière de recherche scientifique et d'évolution technologique. Nous nous orientons ainsi vers une érosion du système, une aggravation du sous-emploi, qui ne provoqueront pas une crise soudaine et brutale, mais qui engendreront insécurité, malaise, sous-emploi des capacités productives, et par conséquent, refus psychologique d'adhérer au système : d'où la possibilité d'explosion à tout moment. Il y a donc par conséquent une crise économique d'assez belle dimension. Un mot encore. La crise du système monétaire international peut très bien mettre les pays capitalistes dans l'impossibilité de conserver à leurs échanges internationaux l'étonnante vitesse de croissance qui fut la source de la prospérité capitaliste des années récentes.

JACQUES JULLIARD : Je ne pense pas que tu en conclus que le système est en train de se détruire de lui-même, sans une intervention volontaire des éléments socialistes des différents pays...

MICHEL ROCARD : Non, pour deux raisons...

JACQUES JULLIARD : Tu n'as pas, je pense, cette vision déterministe, fataliste qui est un des versants du marxisme? Celle-ci me paraît difficile à accepter, car, après tout, si effectivement le capitalisme passe par une phase de reconversion, si les capitalismes nationaux sont en contradiction avec l'intérêt du capitalisme en général, rien n'interdit de penser que le capitalisme le plus fort finira par éliminer ses concurrents marginaux.

MICHEL ROCARD : On ne peut raisonner en termes catastrophiques et cela pour deux raisons. La première, c'est que le capitalisme nous a démontré, depuis une centaine d'années, qu'il a d'immenses ressources, d'immenses possibilités d'adaptation pour trouver des réponses à ces problèmes. Je me borne à affirmer que la crise des années 65 et suivantes est une crise véritable qui contraste

avec la situation des années 45 à 60 pour des raisons économiques bien répertoriées dont j'ai essayé de donner rapidement une image. Deuxième raison, les difficultés du système capitaliste peuvent très bien ne pas déboucher sur le socialisme : pensons à la montée du nazisme en Allemagne, qui fut une réponse précise à une crise profonde du capitalisme, en raison de la défaillance des forces socialistes. Nous sommes là-dessus tout à fait d'accord. Cependant, s'il n'y a rien de mécanique dans notre raisonnement, je crois tout de même que l'aggravation des difficultés du système va multiplier les cas dans lesquels sa mise en question sera possible devant l'opinion. C'est-à-dire accroître les chances du socialisme. Regardons un peu le paysage : l'Italie est en pleine crise sociale, les grèves de 24 heures s'y multiplient, la Belgique ne sait plus très bien si elle est un seul pays, les États-Unis aux prises avec une montée de la violence à propos de tous les éléments non intégrés dans la grande prospérité (Noirs, Porto-Ricains, etc...) ne savent régler ni le problème de leurs grandes villes, ni celui de la pauvreté, ni celui de leurs universités; on ne peut donc parier sur la stabilité d'un pareil système. Tels sont les faits nouveaux des années 60.

Ainsi se trouvent créées les conditions d'une prise de conscience politique. J'ajoute que si les départements de sociologie ont presque partout été à la pointe de la lutte au mois de mai dans les universités, c'est que ce sont justement ceux où l'objet fondamental de l'enseignement est d'examiner la société et d'en discuter. Et je ne peux pas m'empêcher de voir là un rapport direct de cause à effet.

JEAN MARIE DOMENACH : On parle de crise du capitalisme. N'y a-t-il pas aussi à votre avis une crise du socialisme qui nous semble, par certains aspects, plus graves? Je veux dire que le néo-capitalisme a démontré sa capacité de réaction et d'innovation, alors que le socialisme dans les pays industriels tout au moins — j'entends le socialisme d'origine marxiste — ne semble pas capable d'un tel pouvoir de régénération, sauf peut-être en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie. Alors, ma question, ou plutôt mes questions sont les suivantes : d'abord quelles leçons tirez-vous de cette crise du socialisme et deuxièmement, plus largement, ne

croyez-vous pas qu'au-delà du capitalisme et du socialisme, ce n'est pas le *socialisme* sans autre précision qu'il faut proposer comme modèle, un socialisme qui semble, pour reprendre le jargon actuel, presque moins crédible aujourd'hui que le capitalisme, mais un autre modèle à la recherche duquel, je crois, sont partis tous ceux que l'on appelle les contestataires, et qui protestent, et qui rêvent, au nom d'un modèle dont l'exemple, en fait, n'existe nulle part ?

MICHEL ROCARD : Je veux bien, encore qu'il ne faille pas se poser le problème en termes de comparaison rationnelle entre sociétés comme si nous étions des observateurs non engagés. Nous vivons en France, dans le cadre d'un régime qui pour l'essentiel est capitaliste. Son évolution, son histoire fondent notre problème actuel. Le fait que le mouvement socialiste soit actuellement incapable de propositions solides et crédibles, comme tu as dit, est une difficulté supplémentaire ; mais l'incapacité du capitalisme, à assurer désormais un avenir crédible à ce pays a suffi à déclencher la crise.

Il faut bien voir que le modèle de socialisme expérimenté à l'Est et que le parti communiste tente d'importer dans un pays comme le nôtre, doit beaucoup plus à la situation de pauvreté extrême de la Russie en 1917, à l'attaque des puissances occidentales, à la présence sur place d'une armée blanche, au durcissement nécessaire du parti bolchevik pour survivre dans ces conditions, qu'au marxisme lui-même. C'est vraiment quelque chose d'autre sur lequel le poids des circonstances historiques a énormément pesé. Il y a une différence fondamentale de situation entre cette Russie et la France d'aujourd'hui, pays développé industriellement, pays alphabétisé complètement depuis trois générations, où, par conséquent les transformations sociales ne s'appuieront pas sur la colère fruste d'un peuple primitif, mais sur l'adhésion volontaire et critique d'une masse d'hommes et de femmes qui ne s'engageront dans la lutte sociale qu'à condition d'en connaître et d'en partager l'ensemble des objectifs et des moyens. Les formes de discipline applicables à un pays alphabétisé n'ont rien à voir avec celles que l'on enregistre dans les pays où, faute de culture, c'est à dire de possibilités critiques, on

ne tolère que des enthousiasmes et des formes militaristes de collectivité. Par conséquent, je crois le modèle de socialisme autoritaire indissolublement lié à la pauvreté des pays où il s'est implanté et sans rapport avec ce que nous avons à essayer ici. De plus, je dirai volontiers que le mot de socialisme ne recouvre aucun modèle de société, car enfin, se recommandent du socialisme : La Russie Soviétique, la Chine, l'Albanie, la Yougoslavie, Cuba, voire la Suède, Israël, l'Égypte la Syrie, l'Algérie etc... Dans cet ensemble, il serait bien difficile de découvrir un modèle commun. Si ta question vise à me faire dire qu'il faut chercher un modèle de société qui ne reprenne même plus en charge le mot, j'aurais tendance à répondre qu'au niveau de la discussion entre intellectuels, le mot n'a en effet, pas grande importance. L'important, c'est d'être précis, c'est d'annoncer le type d'organisation de la production, de rapports sociaux, d'organisation politique de rapports culturels que nous souhaitons mettre en place. Mais si l'on pense en termes d'action politique, c'est-à-dire d'action collective, force est bien de souscrire à une tradition. De plus, personnellement, j'aime le mot socialisme car il implique une dimension collective, communautaire de l'action de l'homme. C'est sa définition minimale, et elle me suffit, puisque notre contestation du capitalisme est orientée contre des formes *privées* d'appropriation des moyens de production et d'échange, et sur le plan culturel, contre un système de valeurs caractérisées par le profit. La soumission des biens culturels à l'économie de profit est pour nous un élément fondamental de notre critique du capitalisme. C'est donc une société plus communautaire que nous voulons bâtir. La référence socialiste me paraît donc très convenable; c'est même la seule que j'imagine :

Le modèle de société auquel nous travaillons comporte trois attitudes caractéristiques :

La première c'est l'idée que la société doit être capable d'organiser son destin collectif; c'est la volonté, notamment, d'organiser collectivement l'économie grâce à la planification. Pour ce faire, on doit avoir recours à un certain nombre de nationalisations, ou toute autre technique de contrôle de la décision économique. Ceci est l'évidence même.

Deuxième attitude, par laquelle nous nous différencions des

modèles autoritaires : nous souhaitons contribuer à construire un type de société dans laquelle les rapports entre les hommes soient aussi peu hiérarchiques, aussi peu dominateurs que possible. Bien sûr, il y a des dominations inévitables. La question est alors celle de leur contrôle et de leur légitimité, mais cette légitimité, ce contrôle ne peuvent se réaliser dans de bonnes conditions que si l'on part de choses claires, c'est-à-dire que si les décisions qu'elles mettent en jeu sont prises le plus près possible des intérêts en cause. Dans l'ordre politique, c'est ce qui nous a rendus régionalistes, c'est ce qui nous amène à souhaiter une réorganisation et un renforcement des pouvoirs des communes. Dans l'ordre économique, c'est ce qui nous amène à souhaiter une majoration du pouvoir des travailleurs dans les entreprises : c'est tout le thème de l'autogestion.

Quant à la troisième attitude, elle concerne justement la vie culturelle. C'est l'affirmation que le progrès de la société en tant que collectivité consciente est permis d'abord par le développement intellectuel et culturel de cette conscience collective. C'est là le rôle de l'enseignement, mais aussi de l'éducation permanente, qu'il faut organiser. Le refus de qualifier de socialiste un pareil modèle est un scrupule d'intellectuel inspiré par la critique d'expériences qui ne nous donnent pas satisfaction. Quant à moi, je ne puis assumer ce scrupule, car le socialisme est une vieille expérience historique qui reste le support principal de notre effort politique.

Le P. S. U. est-il un parti de classes ?

JEAN-MARIE DOMENACH : J'ai lu dans vos thèses l'expression « hégémonie du prolétariat. ». S'agit-il d'un substitut aimable pour « dictature du prolétariat » ou d'autre chose ? Plus généralement, le P.S.U. veut-il être un parti de la classe ouvrière, et plus généralement encore, dans quelle mesure considérez-vous que la classe ouvrière, dans nos pays industriels, reste la force révolutionnaire principale ?

MICHEL ROCARD : Il y a beaucoup de choses dans cette question Prenons d'abord le premier aspect : la dictature du prolétariat Effectivement, nous avons refusé explicitement le terme « dictature du prolétariat » à cause de sa variante stalinienne, c'est sûr. Mais je crois que le raffinement qui consiste à distinguer entre Lénine et Staline est un peu illusoire, dans la mesure où les fondements de ce qui allait se passer étaient tout de même acquis sous Lénine, si j'en crois Rosa Luxembourg qui a écrit sur le sujet des choses pertinentes. La question qui se pose ici est de savoir quel est le système de pouvoir dominant. Autant nous disons avec fermeté que nous n'entendons pas faire une société bureaucratique, autant il est clair que le système capitaliste est une forme de production et d'organisation des rapports humains qui a une certaine cohérence et qui se défendra. Et la prise de pouvoir définitive de forces socialistes suppose presque inévitablement un affrontement. Le socialisme n'aura partie gagnée que lorsque les centres de décision économique auront durablement échappé au système capitaliste. Notre analyse est que, quels que soient les épisodes parlementaires, il y a hégémonie des milieux capitalistes. Avec toutes leurs contradictions internes, certes, mais ce sont eux qui dirigent les opérations. Le terme de dictature, d'ailleurs, tel qu'on le trouve chez Marx, serait mieux traduit en français par hégémonie. Le problème est de créer un système où le pouvoir des

travailleurs productifs, (disons donc tout de suite que les paysans en font partie au même titre que les ouvriers) soit dominant, et non pas celui des détenteurs des moyens de production et d'échanges. Cela pose le problème des moyens avec lesquels la planification socialiste dans les premières années réglerait leur compte aux puissances financières capables de mettre en cause l'équilibre du jeune système socialiste. Donc, il nous faut arriver à une hégémonie collective du peuple. Mais le fait de parler en terme d'hégémonie collective du peuple, de tous ceux qui ne sont pas les détenteurs à titre privé des grands moyens financiers, ne nous conduit pas à utiliser le mot de dictature, puisque nous refusons l'expression dans le domaine de la démocratie politique. C'est une vaste collectivité, pleine de contradictions, entre ouvriers, mensuels, techniciens, étudiants, cadres moyens, cadres supérieurs, enseignants, fonctionnaires, paysans; malgré cette diversité c'est tout de même à elle de délimiter le poids et les privilèges de la propriété privée. Voilà ce que veut dire l'expression d'hégémonie que nous employons. Maintenant, que l'on parle de parti de classe ou non...

Je n'ai pas encore répondu à la question : « Êtes-vous un parti de classe ? » Notre réponse est simple. Le P.S.U. ne cherche nullement à nier qu'il y a des luttes de classes dans la société, au contraire. Il considère que ces luttes sont le fondement permanent de ces conflits quotidiens dont la somme fait la vie politique. Là où commence la difficulté, c'est avec le vocabulaire et notamment avec l'expression de classe ouvrière. Pour Marx, les ouvriers, c'était la totalité des salariés ou presque, c'est-à-dire ceux qui vendaient leur force de travail. Le terme était d'ailleurs presque synonyme de prolétaire. Le malheur, c'est qu'actuellement le mot de prolétaire a pris dans l'opinion courante la signification de miséreux, ou de « lumpen-prolétariat » pour employer le vocabulaire marxiste, cependant que le mot d'ouvrier ne désigne plus désormais que les travailleurs manuels payés à l'heure, à l'exclusion des techniciens, des dessinateurs, des cadres, des fonctionnaires.

Ce que nous croyons, c'est que la lutte contre le système capitaliste de production et aussi contre ses références culturelles peut faire apparaître une solidarité entre tous les travailleurs productifs, constitués en majorité par des salariés, et pour une minorité par les paysans non intégrés dans la grande économie capitaliste.

Voilà l'ensemble des couches sociales auxquelles nous nous adressons.

Comment les choses évoluent-elles ? La classe ouvrière au sens strict, les travailleurs horaires, sont, de par la tradition historique et de par leur situation dans la production, culturellement et sociologiquement les plus extérieurs au système ; et comme tels, les plus à même de découvrir d'une manière douloureuse les contradictions dans le domaine de la production. Cela fait d'eux, et l'Histoire le confirme à chaque instant, un élément décisif dans la lutte : si le gaullisme a vacillé en mai, ce n'est pas à cause de la contestation étudiante, c'est à cause de la grève. La contestation étudiante a fourni le détonateur et le cadre idéologique, mais c'est la grève qui a affaibli le gaullisme. Et la grève a commencé chez les horaires, quelle que soit l'importance de l'adhésion des cadres. Il ne faudrait pas croire que nous en avons fini avec les conflits de classe traditionnels, nous en sommes bien loin. Cela étant, la construction d'une société capitaliste suppose que l'on soit capable de définir des objectifs donnant une orientation à ces luttes. Il y a tout un travail de formulation qui est la tâche spécifique, sinon prioritaire, des intellectuels. Mais cette tâche indispensable de définition des objectifs et de l'environnement culturel n'a de signification que si la classe ouvrière se bat. Réciproquement d'ailleurs, la lutte de la classe ouvrière peut se trouver dévoyée si elle n'est pas alimentée en références théoriques et en orientations stratégiques saines.

Encore une remarque : il est complètement faux que la lutte des paysans, des étudiants, des cadres, des fonctionnaires, des enseignants se trouve subordonnée à la lutte des ouvriers. C'est là un schéma stupide. Ce qui est vrai, c'est que les diverses couches sociales ont des conflits spécifiques qu'elles conduisent elles-mêmes. Certes, la plus grande partie de ces conflits concerne les « horaires », à cause de leur homogénéité et de leur isolement culturel, lequel va d'ailleurs décroissant, entraînant une diminution de combativité par rapport au passé. Mais le mouvement de mai indique qu'une remontée de cette combativité est à prévoir. Les autres luttes, celle des enseignants, celle des paysans, celle des cadres, ont des traits spécifiques : elles n'ont pas à être subordonnées à la lutte de la classe ouvrière, mais à lui être coordonnées.

Il reste que la probabilité d'une prise de conscience socialiste y est tout de même un peu moins forte que dans la couche proprement ouvrière.

JACQUES JULLIARD : Je voudrais greffer une remarque qui n'est pas une objection, mais un commentaire. Notre espérance, c'est bien en effet que les couches dont tu parles découvrent à travers leurs conditions et leurs luttes, le chemin du socialisme.

De fait, je les crois capables d'accepter une stratégie de passage au socialisme où elles joueraient un rôle déterminant aux côtés des ouvriers dans une situation de prospérité et d'offensive des forces populaires. C'est une chose sur laquelle on peut tabler. En revanche, et ici, je m'appuie sur les expériences historiques passées, en période de crise, ces couches, dans la mesure où elles ont le sentiment d'être prolétarisées — financièrement ou culturellement — ne se conduisent pas en alliées des ouvriers, mais cherchent leur propre voie. Il y a là un phénomène comparable à celui du Sud des États-Unis où des Petits Blancs prolétarisés économiquement réagissent, non pas par solidarité envers les Noirs, mais au contraire en insistant sur ce qui peut encore les en distinguer, à savoir la couleur de la peau. En d'autres termes, ce que je décris porte un nom en période de crise, cela s'appelle le fascisme, tout simplement. Et c'est là, à mon avis, qu'il faudrait pousser davantage la réflexion, plus loin que vous ne l'avez fait dans vos thèses, sur un certain nombre de situations défensives où les critiques que vous articulez assez justement contre la tactique de Front Populaire perdent de leur valeur. Car en situation de crise, il me paraît vain de vouloir rallier l'ensemble des couches intermédiaires formées, disons du nouveau prolétariat, à la ligne d'action qui est celle de l'ancien prolétariat.

MICHEL ROCARD : Voilà un point sur lequel je ne puis être d'accord : cette problématique des couches intermédiaires est née dans l'entre-deux-guerres à partir du Parti communiste et du grand virage que lui a imposé Thorez vers 1934. C'est en fait tout le problème des classes moyennes. Tu as évité le mot, mais tu reprends la même problématique.

JACQUES JULLIARD : Non, ce ne sont pas les mêmes classes moyennes.

MICHEL ROCARD : Eh bien ! Justement. Poussons s'il te plaît la remarque : « Ce ne sont pas les mêmes classes moyennes. » Elle signifie que nous sommes dans la même problématique. Ton analyse selon laquelle, en période de crise, une certaine partie de ces couches intermédiaires risque fort de ne pas marcher avec les travailleurs salariés, mais de chercher sa voie propre qui s'appelle le fascisme, est, je crois, exacte en ce qui concerne les petits commerçants, éventuellement les agriculteurs, et en tous cas, les professions libérales. Voilà trois milieux de la petite bourgeoisie. En revanche dans la France d'aujourd'hui, le phénomène le plus massif et le plus important, c'est le développement de ce que l'on pourrait appeler, pour aller vite, les classes moyennes de salariés. Mais en fait, il s'agit de tout autre chose : il s'agit de gens dont le genre de vie est urbain comme celui des autres salariés, qui sont vis-à-vis du patronat dans la même situation que ces derniers, et qui à cause de la croissance des entreprises et de la modification des formes d'organisation du travail, sont de plus en plus éloignés de la direction de ces entreprises. Ils ne sont pas liés au fonctionnement de l'entreprise en tant que représentants du patron, mais en tant que rouages importants. Dessinateurs, techniciens, petits cadres de gestion ou de production ; ces distinctions ne sont pas toujours très claires. Mais toutes ces catégories ont joué un rôle important au mois de mai et le P.S.U. a recruté une quantité notable de mensuels et de petits cadres, à côté du gros de son recrutement ouvrier. Je dois d'ailleurs à la vérité de dire qu'on a recruté proportionnellement un peu plus de cadres supérieurs que de cadres moyens. Il y a donc prise de conscience accentuée, pas du tout dans un sens fasciste bien entendu, mais au contraire dans le sens d'une lutte contre un grand patronat devenu désuet et techniquement caduc. C'est là, pour ces couches, une découverte extraordinaire qui entraîne une solidarité croissante avec la lutte de l'ensemble des travailleurs, pour une société moins hiérarchisée. Je crois donc que leur situation dans la production les rapproche d'une classe ouvrière qui voit de son côté son travail se techniciser

et son isolement culturel diminuer. Ces couches sociales n'ont pas les mêmes intérêts que les anciennes classes moyennes qui déclinent. Cela ne supprime pas ton objection, elle reste vraie, mais en termes de rapport relatif de puissance, la montée de ces catégories de salariés non manuels diminue les risques que tu évoques.

JACQUES JULLIARD : Je t'en donne volontiers acte. Ce que je voulais souligner c'est que dans la mesure où nous sommes encore dans une situation transitoire, où les classes moyennes d'ancien type continuent de jouer quantitativement et qualitativement dans un pays comme la France, un rôle important, il faut prévoir dans la stratégie des luttes, des phases qui pourront être des phases défensives. Cela veut dire que l'application mécanique des thèses du P.S.U. à toutes les situations pourrait être une erreur politique grave.

MICHEL ROCARD : C'est parfaitement exact ; mais cependant regardons fonctionner le capitalisme moderne. La concurrence entre la radio d'État, Europe I et Radio Luxembourg porte sur l'objectivité des bulletins d'informations. C'est elle qui modifie le degré d'écoute : souvenez-vous de l'évolution relative de Radio Luxembourg par rapport à Europe I en mai. Cela s'est immédiatement traduit dans les tarifs de publicité, et par voie de conséquence dans la qualité des programmes : Radio Luxembourg a fait une remarquable montée. La même remarque vaut pour la recherche scientifique. Un retour en force de l'obscurantisme politique, ou l'établissement de la censure provoquerait immédiatement un phénomène de « départ des cerveaux », car la recherche scientifique suppose un climat de complète liberté. Notre société atteint un niveau de développement où la répression des libertés fondamentales devient une entrave au développement lui-même. C'est ce qui nous fait penser que nos efforts pour réaliser une société socialiste démocratique ont dépassé le stade du rêve et correspondent aux données technologiques nouvelles.

De la même manière, le grand capital économique et financier, en ce moment, ne peut pas se permettre d'opprimer les libertés sous peine de s'affaiblir tant dans le domaine de la recherche scientifique que de l'information générale. Le calme étonnant qui a suivi le retrait du général de Gaulle en est une preuve supplémentaire.

JACQUES JULLIARD : Je reviens à la question de l'autorité. Tu as fait le procès du caractère autoritaire du capitalisme qui a été révélé par la crise de mai. Nous sommes, je crois d'accord, pour dire que le socialisme autoritaire était lié à des conditions historiques très particulières. En tout état de cause il n'est pas question de le réintroduire ou de l'introduire dans un pays comme le nôtre : car d'une part, ce n'est guère possible, d'autre part, ce serait une véritable régression par rapport aux formes de la démocratie qu'a véhiculées le capitalisme dans les pays industriels. Or, c'est vrai que depuis mai, un élément nouveau est apparu : depuis des années, le socialisme dans la vision des hommes de gauche, pour la plupart, et en France, c'était avant tout une rationalisation du système économique par le biais d'une planification. Rationalisation, non seulement du fonctionnement, mais également des objectifs. Ce qui peut très bien conduire à un système relativement autoritaire. Justement, mai introduit une idée nouvelle : *l'autogestion* : une donnée qui n'était jamais totalement absente dans le passé, mais dont, en général, on s'accordait à dire qu'elle était utopique. Or, en mai, cette utopie tend à redevenir réalité : je pense à la C.S.F. de Brest par exemple. La C.F.D.T. prononce le mot dans son communiqué du 16 mai. Très bien, nous intégrons également cela. Mais, pour moi, le problème décisif, c'est de savoir comment on va réconcilier, car il s'agit bien de réconcilier, planification et autogestion. Oh, bien entendu, si l'on est fondamentalement optimiste et si l'on pense que les besoins spontanément exprimés par les masses correspondent à ce que l'on appelle traditionnellement les besoins réels, en particulier les équipements collectifs, les besoins culturels... tout ira bien, c'est-à-dire que l'autogestion s'intégrera naturellement aux données de la planification décidée en haut. C'est supposer dans la

réalité une harmonie préétablie, mais les choses se passeraient-elles ainsi? Il n'est pas certain que ce soit uniquement à cause de la publicité et de la malignité du régime capitaliste que la masse des Français ou des citoyens étrangers choisisse spontanément, et en priorité, la consommation d'un certain nombre de biens individuels dont on peut contester la valeur formatrice, désaliénante et culturelle. On en a fait l'expérience en Yougoslavie. L'autogestion ne mène pas nécessairement au type de socialisme que tu souhaites. Alors, que faire?

MICHEL ROCARD : C'est en effet une question fondamentale. Je ne crois pas non plus que les masses en mouvement expriment spontanément la vérité des besoins réels compatibles, dans chaque cas, avec l'intérêt général. La dernière fois que je suis allé en Yougoslavie, je me suis longuement informé sur les problèmes que pose à l'ensemble de la collectivité yougoslave la reconversion des entreprises autogérées du charbon. Les mineurs, par la voix de leurs organismes dans la planification yougoslave réclament le maintien à un prix élevé du pétrole pour éviter une concurrence trop rapide. C'est parfaitement logique et normal. Il n'est pas question de nier de telles situations; il s'agit qu'une société socialiste donne à de tels conflits des issues convenables. Soyons clairs : la question que tu poses a un contenu théorique énorme. Il y a là-dessus une littérature considérable, émanant des meilleurs théoriciens de la planification socialiste dans tous les pays, qui se posent les problèmes du mécanisme des prix, de la valeur. Nous ne sommes pas au bout de nos peines. Un premier éclairage me paraît important : sur quels mécanismes fondamentaux s'appuie-t-on pour exécuter une planification? Si l'on refuse le type de société autoritaire on ne fera plus confiance, pour exécuter le plan, à la police économique et aux règlements, mais aux incitations, c'est-à-dire, à tout un ensemble de dispositions fiscales de crédit, voire de pénalisations financières, amendes et autres, ou encouragements, subventions, primes, pour défavoriser les comportements déviants par rapport au plan, ou pour favoriser un certain nombre d'autres, dont la finalité politique sera jugée satisfaisante. C'est ainsi que par la surtaxation, par le crédit sélectif, par l'impôt sélectif lui-même, on orientera des comportements, et petit à petit

on rapprochera les décisions des entreprises autogérées des résultats du plan.

JACQUES JULLIARD : J'entends bien, mais si tu me permets une incidente, j'imagine que ton plan aura été décidé dans ses grandes lignes d'une manière démocratique.

MICHEL ROCARD : Évidemment, c'est indispensable. C'est la condition pour que, par exemple, une surtaxation de la production et de la consommation d'alcool ou une surtaxation de certaines consommations de luxe, dans le but d'égaliser les genres de vie et d'aller vers une égalité sociale réelle, soient admises, et ne soient pas ressenties comme autoritaires. Il faut donc que le plan ait été élaboré dans les conditions les plus démocratiques possibles, avec finalement un vote politique, où une majorité décidera ce qui est l'intérêt général.

JACQUES JULLIARD : Mais alors, question qui peut paraître absurde, ou puérile, mais que beaucoup de gens se posent, de sorte qu'il vaut mieux la poser : quid, si ton plan, élaboré démocratiquement apparaît du point de vue de la rationalité économique d'une part et de la rationalité sociale d'autre part, parfaitement aberrant ? C'est là le grand risque du socialisme autogéré.

MICHEL ROCARD : D'abord, excuse-moi d'incriminer la terminologie, mais il ne s'agit pas de mon plan, il s'agira d'une entreprise collective. C'est tout le problème de la capacité collective de la société à gérer correctement ses affaires, car après tout l'objection vaut pour le parlement lui-même. La seule réponse à cette objection, c'est le despotisme éclairé. Il y a longtemps qu'au niveau des principes on a tranché, et que la démocratie bourgeoise, ou prétendue bourgeoise, juge que mieux vaut un usage imparfait de libertés collectives incorrectement assumées par suite d'une insuffisante information ou d'une insuffisante conscience politique, qu'un despotisme dont on n'est jamais sûr qu'il sera durablement éclairé. Il n'y a rien de plus à dire là-dessus.

JACQUES JULLIARD : Je voulais simplement te le faire dire.

MICHEL ROCARD : On n'y peut rien. J'ajoute que l'exercice purement politique de la démocratie représentative telle que nous la connaissons en Occident, sans démocratie économique véritable, a quelque chose de gratuit et d'un peu abstrait, car il traite toujours d'affaires éloignées et lointaines; en fait, un État peut très bien réintroduire une certaine cohérence conforme à ses vues, car il ne se prête pas à l'attaque de l'opinion publique puisqu'il manipule peu les affaires qui l'intéressent directement. Lorsque la démocratie, avec tout ce qu'elle implique à la base, s'introduit dans le système de gestion économique, elle prend une valeur pédagogique d'expérimentation. L'expérience yougoslave est là-dessus éclairante, où le facteur unifiant et pédagogique, c'est le parti. Comment agit-il? Lorsqu'un conflit se révèle insoluble grâce au fonctionnement normal des institutions de planification et d'autogestion, le parti intervient essentiellement comme un pédagogue. Mais la décision n'est prise qu'après un temps d'explication et elle ne peut être prise que dans les institutions de planification : c'est-à-dire que le parti ne se substitue pas à elles, mais en dernière analyse, si la pédagogie ne suffit pas, il fait jouer la discipline de ses membres pour prendre les mêmes décisions. C'est une affaire de longue patience. Il est à craindre que dans un certain nombre de cas des décisions erronées puissent être prises, mais il reste que le courant socialiste aura tenté de donner une définition à peu près cohérente des objectifs poursuivis par la société en développement.

JACQUES JULLIARD : Je voudrais que nous passions maintenant des problèmes de l'autorité dans la société économique aux problèmes de l'autorité dans la société politique. Tu viens de faire allusion au parti, et sur ce point je voudrais revenir aux thèses du P.S.U. pour demander un certain nombre d'éclaircissements. En gros, si j'ai bien compris, le P.S.U. refuse le principe de la dictature du prolétariat dans le style léniniste, ne disons pas stalinien, car ce serait trop facile d'évacuer ainsi le problème de la dictature du prolétariat exercée par un seul parti. Votre principale objection qui est également la mienne, c'est que cette dictature *du* prolétariat, selon un mot qui est je crois de Trotsky, s'est rapidement transformée

en dictature *sur* le prolétariat. Je sais bien que cette évolution est liée à un contexte historique, mais enfin, dans ce domaine, je crois qu'on ne saurait prendre trop de précautions. C'est le problème des rapports entre le socialisme et la liberté qui est posé. La principale critique que vous faites, c'est celle qui concerne la dégénérescence bureaucratique. Le P.S.U. affirme qu'il prendrait toutes précautions dans les modalités de la prise du pouvoir et de son exercice pour échapper à ce danger bureaucratique; le principal remède étant constitué par une intervention plus grande des masses. En réalité, les événements de mai m'en ont convaincu, la bureaucratie est très souvent l'expression du pouvoir des masses. Très souvent, ce sont les masses qui sécrètent leur propre bureaucratie. Il est trop facile d'opposer l'un à l'autre. Je pense ici à des analyses classiques; celle de Roberto Michels sur les partis politiques par exemple. Nous n'avons pas de solution, pourquoi? Parce que dans tous les pays, à plus forte raison dans un pays dont la gestion économique politique et diplomatique est devenue extrêmement complexe, il y a des *risques professionnels du pouvoir*, suivant l'expression d'un vieux bolchevik compagnon de Trotsky, qui avait tiré un certain nombre de conclusions de l'expérience trotskyste elle-même, Rakowsky. J'avoue n'avoir jamais découvert le palliatif de cette tendance naturelle du pouvoir à persévérer dans son être et à utiliser les avantages évidents qu'il détient pour se perpétuer. Certes, vous affirmez que vous êtes contre la bureaucratie, et je vous crois, aussi longtemps que vous n'exercez pas le pouvoir, mais quelle garantie offrez-vous pour le jour où vous l'exercerez, vous ou d'autres?

MICHEL ROCARD : Voilà encore une grande question. Quand tu dis que le seul antidote que nous avons tenté d'opposer à la bureaucratie, c'est le pouvoir des masses, tu fais de nos thèses une lecture très caricaturale. Ce problème nous a tellement préoccupés que les antidotes sont nombreux. Mais avant de les évoquer, je voudrais revenir sur la formulation de la question et sur ta problématique avec lesquels je suis profondément d'accord. Je conviens volontiers que le pouvoir collectif sécrète naturellement des bureaucraties; je suis d'ailleurs très frappé de l'autoritarisme forcené d'un certain nombre de militants, et même de

courants qui se sont exprimés au mois de mai et qui maintenant, se comportent comme de petites bureaucraties autoritaires cherchant à empêcher le droit d'expression des autres.

Une bureaucratie directe, c'est cela. Par conséquent, nous sommes bien d'accord là-dessus. Tellement d'accord même que ce sont des choses que nous avons analysées, et au sujet desquelles nous avons longuement réfléchi pour trouver des antidotes. Le premier consiste à diminuer le rôle du pouvoir central de l'État. Le fait est que nous refusons la conception d'un appareil économique uniquement commandé depuis le centre, que nous nous prononçons pour une planification souple et surtout pour un rôle considérable des conseils d'autogestion ou des conseils d'ouvriers dans les entreprises. On n'ira pas d'un seul coup à l'autogestion, il ne faut pas rêver, mais il est essentiel que la représentation collective des travailleurs pèse dès l'origine. De plus, les attributions de gestion courante de la société doivent être réparties entre les collectivités territoriales, beaucoup à des communes regroupées, l'essentiel du reste aux régions, cependant que l'État central doit se contenter des fonctions de prévision, d'orientation sur grands choix nationaux et exercer aussi peu que possible des fonctions de gestion : voilà déjà des garanties profondes. Si la matière maîtrisée par le pouvoir politique est beaucoup plus réduite qu'elle ne l'est aujourd'hui dans l'État capitaliste qui pousse à la centralisation, nous avons déjà là un sérieux antidote, tu en conviendras. C'est la raison par exemple de notre offensive régionaliste, et de beaucoup de nos autres attitudes.

Il y a un second remède qui réside dans les rapports entre le ou les partis au pouvoir et l'ensemble de leurs interlocuteurs. Je précise : d'abord la liberté d'expression totale pour tous les courants : nous avons écrit « amis ou ennemis ». Nous avons eu une bataille politique sur ce sujet à notre congrès : quelques militants souhaitaient affirmer la nécessité de défendre d'abord le pouvoir des forces socialistes, fût-ce au prix d'entraves à la liberté d'expression des courants adverses, au moins dans une première phase, mais l'écrasante majorité des délégués s'en est tenue à notre proposition : notre orientation en la matière est simple : la police est là pour empêcher le sabotage, l'incitation au sabotage, et l'insurrection contre le pouvoir socialiste...

Mais la liberté d'expression ne peut être que totale et inconditionnellement totale pour tous courants, quoi qu'ils pensent. Il n'y a pas de compromis possible là-dessus, sinon on passe assez vite de la notion d'adversaires de droite, à celle d'adversaires au sein même du parti, c'est bien connu. Sous la même rubrique du dialogue avec les interlocuteurs, se pose le problème des rapports entre partis et syndicats.

Nous avons insisté dans nos thèses sur l'idée que le mouvement syndical doit garder, même en société socialiste, même et surtout en société socialiste, une fonction de contestation. Il ne doit pas être intégré à l'appareil de gestion. Et par conséquent, dès la période de préparation du pouvoir, c'est-à-dire dès maintenant, les rapports entre partis et mouvement syndical ne doivent pas être régis par la théorie de la courroie de transmission. Nous l'avons dit formellement et vigoureusement. Et il faut arriver à conduire nos batailles de telle manière que l'expression contestataire et revendicative du mouvement syndical dans toutes ses formes soit distincte de l'expression du pouvoir politique, notamment du pouvoir ouvrier dans les entreprises. La même base ouvrière élira des gestionnaires dans les conseils d'autogestion d'une part, et de l'autre mettra en place un mouvement syndical avec des hommes différents, dont la fonction sera de critiquer les premiers. Notre manière de concevoir les relations parti-syndicat est un sérieux antidote contre la bureaucratie, car on se crée des interlocuteurs solides pour le moment où l'on parvient au pouvoir.

Troisième élément que tu as eu raison de mentionner et auquel nous tenons beaucoup, c'est la démocratie dans le parti, et là-dessus, sois assuré que le P.S.U. est littéralement bardé de garanties. Si l'on se place du point de vue de la démocratie formelle, comme de la méfiance à l'égard de toute pression de la direction, le P.S.U. est en pleine santé! Au point que je me heurte très fréquemment à des militants qui prétendent que la direction n'a rien à dire, que la base décidera de tout. Quant à moi, je ne crois pas que l'on conduise comme cela un outil politique; et le rôle d'une direction est tout de même de faire des propositions. Non pas faire ratifier, mais proposer. Mais cela m'amène à dire que je suis heureux que le P.S.U. soit un parti diversifié. Et à quiconque critique le P.S.U. en invoquant son hétérogénéité,

je répondrai toujours : « décidément vous défendez le modèle stalinien de parti ». Je défends au contraire le droit du P.S.U. d'être un parti hétérogène et content de l'être. Je serais malheureux d'une unanimité qui deviendrait répétitive. Ce serait très malsain. Parce que si nous nous mettions à avoir des votes unanimes, nous y prendrions goût et finirions par incriminer tout comportement de rupture. Ce serait très mauvais. Il nous suffit pour faire fonctionner un parti politique d'un accord explicite sur la stratégie des luttes à moyen terme. Pour le reste, on s'explique sur les fondements et les raisons de ces tactiques et on se garde bien de s'aventurer sur le terrain philosophique. En d'autres termes, nous ne nous engageons pas sur les conceptions philosophiques ou religieuses de chacun, chacun venant au socialisme avec ses considérants personnels. L'outil, le parti, a pour fonction de mettre en commun des actions. Et pour cela, de déterminer l'orientation de ces actions et c'est tout. Nous préserverons cette hétérogénéité comme un bien précieux. J'ai d'ailleurs, sur ce point, une vieille discussion avec quantité d'amis journalistes dont je ne comprends pas qu'ils continuent à nous faire grief d'une diversité qui est à nos yeux la garantie fondamentale de la démocratie dans la société, même si elle est à chaque moment un handicap quand il s'agit de prendre des décisions rapides. Tu vois donc que nos précautions vont bien au-delà du seul pouvoir de la base et des masses. Mais je suis d'accord avec toi pour dire que cela reste un très grand risque dans toute forme de société.

Pour conclure sur ce point, je dirai donc : Nous récusons absolument les formes de commandement de l'outil politique qui sont héritées du léninisme et qu'on désigne aujourd'hui sous le nom de stalinisme. L'expérience montre qu'un commandement ultra-centralisé de ce type est incapable de répondre aux besoins d'une lutte décentralisée, comme à la nécessité pour un courant socialiste de promouvoir un certain nombre de débats internes. Une direction trop centralisée rend servile et cette servilité, est ennemie de tout rayonnement politique. C'est pourquoi notre pratique de la démocratie va jusqu'à l'acceptation de l'expression publique des désaccords tant que les décisions ne sont pas complètement prises. D'ailleurs, les changements intervenus dans la société poussent dans ce sens. Cette dernière s'est compliquée à

un point tel qu'il n'est plus possible de répondre à toutes les situations au moyen d'une direction centralisée. L'expérience particulière des militants engagés dans le mouvement syndical, dans la lutte culturelle, dans le syndicalisme enseignant ou fonctionnaire mérite d'être intégrée à un effort politique d'ensemble. Le parti ne doit donc pas faire écran et tout ramener à sa problématique propre. Il doit se contenter d'offrir une orientation commune et rendre les efforts convergents. Il ne doit pas les stériliser, il doit au contraire en faciliter l'expression. C'est la raison pour laquelle ce n'est pas par les moyens révolutionnaires de type bolchevik qu'une lutte de transformation socialiste peut être aujourd'hui conduite. Nous l'avons dit : la conduite des luttes de transformation socialiste est à mener en commun par les animateurs de toutes les forces du courant socialiste, que ces forces soient politiques, syndicales, professionnelles, ou de formes culturelles, pédagogiques, etc... Cela ne veut pas dire pour autant que le difficile travail de progrès politique et de transformation progressive de la société puisse être confié à des amateurs ! des hommes sans aucun souci d'échéances, de calendrier, de résultats à obtenir, de mots d'ordre à faire passer dans l'opinion ! Quand Lénine disait que les révolutionnaires étaient à ses yeux des hommes qui devaient se consacrer corps et âme à la tâche de la transformation socialiste, c'est une idée que nous reprenons, quitte à employer d'autres méthodes. Nous considérons que les efforts des clubs depuis une dizaine d'années portent la marque d'un amateurisme néfaste, qui explique la faiblesse de leurs résultats politiques. Aujourd'hui, refaire une gauche, avec le lourd passif théorique et pratique que nous lèguent le courant social-démocrate comme le courant communiste dans des pays comme le nôtre, suppose un effort considérable ; cela suppose aussi qu'un certain nombre d'hommes s'y sacrifient corps et âme au détriment de leur tranquillité familiale et bien souvent de leur carrière. Par conséquent, s'il ne s'agit pas de révolutionnaires professionnels, il s'agit néanmoins d'hommes et de femmes qui ont fait un choix prioritaire dans l'existence : celui de la lutte politique.

Une dernière remarque sur ce point. Le critère distinctif du militant politique n'est pas le temps passé dans l'action ou une existence difficile confinant parfois à l'absurde, par rapport aux

normes d'une vie professionnelle et familiale courante. Le trait distinctif du militant socialiste que nous souhaitons n'est donc pas la discipline aveugle réclamée par les Bolcheviks, mais l'initiative rayonnante, la force de persuasion qui fait tache d'huile autour d'elle, ce qui suppose liberté d'allure, capacité de comprendre et d'exprimer des situations en respectant la diversité des points de vue, et en respectant la personne de l'interlocuteur. C'est un autre type d'homme.

ROBERT FOSSAERT : Les thèses du P.S.U. expriment en effet sa volonté de constituer un parti démocratique et antibureaucratique. Par ailleurs, votre instrument est un parti politique. A en juger par l'expérience des organisations politiques, la capacité de décision, la capacité de commandement dont un parti peut faire preuve, à l'égard des milieux qu'il influence et en son sein même, apparaissent, à tort ou à raison, comme une des composantes essentielles de l'efficacité politique. Comment dès lors concilies-tu cette volonté démocratique avec les nécessités du commandement, en vue de l'efficacité?

MICHEL ROCARD : C'est une question difficile. Elle suppose d'ailleurs des réponses à des niveaux différents. Voici d'abord un premier point, qui n'est pas celui sur lequel tu m'interroges; c'est un point qui va apparaître mineur, et qui est pourtant décisif. Je vais l'évoquer en préalable, pour n'y plus revenir ensuite : Si l'on suppose acquis un certain nombre d'idées, d'orientations, un certain nombre de talents, une certaine quantité de dévouement et de capacité militante, les moyens restent proportionnés aux possibilités matérielles de secrétariat, de publications, de voyages et de contacts : autant dire que le problème de l'argent est tout à fait déterminant.

Or, en France, la quasi-totalité des partis qui existent ont été, dans les périodes décisives de leur histoire, financés soit par le patronat, soit par l'étranger, mais à ma connaissance — sauf peut-être le parti radical qui justement n'est pas un parti, mais une somme de comités électoraux — on ne connaît pas de force politique nationale importante qui soit née intégralement de ses moyens propres.

Nous sommes un parti sans aucune espèce de moyens financiers, à aucun moment. L'essentiel des cotisations nous sert à payer péniblement l'impression du journal, notre local, notre chauffage, quelques voyages de dirigeants nationaux et c'est tout. Par conséquent, les problèmes de l'efficacité sont ici dramatiquement en question. Si nous trouvions, par l'accroissement du nombre des adhérents, par une plus grande aptitude à faire des souscriptions ou à vendre des livres, en un mot des moyens dépassant la soupe populaire et la cotisation, mais n'atteignant pas l'industrie parasitaire, et surtout pas la prébende, si nous trouvions les moyens d'accroître nos ressources, notre efficacité serait déjà beaucoup plus considérable, sans que nos formes de travail en commun soient remises en cause. Je ne reviendrai plus sur ce problème d'argent, mais il faut bien savoir que pour le moment, c'est notre principal goulot d'étranglement. Quiconque nous connaît un peu sait par exemple que nos locaux sont une des limitations les plus évidentes de notre activité.

Cela dit, tu m'as interrogé sur les rapports entre la démocratie et les besoins de commandement liés à l'efficacité. Dans la mesure où l'entreprise politique à laquelle nous nous attachons consiste à tenter de transformer les relations hiérarchiques existant en France, à modifier un système dont les données de base sont économiques — et nous les appelons capitalistes — mais dont la traduction est aussi faite de comportements et d'habitudes, qui ne sont pas seulement marqués par le capitalisme, mais aussi par ses formes de commandement, dans cette mesure même, nous avons le souci d'édifier un parti dont les formes d'action soient compatibles avec les plus larges initiatives locales. Je ne crois plus, et sur ce point je n'engage pas que moi — c'est une appréciation d'ensemble de la direction du parti — qu'une direction nationale omnipotente, parce qu'omni-compétente, parce que très bien équipée, puisse prévoir toutes les situations, résoudre tous les cas, donner des mots d'ordre, et n'avoir d'autres problèmes que de les faire appliquer. Je pense que la forme bolchevique de gouvernement des partis a pu correspondre à un certain type de société, celui des débuts de la croissance et de la machine à vapeur, avec tout ce qu'elle supposait comme localisations industrielles et comme formes de concentration de la classe ouvrière;

mais cela n'est plus exact ni adapté à la période actuelle. Je crois plutôt que le travail de transformation de la société doit s'appuyer sur des initiatives nombreuses et décentralisées. Autrement dit, notre besoin d'efficacité qui est grand doit se traduire au moins autant en capacité d'initiatives multiples et rayonnantes (tant par régions que par secteurs de lutte), qu'en capacité de commandement et d'obéissance.

En définitive, ce qui caractérise le plus profondément la démocratie, c'est la volonté pédagogique, la volonté de vraiment se faire comprendre. Le P.S.U. passe, et je crois à juste titre, pour un des partis français qui a payé le plus lourd tribut au fonctionnement formel de la démocratie. Nos affrontements de tendance, nos débats, nos batailles internes ont été nombreux, difficiles. La mise en minorité de manière publique de notre direction est fréquente, et il n'est pas vrai que cela fasse toujours du bien à l'image d'un parti et surtout de sa direction ; mais en même temps, je ne saurais cacher que nous en sommes fiers. Parce que cela illustre de la manière la plus évidente que nous ne faisons pas un outil de type bolchevik, c'est-à-dire un outil dans lequel le pouvoir absolu de la direction s'impose avant toute idée de débat démocratique à la base. Comment lier cette volonté de laisser la liberté d'expression et de délibération à la base et de ne poser les problèmes de discipline dans l'action qu'après, avec les impératifs de l'efficacité ? Je répondrai volontiers à Fossaert que l'efficacité n'est pas nécessairement et exclusivement reliée au commandement et que l'efficacité d'un courant politique — j'emploie à dessein le mot de courant au lieu de celui de parti — doit beaucoup à sa diversité humaine et sociale, c'est-à-dire à sa capacité de créer des habitudes ou des comportements adaptés aux situations qui se présentent. Ce que nous souhaitons, au fond, c'est de n'avoir pas besoin d'imposer à nos Fédérations départementales un certain nombre d'initiatives ou de types de batailles ; mais qu'elles soient capables de les engager spontanément. Je pense à la bataille que nous menons actuellement pour créer des groupes d'entreprise et engager à la base même du pays, sur le problème de la production, le grand débat avec le Parti communiste français d'où devra sortir une vision commune de la manière de transformer ce pays dans un sens socialiste, à

égalité de dignité et de respect de l'autre entre le Parti communiste français et les forces non communistes de gauche. Pour le moment, le nouveau Parti socialiste issu de social-démocratie, n'essaie rien de tel. Nous sommes seuls à mener cette bataille. Il est clair à nos yeux que ce n'est pas par les méthodes du commandement qu'elle se mène. C'est par la persuasion, la capacité de créer des comportements et des habitudes de lutte comme aussi de réactions à des situations. Cela dit, il est également vrai que lorsqu'une décision est prise, il faut être capable de la faire appliquer et que nous avons eu sur ce point des difficultés. Je peux les résumer, d'ailleurs, d'une manière simple. Le P.S.U. a entrepris une tâche qui consiste en gros à bâtir d'abord un squelette, — un parti politique — puis à lui donner une chair — pour nous le courant socialiste — distinct du Parti communiste, car nous ne croyons plus à la valeur du modèle de société centralisée expérimenté en Union soviétique, non plus qu'à l'efficacité des formes de commandement que le Parti communiste s'est données. Ces deux raisons suffisent pour nous en distinguer de manière durable. Indépendamment de tous les aspects de politique étrangère et de politique intérieure, sur lesquels nous avons des divergences précises et connues. Mais cette création d'un parti et d'un courant, nous l'avons engagée sans laisser croire qu'il suffisait, pour ce faire, de se situer dans la gauche non communiste. Nous nous distinguons nettement d'une tradition social-démocrate qui a finalement renoncé à donner à ce pays des structures socialistes. Nous pensons, quant à nous, qu'il faut d'abord retrouver la capacité de mener un certain nombre de luttes sociales et la capacité de lier les luttes politiques parlementaires classiques avec les efforts dispersés de transformations sociales directes qui se mènent dans l'agriculture, dans l'industrie, dans les Maisons de jeunes, etc. Cette création d'un parti et d'un courant a commencé, par conséquent, par se distinguer des forces politiques existantes. Le prix à payer pour cette distinction était une division de la gauche : c'était un énorme malaise, car nous étions les plus petits — ce qui, d'ailleurs, commence à changer car sur le plan des forces militantes nous ne nous sentons plus dans un état de faiblesse par rapport aux forces du parti socialiste — et pendant sept ans nous avons vécu cette situation de minorité et de fai-

blesse relatives. Les militants étaient inquiets, ils avaient rarement assez de confiance en eux et en leurs propres forces pour mener ce combat difficile. De plus, il fallait affronter l'argument de l'opinion : pourquoi tant de partis et de divisions? alors qu'à nos yeux les possibilités politiques étaient d'abord liées à notre capacité d'intervention, c'est-à-dire à une forme d'organisation. Sur ce point, nous n'avons pas cherché à résoudre notre problème en excluant beaucoup d'opposants, mais en persuadant beaucoup : la commission des conflits du P.S.U. a très peu fonctionné, au fond, dans notre histoire. C'est tout de même vrai que pour l'essentiel, nous avons inlassablement voyagé, rencontré, discuté, persuadé, accepté même l'expression de divergences publiques, voire toléré des indisciplines manifestes de manière à faire apparaître que, pour nous, c'était tout un ensemble de comportements militants qu'il fallait créer, une nouvelle façon de se battre qui se puisse appeler la gauche ou le mouvement socialiste.

JEAN-MARIE DOMENACH : Je crois que le moment est venu d'examiner la stratégie du P.S.U. Un parti d'opposition, même révolutionnaire, doit tenir compte de certaines exigences du pouvoir, et, au colloque de Grenoble, le P.S.U. m'en avait semblé très conscient; conscient des problèmes que poserait l'arrivée au pouvoir d'une opposition de gauche à pointe socialiste. Or, depuis quelque temps, dès avant mai, et plus encore après, on a eu l'impression que le P.S.U. suivait une autre direction. Disons-le tout simplement : il paraît s'emparer de toutes les difficultés, de tous les problèmes qui se posent à ce pays pour les porter à leur point d'incandescence, et pour rassembler un faisceau de revendications qu'aucun pouvoir ne saurait satisfaire. Il paraît en substance que le P.S.U. se présente beaucoup moins désormais comme une alternative socialiste que comme une opposition qui n'hésite pas à jouer de certains extrémismes. Je prends deux exemples. Le premier, c'est le régionalisme où, à côté des revendications régionales très saines que tu viens de développer, on peut trouver dans certains organes du P.S.U. ou dans la bouche de certains de ses membres des affirmations qui, au-delà du slogan dangereux « décoloniser la province », deviennent un véritable délire qui me semble aller à l'encontre de la simple raison politique et qui serait susceptible de causer à n'importe quel pouvoir, fût-il exercé par le P.S.U., les pires difficultés. Le second exemple, c'est celui de la loi d'orientation scolaire, dite loi Edgar Faure : Après avoir hésité un moment, le P.S.U. a pris une position de critique radicale, n'hésitant pas à utiliser contre cette loi un très grand nombre d'arguments qui ne m'ont pas toujours paru justifiés, comme s'il ne se sentait pas la force suffisante pour assumer ce qui est le rôle d'un parti d'opposition, autrement dit, pour accepter les cadeaux que lui fait l'adversaire lui-même afin d'en tirer le plus grand parti.

MICHEL ROCARD : Je crois qu'il n'est pas de mauvaise méthode pour répondre à cette question de commencer par discuter les exemples et revenir au fond ensuite. Sur le problème régional, tu fais sans doute allusion à telle ou telle prise de position locale très minoritaire. J'ai beaucoup insisté tout à l'heure à propos de bureaucratie sur le fait que nous ne voulions pas faire un parti hégémonique et totalitaire : On exclut très peu chez nous. Cela étant, nous n'avons pas le contrôle de tout ce qu'écrivent nos sections. Mais comme direction nationale, nous avons publié un communiqué de désaveu formel des pratiques du F.L.B. breton parce que nous ne pensons pas que le problème régional en France se pose en des termes qui justifieraient le recours à de pareils moyens. Nous les croyons au contraire de nature à discréditer complètement les solutions qui s'imposent à ce problème. Je réponds donc : un certain nombre de camarades, membres du P.S.U. continueront à ne pas suivre la discipline de parti ! Et cela, à la différence de ce qui se passe au Parti communiste, où l'on exclut vite, mais où l'on se porte responsable de tout ce qui est fait par la totalité des membres. Ces contradictions, c'est le prix de la liberté. Or nous sommes plus attachés à la liberté qu'à la cohésion, voilà qui est simple.

Deuxième exemple, la loi Edgar Faure. Je pourrais te répondre : rendez-vous dans un an, pour voir les résultats, car en politique, on décide toujours en fonction des prévisions que l'on fait de l'avenir. Il est parfaitement exact et non seulement nous n'avons jamais dit le contraire, mais nous l'avons écrit à plusieurs reprises, qu'un certain nombre de dispositions positives de la loi Faure sont des acquis directs du mouvement de mai. Mais cela ne suffit pas à régler la question. Je rappelle que nous sommes un parti et non une organisation de masse, et que nous n'avons d'ailleurs pas donné de consignes d'action. L'intervention du P.S.U. s'est bornée à porter un jugement sur la loi et ensuite, un certain nombre de nos camarades, d'une manière souvent discordante d'ailleurs, ont tenté de réagir en face des cas concrets qui se posaient. Quelle a été notre analyse ? Elle a d'abord reconnu que la loi Faure a été élaborée à partir d'intentions respectables. Dans la première expression de ces intentions d'ailleurs, celle du projet

de loi émanant des services d'Edgar Faure, la prise en considération avec tout son poids de la contestation étudiante, était suffisante pour permettre l'organisation de nouveaux pouvoirs dans l'Université. Dans ces conditions, nous n'aurions pas été gênés d'agir dans l'Université comme nous le faisons lors d'élections législatives, en présentant des candidats. Notre jugement était donc circonstancié.

Mais ensuite, le gouvernement a procédé à une première émasculatation du projet. C'est le gouvernement qui a inventé la clause du quorum étudiant contre laquelle Edgar Faure s'est battu, nous le savons. Ensuite le Parlement est venu émasculer une seconde fois le projet par des mesures comme la diminution de la place relative des assistants par rapport aux plus anciens dans les grades les plus élevés (les anciens titulaires de chaires); comme la modification des conditions de désignation des personnels extérieurs dans les conseils d'administration au profit des notables régionaux et des représentants des milieux patronaux; comme le maintien de la thèse avec son caractère archaïque de chef-d'œuvre individuel, ce qui est particulièrement grave dans les disciplines scientifiques, où la création collective est devenue fondamentale. Quelle conclusion avons-nous tiré de tout cela? Celle-ci : la loi Faure, telle qu'elle résulte finalement des travaux parlementaires ne suffira pas à créer dans l'Université un équilibre politique qui permette de prendre en considération les fondements de la contestation étudiante et de les traduire. Au-delà, fallait-il accepter de cautionner l'opération en faisant élire une représentation étudiante qui serait minoritaire, sans influence, ou fallait-il boycotter la loi? Là-dessus, nous ne nous sommes pas prononcés en tant que parti.

Faisons maintenant le bilan : l'accroissement de l'autonomie des établissements universitaires sans modification des conditions d'exercice de l'autorité universitaire, aboutit, en fait, à l'accroissement du pouvoir des petits mandarins, à la multiplication des féodalités d'enseignants réactionnaires. J'ajoute la considération suivante : sur le plan du fonctionnement financier et administratif de l'Éducation nationale, cette loi est dangereusement imprévoyante et va aboutir à un très grand désordre. J'en conclus que la loi ne suffira pas à permettre à l'université de fonctionner,

comme en témoigne l'exemple de la nouvelle faculté de Droit de Dauphine où les étudiants modérés élus contre les prétendus extrémistes se sont mis en grève parce qu'ils constataient qu'ils n'avaient acquis ni autorité ni pouvoir. Il est exact que notre position était difficile à faire comprendre par l'opinion. Certes, on aurait mieux compris le boycott de la loi Edgar Faure par le mouvement étudiant si celui-ci avait été capable d'étayer cette attitude négative sur une action plus constructive : comme par exemple à l'institut d'anglais de la Sorbonne, qui est géré par un système d'assemblées générales. Certes, un secteur autogéré dans l'isolement représente peu de chose, mais il s'agit d'une expérience dont le mouvement étudiant peut tirer des leçons.

JACQUES JULLIARD : Tout ce que tu viens de dire sur le mouvement universitaire est à la fois intéressant et contestable. Je ne crois pas qu'on puisse le reprendre en détail ; après tout, il s'agissait de te donner l'occasion de définir la position du P.S.U. Un mot seulement : tu as dit qu'un des résultats de la loi était d'assurer et de renforcer le pouvoir des petits mandarins. Je suis tout de même obligé de constater que le boycott aboutit au maintien et au renforcement du statu quo ante ; nous en avons des exemples sous les yeux à la Sorbonne. C'est véritablement une tactique du tout ou rien que vous avez pratiquée.

MICHEL ROCARD : Il faut être sérieux : la participation dans de telles conditions n'aurait rien changé. J'ajoute que la sensibilité du milieu la rendait impensable. Car il reste le problème fondamental de ceux que l'on appelle les extrémistes ; on ne fait pas la France contre sa jeunesse et contre ses éléments les plus actifs. L'expression majoritaire du suffrage ne suffit pas à tout régler entre les avant-gardes et la masse. Dès lors, comment pouvons-nous concilier le souci de réalisme technique dont nous avons essayé de faire preuve, et la prise en charge d'une contestation plus radicale ? Ma réponse est simple : Jusqu'en mai 1968 une grande incertitude pesait sur le socialisme : le développement de la société capitaliste laissait-il subsister des volontés militantes d'action de transformation ? Nous avions tous l'idée que l'outil fondamental du socialisme était la volonté de lutte que secrète la misère, donc

que le recul de la misère entraînait nécessairement la régression de la lutte contre la société capitaliste. En 1968, nous avons découvert autre chose : c'est que le refus d'une société excessivement hiérarchisée, le refus aussi d'un certain modèle culturel donnent à la lutte socialiste des forces sur lesquelles nous ne pensions plus pouvoir compter. Naturellement cela ne dispense pas de procéder à des analyses rigoureuses. Quand nous aborderons la politique étrangère, je reprendrai des conclusions de rencontres comme celles de Grenoble ou de Cachan. Les travaux que nous avons faits à cette occasion, notamment sur l'Europe, continuent de faire partie de notre acquis. Mais je le répète, nous avons découvert depuis, l'intensité de la contestation de la part de la jeunesse du pays, étudiants et ouvriers, car c'est chez les jeunes travailleurs que les grèves ont commencé. On ne construira pas l'avenir de ce pays contre sa jeunesse. Je ne veux pas dire qu'il faille tout accepter de ce qu'elle dit, mais qu'il faut prendre des positions et se donner des objectifs qui permettent la réflexion commune. Sinon, le courant de mai se réfugiera dans un anarchisme purement destructeur alors qu'il est porteur de valeurs susceptibles de se traduire en termes de propositions politiques concrètes. Cela prouve que le combat social peut s'élargir en combat politique dans des conditions de force et de vigueur auxquelles nous ne pensions plus guère. Je crois profondément que l'avenir du socialisme en France passe par la synthèse authentique de ces deux courants. Julliard disait, dans son introduction à ce débat, que le P.S.U. était à saute-mouton par-dessus le Parti communiste, et que certaines de ses propositions donnaient l'impression d'être plus à droite, quelquefois aussi plus à gauche. C'est parfaitement exact, et cela veut dire, que les concepts de droite et de gauche sont ici inopérants. Parce que nous ne nous sentons ni à droite ni à gauche du P.C.F. Nous nous sentons à côté et ailleurs. Nous ne nous sentons pas de la même nature que le Parti communiste français. Ma crainte d'ailleurs, c'est que quelques membres du P.S.U. se trouvent mal à l'aise sur ce point !

Nous n'acceptons pas la façon vaincue d'avance dont le Parti communiste parle du socialisme. Nous n'acceptons pas ce report éternel des échéances au profit d'une pratique à court terme qui change peu et dont la société s'accommode très bien ; ni la façon dont

le P.C.F. parle de démocratie avancée pour décrire un projet politique qui se résume à quelques bribes de planification et quelques nationalisations, sans évoquer ce qui est pour nous la raison d'être de l'alternative socialiste, c'est à savoir la modification des rapports de production, des rapports humains et des rapports hiérarchiques. C'est là la différence majeure entre la démocratie avancée et la solution socialiste. Cette dernière donne une place prioritaire aux luttes de la base et fait une différence entre le jeu parlementaire des partis et la mise en cause directe du système capitaliste par l'action de masse. Mais nous nous efforçons et j'espère que le comportement ultérieur du P.S.U. en fournira la preuve, (les thèses en font déjà foi) de préserver notre capacité d'analyser les situations en termes concrets, de décrire peut-être le maximum du possible plutôt que le minimum du possible, mais toujours le possible. En ce sens, je ne renie rien des conclusions essentielles et de l'orientation du colloque de Grenoble.

JEAN LACOUTURE : Puisque nous en sommes à examiner la stratégie du P.S.U., je voudrais poser un certain nombre de questions relatives à la politique étrangère.

Un pouvoir socialiste français pourrait-il d'une façon ou d'une autre, être en politique étrangère, l'héritier de la diplomatie gaulliste? En dépit des différences d'inspiration, pourrait-il, en ce cas, assurer une certaine continuité? Y a-t-il quelque chose à reprendre, à continuer, à poursuivre dans la diplomatie gaulliste qui est, par certains, qualifiée de diplomatie de gauche ou progressiste?

MICHEL ROCARD : C'est une question délicate dans la mesure où une diplomatie n'est pas seulement faite d'une suite d'actes, de décisions ou de discours, mais aussi des motivations sur lesquelles elle se fonde, des comportements sur lesquels elle s'appuie ou qu'elle cherche à canaliser. A cet égard, si à nos yeux, il y a quelque chose à garder dans la volonté de restaurer l'indépendance du modèle français de société, ce modèle n'est pas le même pour nous que pour de Gaulle. Les convergences possibles s'arrêtent là. Car les motivations du général étaient profondément nationalistes et l'appel au sentiment nationaliste provoque d'entrée de jeu des conséquences politiques néfastes. Ainsi, la remontée du nationalisme allemand symbolisé par la personne de M. Strauss a été permise, sinon encouragée, par les orientations nationalistes du général de Gaulle. Nous n'avons pas fini de tirer les conséquences d'une orientation aussi redoutable. D'autre part, les interlocuteurs du général, notamment ceux à l'intention desquels il a prononcé ses discours les plus emphatiques, je pense aux pays du Tiers-Monde, s'aperçoivent bien, quand ils regardent de plus près le contenu de la politique gaulliste, du caractère moins désintéressé qu'il n'y paraît de ses orientations. Ici, je ne fais pas seulement allusion à la divergence entre le soutien du général à la lutte du

peuple vietnamien, à la manière dont nous nous conduisons à la Martinique ou à la Guadeloupe ou aux contradictions entre ce même soutien et nos fournitures d'armes à l'Afrique du Sud ou à des pays de ce genre : je pense également aux contradictions de la politique de coopération, qui après un grand essor dans les premières années du régime a diminué progressivement de volume et qui a couvert en fait des opérations économiques dans lesquelles l'intérêt nationaliste français est largement prédominant. La manière dont sont conduites les missions de coopération et les missions culturelles dans la plupart des pays d'Afrique francophones est à cet égard très inquiétante, en raison du maintien d'un contrôle politique étroit, d'une pression constante exercée par la France sur les coopérants.

Enfin, naturellement, le capitalisme français tire des profits excessifs d'une politique, qui en principe devrait être une aide. De ce point de vue, le passif est très lourd, et nous n'entendons en rien l'assumer. Il y a un point cependant sur lequel l'acquis restera positif, c'est le retrait par de Gaulle des forces militaires françaises de la discipline de l'O.T.A.N. Certes, le P.S.U. n'a jamais contesté les traditions démocratiques dont le peuple américain a fait montre à de nombreuses reprises au cours de son histoire. Il reste qu'aujourd'hui la machine politique américaine a de plus en plus de mal à contrôler ses services spéciaux, l'action de ses grandes sociétés, notamment dans les pays du Tiers-Monde, voire celle de son armée. En dénonçant au moment de son départ le complexe militaire et industriel qui domine son pays Eisenhower savait de quoi il parlait.

A ce titre, nous pensons que par inconséquence ou par cynisme, les Américains sont en train de susciter une vaste colère de l'ensemble du Tiers-Monde contre la domination impérialiste. Il dépend de pays comme la France que cette colère s'adresse au pouvoir américain ou à l'ensemble du monde blanc : il y a ici à prendre des mesures immédiates dont les effets se situent à une échéance de quinze ou vingt ans. Ainsi, il nous paraît absolument indispensable de dégager rapidement la France d'abord, l'Europe ensuite, si possible, de toute subordination à la diplomatie américaine. Le retrait de l'organisation militaire de l'O.T.A.N. est à cet égard un acte positif, important sur le plan de la défense

mais dont la signification politique est limitée puisque la France reste signataire du traité. L'intégration militaire se décide par décret et un décret peut toujours changer ce qu'un décret a fait. Le retrait de la signature de la France romprait plus nettement avec les orientations traditionnelles.

La reconnaissance de la Chine était aussi un acte positif, quels qu'en aient été les motifs. On peut penser ce qu'on voudra de la Chine et nous avons nous aussi bien des critiques et des réserves à formuler. Ce n'est pas le problème. Le problème, c'est que c'est un grand pays dont l'importance va croissante : son absence des Nations-Unies ne saurait se prolonger longtemps sans de graves conséquences sur le plan de l'équilibre mondial.

Mais pour tout le reste, et notamment en ce qui concerne l'Europe, — je vais y revenir plus en détail —, nous n'avons aucun point commun avec les motivations nationalistes du gaullisme. Une rencontre d'aventure à propos d'objectifs limités n'engage en rien les orientations fondamentales. La politique étrangère du P.S.U. n'est pas gaulliste.

JEAN LACOUTURE : Vous venez vous-même d'évoquer l'Europe. L'Europe, qu'est-ce que c'est pour vous ? Comment la voyez-vous ? Avec quelles frontières ? Quelles structures ? S'agit-il d'une Europe intégrée ? Suppose-t-elle le maintien de certaines valeurs nationalistes ou bien a-t-elle au contraire pour fonction d'abolir le nationalisme ? A-t-elle aussi pour fonction d'établir une puissance neutre entre l'Est et l'Ouest, comme facteur de paix et d'équilibre mondial ?

MICHEL ROCARD : Si l'on raisonne à long terme, il est sûr que l'Europe, quelle que soit la définition qu'on en donne, qu'on y inclue ou non les pays de l'Est, est la zone industrielle la plus concentrée de la planète. Son poids est décisif dans l'équilibre et le destin du monde. Il est vrai qu'une orientation autonome de l'Europe peut sans doute parvenir à contrebalancer toute intervention agressive et surtout interdire au bloc américain ou soviétique d'espérer sortir vainqueur à lui seul d'un conflit mondial. Cela étant, l'Europe ne constitue en rien une unité politique. Les quelques tentatives faites ont plutôt renforcé le développement anarchique du capitalisme

libéral et aggravé les contradictions entre États que suscité une véritable solidarité européenne.

Pour répondre sérieusement à la question, il faut adopter une démarche pragmatique, ne pas se donner un modèle trop lointain mais voir en considérant la conjoncture européenne actuelle comment l'orienter dans le sens que l'on désire, pour nous dans un sens socialiste.

Premièrement, c'est aujourd'hui un fait acquis, la France est technologiquement un pays de trop petites dimensions pour assurer par elle-même son développement dans les techniques les plus modernes : aéronautiques, spatiales, électroniques, nucléaires, etc.. Par conséquent, on ne peut raisonnablement espérer une expérience socialiste se limitant à la France. Tout au plus, on peut espérer un gouvernement, un type de pouvoir socialiste appuyé sur la volonté populaire qui entreprendra la transformation des rapports sociaux à la base : pendant quelques années, on peut avancer dans ce sens. Mais un modèle de société ne peut se concevoir qu'à l'échelle européenne.

Deuxième remarque : les socialistes ne sont pas seuls à y avoir pensé, puisque dès 1948, Robert Schuman lançait l'idée du pool charbon-acier. Elle s'est traduite par la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, condamnée aujourd'hui à une quasi-disparition parce qu'elle s'appuyait sur des technologies retardataires. Le charbon, c'est l'énergie du passé face au pétrole, à l'électricité, et à l'énergie nucléaire; l'acier, c'est le métal du passé devant la montée de l'aluminium, des métaux rares et des matières plastiques. Il s'agissait donc d'industries en régression; on ne construit pas le progrès et le développement sur des techniques en régression. Vint ensuite l'idée de la Communauté européenne de défense, qui fut finalement rejetée parce qu'elle voulait dépasser trop vite les cultures nationales ou plus exactement les dimensions nationalistes de nos cultures européennes. C'est un fait acquis, il faut en tenir compte. Je me suis beaucoup battu contre la Communauté européenne de défense. A l'époque, j'étais à la S.F.I.O. : j'ai réfléchi depuis aux alliances louches que nous avons contractées à ce moment-là avec Michel Debré, ou Robert Lacoste. Ils ont bel et bien été nos alliés. Certes les bases mêmes de cette bataille étaient saines.

C'était aussi une bataille pour la réintégration du Parti communiste dans la vie nationale et enfin une prise de position sur le réarmement de l'Allemagne qui, hélas, était exacte. Néanmoins, nous avons pris conscience des racines profondes de la volonté nationaliste. Nous la savons dangereuse et nous la combattons.

Enfin, à partir de 1957, ce fut le Marché commun. Il y a trois idées dans le traité de Communauté économique européenne. La première est celle du Marché commun, c'est-à-dire la suppression des droits de douane internes et la mise en place d'un tarif extérieur commun. La deuxième est la définition d'un pouvoir commun minimum, c'est-à-dire d'institutions. La troisième est la constatation que des politiques communes sont nécessaires dans tous les secteurs où la libre concurrence ne peut jouer sans contrôle sous peine de catastrophes : agriculture, énergie, transports, etc. Dix ans après la signature, on a réalisé la tarification extérieure commune et la suppression des droits de douane et contingents internes. On a mis en place les institutions du traité. On n'a pas fait l'ombre d'une politique commune dans aucun autre domaine que l'agriculture. Mais la politique agricole commune correspond seulement à la juxtaposition d'intérêts hétéroclites. Elle consiste à protéger contre la concurrence extérieure la zone européenne, à y soutenir l'activité agricole par la garantie des prix, la production agricole n'étant pas limitée. Comme toutes nos productions agricoles sont excédentaires, l'appel aux fonds publics est important, il croît à toute allure et sans limite connue. Cela craquera, inévitablement ; et le gouvernement allemand commence à dire qu'il en a assez de payer, car il est le plus gros payeur. Pour le reste, énergie, transport, concurrence, harmonisations des tarifications, politique conjoncturelle, politique monétaire, instruments de règlement : pas de politique commune, pas une orientation commune, rien. Mais l'interdépendance des économies a progressé. Le résultat, c'est qu'un certain nombre de difficultés ou de contradictions se sont aggravées. C'est notamment le cas pour tout ce qui concerne les industries en régression : par exemple les charbonnages et la sidérurgie. Il faut y ajouter aujourd'hui les contradictions d'intérêts dans un certain nombre de secteurs de pointe. Je pense aux politiques nucléaires, aux politiques électroniques, aux poli-

tiques spatiales ou des satellites, etc. Dans tous ces domaines, on vérifie depuis quatre ou cinq ans que nos politiques économiques redeviennent plus nationalistes qu'il y a une demi-douzaine d'années. La construction européenne est tombée en désagrégation. La cause profonde de cette désagrégation est la nature même de la société capitaliste, bien plus que la stratégie du général de Gaulle ou de l'U.D.R.

Pour nous, il n'y a pas de construction politique qui n'ait de soubassement économique et social clair. Il est vain d'imaginer surmonter les nationalismes par un supernationalisme européen.

Enfin et surtout, l'unification progressive des économies européennes se fait dans d'étranges conditions. Tout se passe comme si nos divers capitalismes nationaux n'avaient pas compris que leur prospérité récente est due pour une grande part au rôle régulateur de chacun des États. Mais ils ressentent l'intervention de l'État beaucoup plus comme la cause de tensions et de difficultés quotidiennes que comme la condition d'une expansion équilibrée. Aussi ont-ils voulu prendre leur revanche au niveau européen. Leur refus d'y voir se développer une véritable puissance publique s'ajoute à la crainte des États nationaux de se voir déposséder de leurs attributions. Dans ces conditions, l'Europe se fait, mais sans commandement et sans possibilité de faire de la régulation conjoncturelle, ni une planification commune. Cela reconstitue les possibilités de crise économique grave, possibilités qui techniquement n'existaient plus dans les années 50 à 60. La gauche française, dans ses forces les plus actives, s'est longtemps battue contre toute construction européenne. On peut même ajouter tranquillement qu'elle n'y a rien compris; elle n'a ni pris l'initiative, ni compris ce qui s'engageait, ni défini une stratégie cohérente.

C'est un problème complètement négligé, mal posé et mal compris dans la gauche, au point que, maintenant encore, il y a des gens qui refusent le Marché commun et d'autres pour qui la construction de l'Europe supranationale est prioritaire par rapport à celle du socialisme dont elle serait une condition. C'est parfaitement déraisonnable. Au milieu de ces profondes contradictions, comment peut-on imaginer en sortir?

Le premier danger, c'est que la création d'entreprises multi-

nationales, dont les décisions échappent à tout contrôle gouvernemental, aboutisse à la définition de politiques de l'énergie, des métaux, de l'automobile, du textile, qui ne soient pas du tout convergentes avec les intérêts des travailleurs européens tels qu'on pourrait les planifier. En plus, cette situation serait génératrice de crises sectorielles dont les solutions sont assez difficiles à définir et à imposer puisque tous les gouvernements d'Europe sont conduits à une politique de freinage de leur croissance, à cause de leur trop grande interdépendance. Cela est clair. C'est pourquoi, nous disons :

1° Le repli sur l'hexagone est stupide, idiot. Nous avons écrit, dans nos thèses, que l'expérience socialiste française sera la première à se faire sans rechercher l'autarcie : ce n'est là qu'une petite phrase, mais elle est fondamentale.

2° Aux difficultés que l'on rencontrera, que l'on rencontre déjà, dans la politique des transports, de l'énergie, de l'espace, il est possible d'apporter des solutions. Par exemple, dans le secteur des transports ferroviaires européens puisque l'essentiel est déjà nationalisé, il est parfaitement concevable de déléguer les pouvoirs de gestion de ce secteur à un pool européen à pouvoirs supranationaux, étant entendu que son orientation politique et sa structure devront être définis collectivement dans un système où le droit de veto subsisterait. Une expérience socialiste française ne pourrait pas se soumettre à la volonté majoritaire de pays capitalistes libéraux. Donc le droit de veto devrait subsister. Mais pour la *gestion*, nous accepterions des délégations de pouvoirs accrues. Quant au secteur de l'énergie, où des décisions s'imposeront rapidement à cause de la profondeur de la crise des charbonnages dans l'ensemble de l'Europe, et de la concurrence croissante du pétrole, il nous semble indispensable d'avoir une politique européenne, notamment en matière de sécurité des débouchés et de tarification. Nous savons bien que les décisions que prendrait un secteur européen de l'énergie ne seraient pas automatiquement favorables à la France, mais nous ne croyons pas qu'il ne s'agisse que de la France dans cette affaire. Le problème est de créer des instruments d'intervention de puissance publique. Autre exemple, et curieux celui-là, la monnaie. L'Europe capitaliste, telle qu'elle s'est faite, n'a même pas été capable

de créer un instrument monétaire commun. Pourquoi nos partenaires ne l'ont-ils pas voulu sinon parce que la constitution d'un instrument monétaire commun aux pays d'Europe, pourtant indispensable à la bonne marche du Marché commun, serait déjà un instrument d'intervention pour une puissance publique européenne? Or, les capitalistes nationaux se vengent au niveau européen d'une omniprésence de l'État au niveau national, car celle-ci leur déplaît, même si elle assure l'équilibre du système capitaliste.

Le P.S.U. est le seul parti à avoir proposé comme tel un système de règlements monétaires européens, par la bouche de Mendès-France parlant devant la presse diplomatique. Il a été préparé, en grande partie, par la commission économique du P.S.U. en liaison avec Mendès-France. Nous l'avons fait, non pas parce qu'un instrument monétaire commun serait un instrument socialiste — comme outil, il est neutre et peut être mis aussi bien entre des mains socialistes qu'en d'autres mains, libérales ou capitalistes — mais parce que dans l'hypothèse du socialisme, nous aurions précisément besoin d'un tel outil. Mieux, nous savons que les problèmes que rencontrera l'Europe exigeront des solutions de type planifié, et qu'elle aura besoin de cet outil. A cette proposition d'un instrument monétaire commun, on peut ajouter que la gestion du pool monétaire européen permettrait d'offrir aux Anglais caution de leurs dettes, pour qu'ils puissent changer de banquier et rompre leur solidarité monétaire avec le dollar. Ils pourraient ainsi entrer dans l'Europe sans jouer le rôle du cheval de Troie.

Voyons un autre problème. Une expérience socialiste française pratiquera la planification, l'orientation des décisions économiques. Dans cette planification, la prévision des changes extérieurs aura sa place. Pour nous, cela signifiera contrats économiques à long terme, pour nos partenaires, débouchés assurés en France et importations de France aussi. Voilà ce qu'il en est au niveau de la décision gouvernementale. J'ajoute que bien entendu, la condition de tout cela, c'est que les mouvements syndicaux italiens, allemands, belges et hollandais poussent dans le même sens. Il faut faire découvrir leurs convergences d'intérêt aux travailleurs européens du charbon, de l'automobile, du textile, etc., leur

commun intérêt à définir une stratégie convergente face à un patronat qui pour sa part, est de plus en plus européen. Voilà l'instrument décisif de poussée. Si les propositions d'un gouvernement socialiste français allaient dans un sens qui réponde explicitement à un certain nombre d'objectifs syndicaux chez nos partenaires dont les gouvernements resteraient libéraux, on disposerait d'outils puissants, croyez-moi, pour faire passer un certain nombre de ces idées. Ce sera long et difficile, il faut se donner les instruments d'une puissance politique en Europe.

Il y a une logique enfin ! Si le socialisme est ce que je crois, c'est à dire la conclusion d'une certaine évolution technologique en même temps qu'une pression populaire, la logique voudra qu'un jour l'Europe soit socialiste en même temps que supranationale...

JEAN LACOUTURE : Le sort du socialisme en Europe occidentale est-il pour vous étroitement lié à son évolution actuelle dans l'Europe de l'Est, et notamment pensez-vous que ce qui s'est passé l'an dernier en Tchécoslovaquie a une importance décisive pour l'avenir du socialisme en Europe ?

MICHEL ROCARD : Étroitement lié, c'est un vocabulaire vague. Quand vous citez les événements tchécoslovaques, vous évoquez l'influence d'un nouveau modèle de société. A cet égard, la liaison est évidemment étroite. Nous avons, dès les premiers travaux du parti communiste tchécoslovaque, lors du plénum de janvier, et surtout lors de l'invasion soviétique, souligné à quel point le sens de la recherche qu'engageait le parti communiste tchécoslovaque était proche du nôtre. Et nous l'avons souligné en rencontrant les Tchécoslovaques et en discutant avec eux du contenu de leur expérience.

Par conséquent, il y a liaison étroite sur le plan de l'expérimentation comme de l'idéologie : d'où la référence à une société socialiste libre ; d'où un socialisme à visage humain, pour reprendre une expression de Dubcek qui a eu tant d'écho. De là à dire qu'il y aurait liaison étroite du point de vue des rapports de force et de la pression politique, ce serait beaucoup trop dire. D'abord parce que les deux pays d'Europe où les expériences sont pour

nous utiles comme références, c'est à dire la Tchécoslovaquie, mais aussi la Yougoslavie, modèle beaucoup plus rodé, sont tout de même des pays dont les conditions actuelles sont très éloignées de celles de la France. Nous resterons très loin, tant en ce qui concerne le niveau, de développement, et les contraintes au milieu desquelles le pouvoir agit, qu'en ce qui concerne le niveau de culture et les traditions historiques.

Je ne crois pas que l'évolution de l'Europe de l'Est constitue un instrument politique indispensable à une construction socialiste en Europe de l'Ouest. Cela parce que l'inertie de la structure de cette partie du monde est grande et parce que dans les pays autres que la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, la lutte contre l'organisation bureaucratique de la société n'est pas assez avancée.

Par conséquent, je ne crois pas que l'appui de ces pays à une expérience socialiste française puisse être décisif, pour le moment. Sauf dans un domaine : celui de la planification à long terme des échanges internationaux, car la possibilité existe de passer des contrats longs avec des délais d'exécution stables, échappant à la conjoncture. C'est une assurance pour la planification d'un jeune État socialiste en France. Mais pour le reste, c'est très lentement que les orientations diplomatiques elles-mêmes pourront se rapprocher.

Cela étant, si le socialisme prenait un visage humain dans toute cette partie de l'Europe, ce serait à coup sûr, un renfort décisif pour la réputation et l'autorité du socialisme en Europe de l'Ouest. Malheureusement, je crois qu'il vaut mieux ne pas compter là-dessus.

JEAN LACOUTURE : Vous préconisez clairement la sortie d'une France socialiste du pacte atlantique. Envisagez-vous une réciprocité de la part du camp socialiste Votre idéal tend-il à la réalisation d'une Europe socialiste neutre entre les deux grandes forces?

MICHEL ROCARD : Pour le moment, vu ce qu'est le pacte de Varsovie, vu l'usage qu'en fait l'Union soviétique, nous préconisons en effet le désengagement et la neutralité. Toute autre hypo-

thèse exigerait des transformations importantes à l'intérieur du bloc de l'Est.

JEAN LACOUTURE : Pour envisager l'ensemble des relations mondiales actuelles, le désarmement général et contrôlé est-il votre objectif fondamental?

MICHEL ROCARD : Bien entendu, tout en sachant qu'il est très difficile à réaliser. Très difficile, parce qu'en ce moment, tout repose sur une politique concertée des grands, États-Unis et Union soviétique, pour organiser leur paix aux dépens des petites nations et notamment aux dépens des tentatives de transformations sociales qui peuvent s'y dérouler. Et cela nous paraît difficilement admissible. C'est donc une question très redoutable, en ce sens que les motifs qui commandent les réticences du Japon ou de l'Allemagne devant le traité de non-dissémination nucléaire sont de ceux que nous condamnons avec la plus extrême énergie. J'ai eu, là-dessus, une passionnante conversation avec un membre important du comité central du bureau de la Ligue communiste yougoslave, dont les réticences devant le traité étaient analogues, alors que les motifs étaient tout autres : la Yougoslavie n'a ni intention offensive, ni problèmes de frontières, et n'appuiera pas son désir d'exporter par une pression militaire, à la différence du Japon et de l'Allemagne. Cela amène d'ailleurs les Yougoslaves à donner de leurs réticences devant le traité une explication diplomatique très au-delà de leur pensée, de peur de se trouver alignés sur la position allemande.

Par conséquent, on ne peut pas, dans un pareil problème, formuler des critères permanents. Il y aura à chaque moment une appréciation des rapports de force, une appréciation des situations sociales qu'un éventuel accord planétaire risquerait de bloquer. Je regrette que ce soit si complexe, mais c'est ainsi. Il faut bien pourtant que l'humanité s'achemine vers un désarmement général simultané et contrôlé, car effectivement nous ne croyons pas au désarmement unilatéral. La politique du témoignage nous paraît sympathique, mais du point de vue gouvernemental, il ne saurait en être question. La violence est dans le monde et elle n'en est pas encore extirpée par le socialisme victorieux!

JEAN LACOUTURE : Pour en revenir à un point plus précis mais plein d'ambiguités, qui suscite des conflits profonds au sein de la gauche et notamment de la gauche française, avez-vous sur la question palestinienne, ce que l'on pourrait appeler une plate-forme, un programme, une prospective?

M. ROCARD : Plate-forme, programme, prospective, ce sont des mots étranges. D'une manière générale il s'agit d'abord de démystifier la vie politique française en ramenant les hommes et les femmes de ce pays, et notamment les travailleurs, à une vue plus concrète du possible, quitte à donner à ce dernier la traduction pédagogique la plus ambitieuse qui soit. Et pour cela, il convient de parler surtout des choses sur lesquelles nous avons une prise. De plus, nous avons trop le souci de ne pas nous immiscer dans les affaires des autres, de ne pas réintroduire un impérialisme culturel pour avoir à proprement parler un programme en la matière. Par conséquent, pas de programme, pas de plate-forme. Une prospective, qui peut-être, parce que en tant que parti politique, nous nous sentons tout de même le droit de porter des jugements. Sur la situation au Moyen-Orient, il est à peu près le suivant :

Premièrement, c'est un fait que pendant deux millénaires le peuple juif a subi dans l'Occident chrétien persécutions, pogromes, assassinats, un long martyre enfin. Il est non moins incontestable qu'il n'en est pas allé de même dans les pays arabes, où pendant deux millénaires la cohabitation alla sans problème grave. Mais l'Occident a eu mauvaise conscience et cette mauvaise conscience s'est traduite par la déclaration Balfour et la décision de créer, en Palestine, un foyer national juif. Mais nous trouvons assez scandaleuse la décision consistant à tailler dans le territoire d'un autre peuple celui qui permettra au peuple juif de trouver enfin la paix qu'il n'a jamais connue en Occident. L'Occident a payé sa dette avec l'argent des autres. Et par conséquent, ces conditions historiques créent beaucoup de solidarité dans les réactions et les attitudes des Arabes et des pays socialistes quand ils discutent de ce problème. Mais s'il faut regarder l'histoire, et en faire la juste part, il n'y a pas de raison de ne pas considérer aussi les

vingt dernières années. Et si la décision de création de l'État d'Israël est critiquable, en raison de ce que je viens de dire, elle a néanmoins été prise. Il y a maintenant en Israël deux millions et demi de Juifs qui défendent leur droit à l'existence en tant que peuple et qui, à la différence des Français d'Algérie, n'ont pas de métropole de repli. Il y a un fait national juif tout autant qu'un fait national palestinien. On ne sortira pas de ce problème sans avoir reconnu l'un et l'autre. Disons que l'intervention des grandes puissances n'arrange rien car elle ajoute au problème des intérêts pétroliers, diplomatiques, stratégiques, militaires qui ne font qu'obscurcir le problème et accroître le fanatisme. Disons aussi que les États arabes déjà constitués ont assez cyniquement utilisé le problème palestinien pour maintenir une pression diplomatique internationale, voire les engouements nationalistes dans leur propre peuple et escamoter ainsi un certain nombre de problèmes internes : nous n'avons pas approuvé ces orientations ; nous les avons au contraire condamnées à plusieurs reprises de manière explicite. Au reste, on voit bien en ce moment les données d'un compromis possible avec l'Égypte, la Syrie et la Jordanie : on les connaît bien, on les sent venir. Le problème, c'est celui des Palestiniens, c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas reconnus en tant qu'État. Sur ce point, d'abord, une première remarque : Nous n'acceptons pas le qualificatif de « terroriste ». Le recours à l'action violente est-il inconcevable sur son propre territoire ? Il faudrait alors appliquer rétrospectivement ce terme de terroriste à tous les résistants français. Ce qui ne veut pas dire que nous approuvions à tout moment chaque décision palestinienne. Mais dans une interview à notre journal *Tribune socialiste*, la direction d'El Fath reconnaît que les Juifs n'ont pas d'autre patrie. Elle veut un état multiracial, organisé selon des structures confédérales à étudier. Ce sont là ses préférences. Pour elle, il n'est pas question de rejeter le peuple juif à la mer mais de se battre contre une diplomatie et une action militaire, celle de l'État d'Israël dans sa structure actuelle. Sur ce point, nous leur donnons acte que la diplomatie de l'État d'Israël, depuis qu'il existe n'a pas facilité le dialogue. Par conséquent, notre opinion est qu'il faut recréer, petit à petit, les conditions d'un dialogue entre ces peuples. Il n'y a pas de solution pour Israël dans une défense armée reposant sur la conquête.

JEAN LACOUTURE : Une dernière question de ma part : la coopération. Elle divise aussi la gauche. On entend des commentaires, on lit des articles selon lesquels la coopération, en tout cas telle qu'elle est pratiquée en France depuis quelques années, est en fait un instrument de l'impérialisme. Est-ce votre sentiment ? Est-ce que quelque chose vous paraît à sauver de la coopération avec les pays sous-développés ou bien cette coopération est-elle seulement à vos yeux l'instrument du néo-colonialisme ?

MICHEL ROCARD : Cela dépend beaucoup de *qui* la fait et de *comment* on la fait. Il est absolument indispensable qu'une politique de coopération beaucoup plus intense et beaucoup plus active soit mise en place. Les jugements que nous portons sur la politique actuelle de coopération sont les suivants : d'abord la vitesse avec laquelle la masse budgétaire transférée à des pays du Tiers-Monde diminue, est inquiétante ; par ailleurs le fait qu'elle implique pour le pays bénéficiaire le respect non seulement des orientations diplomatiques de l'État français mais aussi des soucis et des intérêts des communautés françaises et qu'enfin elle s'appuie sur la défense des intérêts économiques des entreprises françaises, nous fait dire qu'elle est à base de néo-colonialisme. Nous souhaitons vivement pouvoir contribuer à mettre sur pied une politique de coopération qui s'appuie sur des dotations plus substantielles. Ensuite, nous conformant aux décisions et aux orientations des puissances accueillantes ou désireuses de cette coopération avec un souci de non intervention total, nous considérons qu'à partir du moment où un coopérant est dans un pays, c'est à ce pays de porter jugement sur son action et son travail. Il est donc du devoir des missions françaises de ne pas chercher à influencer sur les rapports entre la puissance qui a demandé des coopérants et ces coopérants eux-mêmes.

En troisième lieu, bien sûr, puisqu'interviennent dans cette affaire des capitaux publics et des capitaux privés, se pose aussi le problème d'un contrôle éventuel des actions des entreprises privées en pays extérieurs du point de vue politique, et du point de vue du respect par elles de la planification de chacun de ces pays. Plus encore que le développement du Tiers-Monde, c'est

d'abord un problème de modernisation agricole et de développement industriel. Cela suppose que l'on s'oriente petit à petit vers une politique de division internationale du travail plus systématique entre le Tiers-Monde et le monde développé. C'est-à-dire qu'il faudra accorder petit à petit au Tiers-Monde le quasi monopole non seulement pour certains produits agricoles mais pour certaines industries. Je pense au traitement des textiles naturels, je pense à la sidérurgie, à la fabrication de l'aluminium, tout cela qui est beaucoup plus facile à développer que l'agriculture, par exemple, pour laquelle il faut des compétences très diverses : les réussites agricoles se trouvent presque uniquement dans les pays développés. Arriver à une planification qui chez nous préfère le plein emploi en mettant toujours l'accent sur les industries à haute technicité, et en dégagant aussi rapidement qu'il est possible les marchés pour des pays qui se développent et qui pourraient prendre une place importante pour le jute, le lin, le coton, la laine, l'acier, peut-être d'autres matières, c'est une longue affaire de planification qui suppose l'accord entre les deux parties pour la création d'industrie. Cela suppose aussi un contrôle étroit de l'action de nos propres ressortissants de manière à ne pas contrecarrer le développement économique des pays du Tiers-Monde. Voilà les axes sur lesquels il faudra travailler pour arriver à une vraie politique de coopération. Mais encore une fois, c'est une entreprise de longue haleine.

Face aux communistes
et à la S.F.I.O.

JEAN-MARIE DOMENACH : La dernière question que je voulais te poser est la suivante. Il est difficile à court et à moyen terme d'imaginer l'avenir de la gauche sans le Parti communiste français. Quelle attitude le P.S.U. adopte-t-il à l'égard du P.C. ? On a parfois l'impression et la crainte qu'un certain, je n'ose pas dire anti-communisme, mais disons une volonté de plus en plus marquée ces derniers temps de prendre ses distances à l'égard du Parti communiste ne conduise le P.S.U. à une sorte d'isolement — on a dit quelquefois à un esprit de secte.

MICHEL ROCARD : Il y a beaucoup de réponses à faire à cette question. Premièrement le constat d'isolement ou d'esprit de secte supposerait que le P.S.U. borne son action au domaine de la politique intérieure c'est-à-dire aux relations entre partis. Si nous posons seulement le problème des relations entre les organismes constitués que l'on appelle des partis, il est vrai qu'aujourd'hui nous sommes isolés. Mais dans la mesure où nous avons environ 2 500 camarades à la C.G.T., environ 3 500 à la C.F.D.T., plusieurs centaines à Force Ouvrière, environ 2 500 à la Fédération de l'Éducation nationale, 1 200 à l'U.N.E.F. et plusieurs centaines dans les organisations syndicales agricoles, eh bien ! nous n'avons pas du tout une impression d'isolement. Nous sommes de plain-pied dans toutes les luttes, informés de ce qui se passe dans l'ensemble des secteurs. Le style que nous souhaiterions donner aux affrontements sociaux et la traduction politique que nous voudrions en tirer ont leur écho dans les luttes quotidiennes de toutes ces organisations.

Au mois de mai, il y avait neuf millions, peut-être dix millions de grévistes. Le P.S.U. était fort de 11 500 camarades au début des événements. L'écho, le poids que nous avons pu avoir à ce moment-là est fait de cette présence dans divers secteurs ; il est

fait de ce foyer d'information extraordinaire que nous étions sur toutes ces luttes. Et notre impression constante est tout sauf celle de l'isolement.

Je pourrais citer des exemples. Récemment, le général de Gaulle a décrété l'embargo sur les fournitures d'armes à Israël. M. Marcel Dassault en profite pour suggérer une protestation de l'ensemble de la direction et des travailleurs contre cette mesure, parce que, dit-il, tout cela est peut-être politiquement justifiable, mais va sûrement se traduire par une diminution de notre chiffre d'affaires et donc des licenciements. Vous êtes donc intéressés. Il se trouve que des camarades P.S.U. sont influents dans les sections syndicales C.G.T. et C.F.D.T. de chez Marcel Dassault. Et le problème dépassant la réflexion proprement syndicale, ces camarades-là sont venus nous voir, et ils sont venus ensemble, C.G.T. et C.F.D.T. Nous n'avons pas de consigne à donner, nous n'avons donc pas donné de consigne. Mais nous avons discuté sur la signification politique de cette opération, sur ce qu'aurait signifié l'acceptation d'une telle orientation. Nous leur avons suggéré qu'il faudrait d'abord chercher à vérifier ce qu'il en était. En réalité, nous le savions, Marcel Dassault voulait faire passer 3 000 licenciements sur le compte d'une opération qui en légitimait 150. Cela méritait discussion. Montrez les comptes, on verra ensuite!

Deuxième élément, dans la mesure où nous sommes favorables à un désengagement des grandes puissances au Moyen-Orient, un embargo, fût-il partiel, était une bonne chose. Il est dommage qu'il n'ait été que partiel : c'est pourquoi nous ne l'avons ni approuvé ni condamné. Nous avons donc suggéré à ces camarades de mener la discussion à la base autour d'eux, dans leurs sections, sur ce point. Bien entendu, ensuite, ce sont les sections syndicales qui en ont délibéré. Mais voilà le type de problèmes sur lesquels les tâches d'éducation et d'information d'un parti sont importantes. Vous voyez que tout cela, c'est le contraire de l'isolement. Vous avez suivi les batailles qui se sont déroulées récemment à la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, qui se traduiront tout bonnement par la création d'un mouvement socialiste de la terre. Autour de Bernard Lambert s'organise un courant dont l'importance va croissante,

notamment dans l'Ouest. Nous constatons des convergences et cela nous suffit pour marcher ensemble. Je pourrais continuer longtemps, car c'est de problèmes de ce genre qu'est fait l'essentiel de notre activité. Par conséquent, je nie absolument que le P.S.U. soit isolé. Sa direction croule sous des responsabilités écrasantes mais il faut bien comprendre que nous sommes, dans cette affaire, informateurs et pédagogues. Nous ne prenons pas la décision, qui revient à l'ensemble du courant. C'est seulement dans le cadre de la vie politique intérieure traditionnelle, avec son train-train et son ronron que nous sommes isolés. Mais comme nous pensons qu'elle est en partie caduque, et qu'il faut créer un nouveau style de vie politique, cela nous inquiète peu. Nous avons même l'impression que notre mise en cause des routines d'une vie politique impuissante à rendre compte d'un vrai projet de société, nous fera mieux comprendre. Nous avons maintenant besoin d'une croissance pour augmenter nos moyens de diffusion et d'explication. Ces moyens allant devenir convenables dans un proche avenir, j'ai des raisons de l'espérer, nous pourrons alors mieux nous faire entendre.

Revenons à la question des rapports avec le P.C. Goût de l'isolement, jamais de la vie ! Pour plusieurs raisons. La première, est que dans l'hypothèse d'un durcissement autoritaire du régime, — Julliard y a fait allusion tout à l'heure — nous savons très bien que la principale force de résistance est constituée par le Parti communiste. Il le sait, aussi d'ailleurs. Mais j'ajoute que le poids militant du P.S.U. dans une éventuelle lutte antifasciste est plus important que celui de toute la gauche non communiste réunie.

D'autre part nous n'avons jamais, absolument jamais fait d'alliance centriste. Nous n'avons jamais eu de stratégie droitrière par souci de contrebalancer une influence communiste. Nous nous battons à l'intérieur d'une solidarité des forces de gauche et le Parti communiste le sait très bien. C'est d'ailleurs parce qu'il le sait qu'il peut se permettre de nous attaquer violemment car il sait que cela ne déterminera de notre part aucun fléchissement, aucune trahison. Donc, la fonction originale du P.S.U. n'affaiblit pas la solidarité éventuelle de gauche. Cela dit, nous nous trouvons en désaccord profond avec le Parti communiste sur deux problèmes centraux, avec toutes leurs conséquences. Le

premier, c'est le caractère autoritaire ou non du modèle de société socialiste. A ses yeux, le modèle doit rester autoritaire, pour nous, non. Le Parti communiste français ne s'est jamais prononcé sur la signification de l'expérience tchécoslovaque. Il n'a condamné que l'intervention militaire des Soviétiques. Il n'a jamais pris position sur les travaux du plénum tchécoslovaque de janvier qui, à nos yeux, est très important, en raison de son caractère anti-autoritaire.

Le deuxième point de controverse fondamentale, le voici. Des solutions de type socialiste sont-elles actuelles, correspondent-elles à la situation de la société française dans un avenir raisonnablement prévisible de trois, cinq ou dix ans, mais non de vingt-cinq ou trente? Sur ce point, nous constatons dans la pratique un comportement communiste que nous qualifierons de conservateur. La politique agricole du P.C.F. est une des plus conservatrices qui soient. Souvenez-vous de ce que nous disions tous avant le mois de mai 1968 sur l'attitude de la C.G.T. devant les grèves à objectif qualitatif comme celles de la Rhodiacéta à Lyon. Le comportement de la C.G.T. à cette occasion préfigurait celui qu'elle allait avoir pendant le mois de mai 1968. De même en matière d'enseignement : la pratique universitaire du Parti communiste est le seul soutien effectif d'Edgar Faure.

JACQUES JULLIARD : Les mesures contenues dans la loi ne sont pas tellement quantitatives mais plutôt qualitatives.

MICHEL ROCARD : Elles avaient un aspect qualitatif dans l'intention et encore une fois, si nous avons gardé le silence au début et permis une rentrée pacifique des facultés de septembre à novembre 1968, c'est à cause de cela. Il ne faut pas l'oublier, nous avons fait crédit à Edgar Faure assez longtemps. Souvenez-vous des craintes qui planaient sur cette rentrée. Nous ne sommes pas pour rien dans le fait qu'elle s'est faite calmement ; mais ensuite le gaullisme s'est chargé de détériorer le projet. Nous croyons, en termes de visée socialiste, que nous sommes cohérents et que la crise universitaire ne fait que commencer. Nous verrons bien finalement dans quatre ou cinq ans qui aura vu le plus juste.

A partir de cette situation, nous nous trouvons affrontés à la

pratique du Parti communiste dans quantité de secteurs. Nous avons fréquemment, dans une cinquantaine de cas, des conseillers municipaux minoritaires dans des municipalités à majorité communiste. Cette cohabitation est difficile. A Vigneux, nous avons quatre camarades qui ont récemment démissionné en alertant la population sur les comportements bureaucratiques, autoritaires et même totalitaires de la gestion communiste. Je prétends qu'en mettant en cause ces comportements avec la plus grande netteté, nous mettons en place les garanties fondamentales dont nous avons besoin pour gouverner ensuite à ses côtés. Je prétends même, de manière outre-cuidante, que le jour viendra où la société française nous en remerciera. Car nous menons là une bataille que nous sommes seuls à mener, à contre-courant de la bataille unitaire façon Mitterrand, qui consolide le Parti communiste français sans le discuter, alors que l'unité de la gauche suppose qu'on le discute. Sinon, on s'expose à des catastrophes. Voilà les raisons de notre pratique. Continuons. Jusqu'au mois de mai 1968, la règle du P.C. à notre endroit était le silence. Il s'en moquait, nous ne pesions pas. « Combien de divisions ? » demandait Staline ; c'est encore le mode de raisonnement du Parti communiste français. L'implantation du P.S.U. dans les entreprises est passée de dix ou quinze avant le mois de mai à cent soixante-dix aujourd'hui. C'est un changement radical. A la Fédération C.G.T. des métaux, nous avons 800 syndiqués, dont une dizaine étaient présents au dernier congrès. Ils sont intervenus, ils ont obtenu des résultats, qui ont empêché un certain nombre de choses et en ont obtenu d'autres. C'est la première fois que les communistes sont affrontés à une concurrence dans leur secteur. Tel que le Parti communiste est fait, il ne le supporte pas. Nous avons tout connu, l'insulte, le matraquage, l'attaque de nos camarades ; beaucoup se sont fait agresser physiquement par des militants communistes, le dernier est Jacques Kergoat, membre de la direction politique nationale qui s'est vu attaquer dans une manifestation récente parce qu'il criait simplement : « F.L.N. à Saïgon », ce qui n'avait rien de subversif par rapport aux objectifs de la manifestation. Cela n'empêche pas que nous nous retrouverons du même côté de la gauche, mais je voudrais que le million d'intellectuels de ce

pays, d'abord parce qu'il est porteur d'information, ensuite l'ensemble du pays se rend compte de la difficulté qu'il y a à changer un modèle culturel. Je n'incriminerai pas le Parti communiste français : l'ennemi, c'est Jean-Paul Sartre et ce qu'il symbolise. C'est-à-dire l'intellectuel vaincu pendant vingt ans qui ne franchit pas le pas, qui est toujours un grand allié du parti de la classe ouvrière, qui ne porte pas de critique et se tait sur les camps de concentration pendant la période stalinienne et qui avale tout sans que jamais sa critique soit positive. Nous faisons l'inverse. Nous sommes du même côté que les communistes lors de tous les coups durs mais nous ne lui passons rien sur les affaires sérieuses.

ROBERT FOSSAERT : Passons à la gauche non communiste. Comment vous définissez-vous par rapport à elle ?

MICHEL ROCARD : J'en viens donc à la S.F.I.O. Ici, le problème est un peu différent. A nos yeux, il s'agit d'une force qui mobilise encore un électorat de gauche, mais dont l'absence dans toutes les luttes sociales significatives est très nette. Il y a pire. Au-delà de l'absence, par exemple sur le plan de la lutte ouvrière ; il y a des choix ambigus voire conservateurs. S'agissant de la S.F.I.O., on ne peut pas ne pas se rappeler, par exemple, qu'elle a été capable pendant les quatre dernières années, de faire une politique d'alliance à gauche pour les élections législatives et présidentielles, tout en obtenant les deux tiers de ses élus locaux au moyen des coalitions municipales avec le M.R.P., les Indépendants, contre le P.C. et le P.S.U... C'est le cas à Arras, c'est le cas à Marseille, à Toulouse, à Besançon, à Tulle, à Hénin Liétard.

Ne nous le dissimulons pas : le retour à d'authentiques alliances de gauche supposera la perte d'un certain nombre de municipalités, situation qui n'est pas pour plaire au Parti socialiste en formation. Considérons enfin que sur les 116 membres du groupe parlementaire F.G.D.S., tel qu'il a existé de mars 1967 à juin 1968, 48 étaient membres de l'Amicale parlementaire des petites et moyennes entreprises. Ce qui signifie qu'ils avaient donné leur signature et leur accord à un programme qui, par rapport au socialisme, au nom du seul progrès économique, se trouve à une distance considérable : en fait, c'était une précaution poujadiste

à usage électoral, dont les conséquences ne peuvent manquer de se faire sentir dans le comportement politique des élus, surtout si l'on songe à la faiblesse des structures idéologiques et militantes de la social-démocratie française.

Ainsi le nouveau Parti socialiste se forme à partir de forces socialement très diverses et souvent très conservatrices. Notre analyse est que l'appétit de puissance, qui a mené un certain nombre de groupes, plus authentiquement socialistes, à souhaiter se rassembler autour de la S.F.I.O. à cause de ce qu'elle représente encore de force électorale, repose sur une analyse insuffisante du poids de ces contraintes. Ils vont se découvrir engagés dans un certain nombre d'alliances municipales, dans un certain nombre de stratégies de défense sociale du type poujadiste, je pense au comportement de ces municipalités face à la spéculation foncière. Dans ce contexte, les véritables socialistes vont se découvrir paralysés et se décourageront faute d'être capables d'imposer d'autres orientations. Si l'on ajoute à cela que les capacités d'intervention de ce parti dans l'agriculture, dans l'Université, dans les Maisons de Jeunes et de la Culture, dans le domaine de l'Éducation populaire sont pratiquement nulles ou dérisoires, on comprendra mieux nos réserves et notre scepticisme, en dépit de la présence parmi eux d'hommes courageux, appartenant notamment à la Convention des Institutions républicaines : les textes votés lors des dernières assises de la Convention nous ont fait plaisir, et marquent un rapprochement sensible de nos positions. Mais notre analyse, c'est qu'il est très peu probable que des orientations de ce type puissent triompher dans le nouveau parti, qu'il s'agisse de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, de la lutte contre la spéculation foncière. Je pense au dur problème du réaménagement du monde rural, à une politique agricole nouvelle. Je pense à de nouvelles stratégies de lutte ouvrière... Les stratégies sociales auxquelles pense le nouveau parti sont en fait résolument conservatrices et par conséquent, il y a fort à craindre que si les orientations restent proches de celles de la S.F.I.O., nous ne soyons fréquemment conduits à des affrontements. Et nous ne les aurons pas cherchés ! Ils seront le résultat logique de nos divergences politiques fondamentales. En fait, le nouveau parti est un tissu de conflits internes entre

trois tendances, trois pôles. Le premier est constitué par la quasi-totalité du groupe parlementaire qui se déclare centriste et qui songe à des alliances excluant les communistes. Si cette tendance triomphe, il est clair que nous serons adversaires. Il y a une deuxième orientation qui, elle, restera fidèle à l'unité de la gauche. Mais le rapport de force est tel qu'elle aboutit à accepter en fait l'hégémonie du Parti communiste français dans la gauche. Il existe enfin des courants beaucoup plus faibles qui conservent du socialisme une idée plus ambitieuse, beaucoup plus proche de la nôtre. C'est le cas d'un certain nombre de conventionnels, d'adhérents des Clubs, et de quelques socialistes S.F.I.O.

Nous pensons que c'est la S.F.I.O., avec sa composition et ses orientations actuelles, qui imposera ses choix principaux. Mais nous n'avons aucune volonté agressive.

JACQUES JULLIARD : Je voudrais te poser une dernière question. Ce que tu viens de nous dire sur le Parti communiste et la S.F.I.O. est, certes, impressionnant. Il reste que le Parti socialiste unifié demeure dans l'état actuel des choses et probablement pour assez longtemps, un parti petit, au moins par son influence électorale, et par le nombre de ses militants. En dehors même des raisons que tu nous as données, et du rôle qu'il est appelé à jouer dans différents milieux politiques, sociaux et culturels, vois-tu une justification particulière à son existence?

MICHEL ROCARD : Je conviens que le P.S.U. reste un parti petit ; tu as dit pour longtemps, c'est beaucoup moins sûr. Le système politique français est en crise assez profonde et le besoin d'autre chose va s'accroître. Nous venons de franchir, il y a quelques mois, le seuil minimum de crédibilité en fait de dimensions. Il est parfaitement imaginable, et c'est notre pari, qu'à partir de cette force croissante se construise un outil d'intervention politique de taille honorable. Les effectifs du P.S.U. doivent être quatre ou cinq fois ceux de la Convention ; trois ou quatre fois ceux des groupes dits révolutionnaires. Il s'agit donc, désormais d'une véritable puissance d'intervention. Cela étant, j'admets volontiers, et nous l'avons dit avec force, que le P.S.U. n'est pas destiné à devenir à lui seul un parti de masse, ni à conquérir le pouvoir tout seul. C'est clair. Nous sommes un fournisseur d'idées, et un agent de coordination d'un certain nombre de luttes diversifiées.

Mais le P.S.U. est peut-être avant tout un creuset de synthèse entre des traditions antagonistes. Un premier problème que l'on peut poser à cet égard est celui des catholiques dans la gauche. Il est fondamental. La gauche française est la seule d'Europe qui soit culturellement minoritaire. Je crois important de se souvenir

que tous les communistes italiens sont baptisés, vont à vêpres avec leurs femmes et leurs enfants et font leur communion sans problème. Il n'y a pas de juifs ni de protestants en Italie, ou très peu. Le modèle culturel et confessionnel est homogène. On se bat entre soi dans une société bien connue, bien équilibrée, qui n'a pas eu d'autres conflits graves que politiques. Bien entendu, a fortiori, les oppositions de gauche en pays anglo-saxons, allemands ou tous autres, vivent également à l'intérieur du modèle culturel ou philosophique national. Au contraire, depuis toujours, dans un pays à majorité catholique, la gauche française a eu des directions qui ne représentaient qu'une somme de personnalités ou de courants juifs, protestants et athées. C'est-à-dire minoritaires. C'est-à-dire que la confiance historique qu'ils étaient capables de collecter était toujours limitée, partielle et temporaire. La masse des gens, fussent-ils travailleurs, fussent-ils de gauche, ne s'y reconnaissait pas pleinement à cause de cette exclusion du phénomène culturel. Ce n'est pas seulement un problème de statut de l'école. Et cela ne se règle pas par une négociation entre un secrétaire général de parti et le secrétariat de l'épiscopat français. C'est un problème de comportement collectif. C'est un problème d'aptitude à vivre ensemble. Il nous a fallu six ans, au P.S.U., pour résoudre complètement le problème de la place des catholiques. Le P.S.U. est un parti complètement laïque. Il a signé tous les textes du C.N.A.L., fait signer ses pétitions, il est invité à toutes ses manifestations et y prend part. Il est pour un statut unifié de l'école et de l'État. Il défend des conceptions parfaitement laïques des affaires publiques. Moyennant quoi, il est composé d'une bonne moitié de catholiques. Et personne ne demande qui est qui. Il y a dans la direction nationale du P.S.U. comme à tous ses échelons un certain nombre de camarades qui sont des catholiques très pratiquants. Je veux citer un exemple particulièrement frappant. Il s'agit de la Vendée, le vieux pays chouan où pendant une bonne centaine d'années le suffrage universel nous a donné systématiquement une représentation de droite avec une toute petite opposition de gauche, fondée sur le combat de quelques rares instituteurs. Il n'y a pas d'implantation industrielle sérieuse dans ce pays. Aux dernières élections législatives, nous avons remporté 6 000 voix à la Roche-

sur-Yon, soit 13 % des suffrages, avec un candidat qui était le président de l'Action catholique dans le département. Le suppléant était un enseignant laïque et les colleurs d'affiches étaient pour l'essentiel des instituteurs laïques! Ce que cela représente de confiance réciproque, de respect de l'autre, de rapprochement vrai dans la lutte militante, de certitude que les catholiques suivront leurs objectifs sans laisser place à des ukases de la hiérarchie dans le domaine politique, on l'imagine mieux quand on connaît l'histoire récente du parti.

Le P.S.U. a failli en mourir, au sens strict. Notre bataille de tendances a été très marquée par la question de l'intégration des catholiques. C'est maintenant chose faite.

Nous sommes également un creuset réconciliateur de traditions dans un autre domaine. La gauche, de tout temps, a eu une méfiance effroyable et funeste devant quiconque avait une compétence. C'est le vieux problème de la technocratie. Il y a eu dans la littérature du Parti communiste français, comme dans celle de la S.F.I.O., comme dans certaines déclarations de François Mitterrand, sur le rôle des techniciens, des choses stupides et néfastes. Il n'y a pas de perspectives pour le socialisme si, d'une part, une fraction importante de techniciens sérieux ne bascule vers le socialisme, et si, d'autre part, les forces socialistes ne disposent pas des moyens de faire fonctionner l'appareil d'État. Moyennant quoi, il est clair que les hommes à forte compétence doivent être au service d'une orientation politique qu'ils ne déterminent pas, mais qui se détermine collectivement. Là aussi cela pose le problème de vivre ensemble, de savoir donc faire coller des affiches aux technocrates, et de faire accepter des conclusions techniciennes par une base qui ne l'est pas. C'est le résultat d'une très longue pratique, et celle-là aussi nous l'avons engagée depuis longtemps. Elle est maintenant bien insérée dans les comportements collectifs. Les techniciens qui mettent leur combat politique au service du socialisme et qui mènent donc une action à contre-courant de leur carrière sont désormais considérés comme des combattants socialistes fidèles, respectés et acceptés. Mais c'est le résultat d'un travail qui se compte aussi en années.

Et nous voici aux prises avec une troisième synthèse à opérer.

La France a durement payé la division ouvrière de 1920. Qu'est-ce que signifie cette division ouvrière ? C'est un partage, non pas sur les objectifs du socialisme, les orateurs du congrès de Tours étaient unanimes à dire que les objectifs restaient les mêmes, mais un partage sur les moyens de le faire triompher. Les uns privilégiaient la lutte révolutionnaire et s'y préparaient, en organisant un parti adapté à un combat armé contre l'appareil policier de l'État ; les autres croyaient que le suffrage universel était la fissure dans la muraille bourgeoise qui permettrait de faire passer la volonté collective des salariés, jusqu'à devenir majoritaires. Il en est résulté deux conséquences. La social-démocratie est devenue petit à petit incapable de s'appuyer sur la colère populaire quand elle explosait, car elle en nie le rôle historique. Résultat pratique : faiblesse de tous les gouvernements sociaux-démocrates, insuffisance de l'expérience de Front populaire, ratage de la Libération, ratage surtout du gouvernement de Front républicain de 1956. En même temps, la forme d'organisation et le schéma révolutionnaire du Parti communiste se sont trouvés sans emploi en France. Les communistes ont organisé la plus admirable des milices civiles, mais dans l'attente d'un type de révolution qui ne s'est pas produite et qui ne vient pas. Le Parti communiste continue à capitaliser une espérance révolutionnaire mais il la canalise, et en fait, il la stérilise. Et puis, l'espérance révolutionnaire au sens strict a donné naissance à ce que j'appellerais volontiers des micro-bureaucraties multiples sans aucun point d'impact sur la société française. Pensons à la multiplicité des sectes trotskystes depuis une vingtaine d'années dans ce pays. Voilà ce que le mouvement de mai nous fait découvrir : il y a encore des modes de combats révolutionnaires en France et en même temps la situation concrète dans laquelle nous nous trouvons exige des formes de combat répondant à la condition d'un pays développé. C'est pourquoi nous avons à l'évidence l'obligation de revenir sur la scission de Tours en disant que les objectifs doivent être concrets, compatibles avec le maximum du possible mais qu'ils doivent d'autre part s'appuyer sur une force de transformation dont les formes d'expression seront parfois révolutionnaires.

Depuis mai, ce sont de nouvelles traditions à synthétiser.

Nous mettrons probablement plusieurs années à donner une synthèse correcte de ces traditions mais c'est cela, fondamentalement, le rôle du P.S.U. C'est, je crois, ce qu'il aura entrepris de plus utile pour la vie publique française que ces synthèses de traditions. Et s'il y parvient, alors il aura un grand avenir devant lui.

JACQUES JULLIARD : Depuis que nous avons enregistré ces entretiens, nous avons appris que ton parti t'avait désigné comme candidat à la présidence de la République. Quel est le sens exact de cette candidature? N'y a-t-il pas un hiatus entre cette attitude et celle que le P.S.U. avait eue en mai 1968?

MICHEL ROCARD : Tout au long de nos conversations, j'ai, au contraire, essayé de montrer ce qu'il y avait de permanent dans la recherche du P.S.U. Depuis quelques années nous avons essayé de définir un projet socialiste pour la France, c'est-à-dire un projet adapté à un pays parvenu à un niveau de développement économique élevé. Ce projet, qui trouve aujourd'hui son expression provisoire dans les *17 thèses*, il est vrai que la manière de le faire avancer dépend du niveau de développement des luttes sociales et de l'état de combativité des forces socialistes. Il est vrai que l'image du P.S.U. n'est pas tout à fait la même selon qu'il participe à la rencontre socialiste de Grenoble ou à la manifestation du stade Charléty. Pourtant, c'est fondamentalement, du même combat qu'il s'agit.

Je te ferai d'ailleurs remarquer que le P.S.U. a déjà participé, en juin 1968, à des élections législatives. L'attention des citoyens est particulièrement tenue en éveil pendant les périodes de campagne électorale. Il serait donc absurde de ne pas tout faire pendant ces périodes pour défendre, devant le pays, les thèses de l'alternative socialiste. Nous n'avons d'ailleurs jamais fait nôtre le slogan « élection, trahison ».

JACQUES JULLIARD : Est-ce que cela veut dire que la candidature Rocard a surtout pour objectif de faire connaître le programme du P.S.U., et de faire progresser l'implantation du parti?

MICHEL ROCARD : Je suis le secrétaire national du P.S.U. et j'ai été investi comme candidat par mon parti. Mais le but de ma candidature n'est pas de défendre les intérêts d'un parti. C'est à un combat que j'appelle, à un combat qui est commun à tous ceux qui pensent que le socialisme est actuel, et non pas aux seuls sympathisants du P.S.U. Ma candidature a pour objectif de devenir celle du courant socialiste tout entier. Nous avons essayé de montrer que les problèmes graves qui se posent aujourd'hui au pays appellent des solutions de type socialiste. Dans l'état actuel de la vie politique et des forces traditionnelles de la gauche, aucune d'entre elles ne semble prête à tenir le langage.

La marge de choix était donc restreinte : on pouvait, ou bien accompagner les autres forces se réclamant du socialisme dans leurs reniements et leurs convulsions, ou bien oser affirmer que l'espérance des travailleurs, qui s'était exprimée notamment en mai 1968, n'était pas près de mourir, et défendre par conséquent devant les électeurs l'existence d'un véritable courant socialiste. C'est cette dernière solution que nous avons bien sûr choisie. Nous sommes persuadés que l'alternative socialiste doit cesser d'être une aspiration de l'esprit : elle doit s'inscrire désormais dans le rapport des forces politiques et peser sur lui.

JACQUES JULLIARD : Mais n'existe-t-il pas aussi, parmi les espérances des travailleurs, une forte aspiration à l'unité des forces de gauche ? Tu nous as bien dit en quoi le courant socialiste que tu souhaites représenter se différencie des partis de gauche traditionnels. Mais dans une circonstance comme celle-ci, la division des forces de gauche ne constitue-t-elle pas un frein sérieux à la mobilisation des électeurs de gauche ?

MICHEL ROCARD : Ce qui compte, c'est que, depuis vingt ans, les forces du capitalisme privé ont reconstruit leur puissance. Elles dominent aujourd'hui tout notre système économique, social et culturel et l'appareil de l'État. Dans cette situation, c'est-à-dire à un moment où des solutions audacieuses doivent être rapidement définies et mises en place, au moment où le courant socialiste doit répondre à sa vocation de proposer aux Français un avenir

différent, il n'est pas question de poser les problèmes en termes de ralliement et d'arithmétique électorale.

Nous avons tout fait pour préserver jusqu'au bout les chances de parvenir à une candidature commune d'orientation socialiste. Son impossibilité s'étant avérée flagrante, il ne pouvait être question de renoncer à faire entendre la voix du socialisme. J'ai conscience que l'aspiration à un socialisme adapté à notre civilisation est partagée par un nombre considérable de travailleurs; la campagne présidentielle doit être l'occasion, pour le courant socialiste, de s'affirmer et de progresser.

Coll. MichelRocard.org

Les 17 thèses du P. S. U.

*adoptées au congrès de Dijon
de mars 1969*

Coll. MichelRocard.org

1. Malgré le renversement de la bourgeoisie dans une partie importante de la planète, le capitalisme reste le mode de production dominant à l'échelle mondiale. Il est caractérisé par une tendance au développement illimité des forces productives sans tenir compte des limites que lui opposent les rapports de production existants, et donc par un accroissement des contradictions à tous les niveaux, économiques, politiques et culturels.

Son expansion et donc sa survie impliquent qu'il secrète à son profit un type de *division internationale du travail* où les inégalités de développement, loin de se résorber, s'accroissent. En particulier, nous nous trouvons, du fait de l'intégration d'une partie de l'activité scientifique aux forces productives, à l'ère d'un impérialisme où il ne s'agit plus seulement d'exporter des marchandises pour réaliser l'excédent de la valeur que l'on ne peut réaliser sur place, ni même seulement d'investir dans les pays tiers, mais de se subordonner leur potentiel productif et de piller leurs ressources matérielles et humaines.

A l'intérieur de cette division internationale du travail, les formes d'exploitation et de domination capitaliste sont extrêmement complexes et diverses. La pénétration impérialiste se fait tantôt de façon préférentielle en direction des pays déjà industrialisés qui servent de relais à l'impérialisme dominant des États-Unis, tantôt en direction des formations socio-économiques à dominante pré-capitaliste, ou les deux à la fois, instituant ainsi un réseau très complexe d'échanges inégaux et donc de rivalités.

La tendance à l'unification du monde capitaliste n'empêche en effet pas que des contradictions se manifestent sans cesse entre les principales puissances capitalistes. Les impérialismes secondaires tentent d'échapper à leur mise en tutelle par l'impérialisme dominant pour défendre leurs sources de profit alors qu'au contraire l'impérialisme américain essaye de les subordonner à sa stratégie économique. Pour leur part, les pays capitalistes sous-développés qui voient leurs positions se dégrader sans cesse, sont contraints de rechercher désespérément auprès des puissances impérialistes des moyens pour financer leur faible croissance économique, ce qui ne fait qu'accroître leur dépendance et par contrecoup rend plus explosives les contradictions sociales qui les minent.

De plus, les puissances capitalistes se trouvent confrontées à l'existence des pays de l'Est qui soustraient à leur système d'influence une grande partie du globe. Face à cette réalité, elles réagissent de façon contradictoire, cherchant tantôt à utiliser leurs forces militaires et économiques pour affaiblir ces adversaires, tantôt à s'entendre avec certains d'entre eux pour améliorer leurs positions au détriment d'autres pays capitalistes.

Mais ceci ne veut pas dire que le capitalisme tombera de lui-même, par exemple, à la suite d'une crise économique de type 1929. Au stade actuel du développement capitaliste, divers facteurs sont intervenus pour en changer, sinon la nature, du moins les modalités de fonctionnement :

— d'une part, les rapports de force entre capitalistes et ouvriers ont atteint un niveau tel que l'élargissement de la consommation de masse individuelle et parfois même collective — qui ne peut coïncider de façon permanente avec les objectifs du capital — est devenu une nécessité vitale. C'est pourquoi le capital assisté de l'État doit veiller à une croissance économique relativement rapide dans les pays les plus développés pour essayer d'échapper aux conflits sociaux.

— d'autre part, plus le « capital fixe », se développe à une large échelle et se concentre, plus l'existence de modalités partielles de régulation du processus de production devient une condition et une nécessité de la survie du capitalisme.

A ce stade du développement des forces productives, la stratégie du capitalisme doit tenir compte de ces données nouvelles et contradictoires. La politique antérieure des monopoles consistant à mettre purement et simplement sous le boisseau les découvertes scientifiques n'est plus tenable. Jamais la formule de Marx, selon laquelle la concurrence produit le monopole et le monopole produit la concurrence, n'a été aussi justifiée. La guerre capitaliste n'est plus une guerre de position mais de mouvement. Le capitalisme est condamné à une perpétuelle fuite en avant, mais en reproduisant perpétuellement ses limites structurelles qui en font un mode de production particulier et, par là, susceptible d'être renversé.

L'évolution récente a mis clairement en lumière à la fois ces possibilités partielles de régulation et leurs limites.

2. De 1945 au début des années 60, l'économie capitaliste a connu une phase d'expansion presque continue d'une ampleur exceptionnelle. A plusieurs reprises, la conjoncture a subi des

ralentissements mais à aucun moment cela n'a dégénéré en une véritable crise comme il s'en est tant produit avant 1939. Cette évolution a été lancée par les dépenses de reconstruction, puis soutenue par les dépenses militaires. Mais on ne doit pas sous-estimer le rôle essentiel joué par les États dans le soutien et la régulation de la croissance. En incitant alternativement à la formation des investissements et à l'accroissement de la demande, ils ont retardé la réapparition des contradictions les plus classiques du capitalisme dans chacun des pays occidentaux. En même temps, le commerce international a pu se développer grâce à la croissance des moyens de paiements encouragée par les États-Unis.

3. Avec la croissance, les deux éléments essentiels de bon fonctionnement ont tendu à disparaître. D'une part, progrès technique et progrès économique ont conduit à la concentration des instruments techniques et financiers de la production. Dans le but de profiter de vastes marchés, les firmes capitalistes ont poussé à la suppression des entraves nationales à leur propre développement. Dans chaque pays, elles ont cherché à réduire les secteurs pré-capitalistes, à s'affranchir des objectifs trop étroits des propriétaires du capital et à limiter l'intervention des États en faveur des secteurs non capitalistes. Dans l'économie mondiale, elles ont développé toutes les formes du néo-colonialisme en réduisant les chances d'un développement autonome des pays du tiers monde et elles ont en même temps revendiqué avec succès la libération des échanges de marchandises et de capital.

Mais l'ouverture des frontières, à son tour, a fait apparaître une double contradiction : elle révèle l'inégalité des productivités d'un pays à l'autre au moment où elle uniformise les besoins ; elle diminue l'efficacité des interventions étatiques alors que celles-ci sont encore plus nécessaires pour corriger les fluctuations transmises par les échanges extérieurs. Les firmes à la recherche de leur autonomie essaient de se soustraire aux « directives nationales » et les États ne peuvent défendre les équilibres internes qu'en pratiquant de plus en plus fréquemment des politiques de « stabilisation ».

4. Du fait des tensions croissantes intra-impérialistes, le système monétaire international s'est lui aussi détraqué.

Il ne pouvait fonctionner qu'à la condition que les différents pays européens acceptent indéfiniment le dollar comme moyen

de règlement et de conservation des créances et surtout que la permanence du déficit financier extérieur des États-Unis se maintienne pour laisser croître les réserves de l'ensemble des pays capitalistes. Lorsque les différents pays créanciers ont cessé d'accepter ces conditions, les U.S.A. ont été contraints de limiter leur propre déficit et de ce fait même ils ont ralenti la croissance des liquidités internationales, alors que le volume des échanges et des transferts continuait à s'accroître d'année en année. Chaque pays vit désormais à la merci d'une spéculation contre sa propre monnaie du fait que pour aucun d'entre eux, le volume des réserves de change publiques n'est à la mesure des masses de transferts qui peuvent être décidées à tout moment par les capitalistes privés.

5. Dès lors les manifestations de crises se sont multipliées. Depuis des années, la Grande-Bretagne cherche à imposer la discipline des salaires pour sauver le rôle international de ses firmes, l'Allemagne doit son expansion actuelle à la récession organisée en 1966-1967 qui avait élevé le nombre de chômeurs à 700 000 (l'Italie avait fait de même en 1963-1964); la France en est à sa 3^e phase de stabilisation organisée pour défendre sa balance commerciale, modérer la demande intérieure et peser sur les salaires par le chômage.

En réalité, chaque pays s'efforce d'affronter la concurrence internationale en sacrifiant des objectifs sociaux ou collectifs et en pratiquant des politiques industrielles qui déguisent de moins en moins les actions de dumping. Partout s'opère un resserrement entre milieux capitalistes et dirigeants de l'État et de l'Administration pour décider en commun des choix nécessaires à la stratégie capitaliste des firmes nationales et accélérer leur concentration.

Mais en même temps, les dirigeants capitalistes aimeraient bénéficier des regroupements internationaux pour échapper à la contre-partie de l'aide étatique qui risque d'être un certain contrôle sur leurs décisions.

6. La crise principale du capitalisme se développe alors sous plusieurs aspects :

a) C'est d'abord une crise internationale. La solution des difficultés du système monétaire international ne pourrait être trouvée que dans un accord entre les U.S.A. et les grands pays capitalistes européens. Mais les États-Unis déjà inquiets des

menaces qui pèsent sur leurs positions dans les pays du Tiers Monde et divisés sur les orientations à suivre pour opérer la reconversion après la fin de la guerre au Vietnam, voudraient pouvoir compter sur le système monétaire pour assurer leur emprise sur l'économie européenne. La France hier, le Japon et l'Allemagne aujourd'hui veulent au contraire utiliser leurs puissances créditrices pour remettre en cause le partage des pouvoirs internationaux, recouvrer la plénitude de leurs droits politiques et poser un jour le problème de leur force nucléaire.

b) C'est aussi une crise de direction. Par exemple les équipes nationales traditionnelles directement détentrices du capital, doivent rechercher la participation de technocrates qui définissent de nouvelles conceptions de l'intérêt capitaliste à long terme, mais sont en même temps très dépendants des grands centres de pouvoir financier. A leur tour ces techniciens sont mis en cause par tous ceux qui, dans l'entreprise et hors de l'entreprise, contestent la subordination de tous les moyens et de tous les objectifs de la société à l'intérêt du développement des grandes firmes.

c) C'est aussi une crise sociale qui a de graves répercussions politiques. Pour assurer la compétitivité maximum, les milieux dirigeants exigent la reconversion rapide des secteurs archaïques, la diminution des « charges », c'est-à-dire des objectifs sociaux et le contrôle de la formation et de la recherche, donc de l'Université, ainsi que de l'information, donc de la presse et de la radio. De ce fait, ils se coupent de toute une partie des classes sociales qui les appuyaient traditionnellement : petits agriculteurs, petite bourgeoisie commerçante en particulier.

d) C'est enfin une crise culturelle. Du fait des nécessités économiques, l'idéologie qu'impose aux travailleurs la classe dominante, envahit la vie quotidienne de chacun et tend donc à être ressentie de plus en plus nettement comme oppressante. La contestation du capitalisme a tendance à dépasser dès lors son organisation économique et sociale, pour mettre en cause ses instances politiques, culturelles.

Le capitalisme a actuellement plus de moyens qu'en 1929 d'éviter une crise internationale générale, mais en revanche, le seul ralentissement durable de la croissance et l'exaspération des rivalités nationales suffisent à rendre explosives les situations et à donner naissance à des contestations de plus en plus radicales correspondant aux trois aspects de la crise :

1) Contestations des centres de décisions économiques et politiques, de leurs agents, de leurs critères, de leurs objectifs.

2) Contestation du modèle général de développement promis par le capitalisme actuel.

3) Contestation des formes impérialistes, principales et secondaires, de développement de l'économie internationale.

THÈSE N° II

Les traits particuliers de la crise capitaliste en France

1. Comme les autres pays occidentaux, la France a connu depuis 1945 — et surtout de 1954 à 1963 — un développement économique exceptionnel dû à la demande élevée de biens d'équipements favorisée par l'existence d'un important secteur industriel et financier public et à la demande de biens de consommation soutenue par les transferts de revenus opérés dans le cadre de la Sécurité sociale.

Mais l'ouverture générale des frontières rendue nécessaire par les besoins d'internationalisation de l'activité capitaliste a accru la concurrence étrangère, alors que les structures de l'économie française n'étaient pas encore aussi efficaces que celles des pays capitalistes les plus avancés.

Essayant de résoudre ces contradictions, la politique de stabilisation prolongée par le V^e Plan a provoqué le ralentissement de l'activité économique et aggravé les inégalités que la croissance rapide avait pu masquer dans la période précédente.

Les tensions sociales engendrées par cette politique ont rendu possible le mouvement de mai-juin 1968, qui a fait apparaître clairement la profondeur des contradictions qui ébranlent la société française. Notre pays est entré ainsi de façon visible dans une période continue d'instabilité politique et sociale.

2. Le gaullisme pouvait donner l'impression d'être plus apte à résoudre ce type de crises que le régime parlementaire traditionnel. L'habileté exceptionnelle du chef de l'État à utiliser l'autorité que lui conférait son rôle historique pendant la guerre et à jouer sur les oppositions des différents groupes dominants, ainsi que l'incapacité de la gauche à présenter une solution correspondant actuel-

lement aux problèmes de notre époque, lui a souvent permis de surmonter temporairement certaines des contradictions de la société française.

Mais il a dû pour cela édifier un pouvoir encore plus centralisateur et détruire les institutions qui permettaient jadis une certaine discussion politique et une certaine négociation sociale : partis, collectivités locales, organismes paritaires tels que la Sécurité Sociale, tandis que les organes d'information comme l'O.R.T.F. étaient réduits à la servilité et que les organisations syndicales elles-mêmes étaient menacées de perdre leurs pouvoirs de représentativité.

3. Le régime gaulliste paraissait ainsi mieux adapté aux besoins de la concentration capitaliste moderne, moins dépendant des intérêts capitalistes marginaux, sur-représentés dans le parlementarisme classique. Cependant la France tout entière n'est elle-même qu'une des puissances capitalistes secondaires engagées dans une lutte inégale contre l'impérialisme dominant des États-Unis. Sous le régime gaulliste, elle a été le pays le plus engagé dans cette lutte. Le gaullisme a tenté en effet de restaurer la notion d'un état puissamment interventionniste. A l'inverse de bien des États capitalistes, il a essayé de définir une stratégie économique et de l'appliquer en s'appuyant parfois, comme dans le pétrole, sur le secteur public. Mais il n'a pas pu donner une cohérence à tous ses choix, ni jeter les bases économiques et sociales de sa politique dite d'indépendance nationale, faute d'une puissance industrielle suffisante. Le capitalisme français ne pouvait compenser son infériorité technologique, son insuffisance de productivité horaire, qu'en pesant sur le coût de la main-d'œuvre par un taux aggravé de l'exploitation. Incapable de payer les frais d'une « politique sociale », il devait alors rechercher l'appui de la petite bourgeoisie ennemie la plus résolue du progrès technique et du développement collectif.

Là, se situe la principale contradiction du régime et de la classe dirigeante. Le gaullisme, contrairement à ce qu'affirme le P.C.F. n'est pas exclusivement le régime des grands monopoles. Certes il aspire à devenir le moteur d'une modernisation du capitalisme français et il a choisi de répondre aux problèmes de la concurrence internationale par un encouragement systématique à la concentration technique et financière. Mais dans ce dessein, il révèle les conflits internes à la bourgeoisie et se trouve contraint à des arbitrages qui menacent la cohésion de son assise sociale tradition-

nelle, largement représentative des formes archaïques de production et des couches de la petite bourgeoisie parasitaire.

La phase actuelle du capitalisme peut être caractérisée par une soumission croissante de l'appareil d'État aux critères et aux besoins de l'économie capitaliste. Cette évolution du rôle de l'État se traduit notamment par la dégénérescence du parlement qui, réduit au rôle de figurant, cesse d'être le centre des compromis entre les classes sociales et entre les diverses couches de la bourgeoisie. Le bonapartisme gaulliste exprime cette nouvelle réalité : l'arbitrage se fait directement au niveau du chef de l'État, mais la personnalisation apparente du pouvoir couvre en fait son exercice dans des centres de décision et de concertation entre les technocrates et les représentants du patronat.

4. Le caractère particulièrement rétrograde et autoritaire de la plupart des capitalistes français, leur attachement à des méthodes de gestion et de commandement dépassées par l'évolution de la technologie témoignent de leur crainte devant toute modification sensible du système de domination économique, tant en raison des vieilles habitudes de prudence d'une bourgeoisie peu portée aux initiatives dans le domaine industriel, qu'en raison de l'acuité des affrontements de classe dans un passé récent (1936 - 1944 - 1953). Cela explique que depuis plusieurs mois les tensions se sont multipliées. Le retard dans la concentration des entreprises face à une concurrence internationale accrue a imposé naturellement une politique de pression renforcée sur les salaires, et d'élévation rapide de la productivité du travail par son intensification. Il est apparu ainsi un contraste saisissant entre les mythes de l'efficience néo-capitaliste, ouvrant à tous l'accès au bien-être matériel, et la réalité vécue quotidiennement par la quasi-totalité des travailleurs. De même, la prolifération bureaucratique d'un État ultra-centralisé, le mépris du Pouvoir pour toute forme, même illusoire de dialogue, sa tendance à se contenter de manipulations électorales plébiscitaires ou d'opérations de prestige, ont été autant d'éléments qui ont peu à peu atteint la légende d'un système étatique et politique qui serait soucieux de l'intérêt de tous et capable de prévoir l'événement.

5. L'inégalité interne et internationale du développement des forces productives introduit au sein du camp impérialiste et du système capitaliste français des contradictions que le régime gaulliste est désormais incapable de surmonter.

A travers l'échec de la politique d'indépendance nationale, c'est le capitalisme français tout entier qui s'est montré incapable de se moderniser et de rattraper le capitalisme américain dans le cadre de la compétition inter-impérialiste.

Les difficultés rencontrées par le capitalisme français dans sa tentative de modernisation constituent la chance historique du socialisme dans notre pays et créent les possibilités d'une victoire des forces socialistes en France.

Le conflit social, politique et culturel de mai 1968 a été la conséquence de cette crise structurelle du capitalisme dont les données demeurent fondamentalement inchangées. Le pouvoir gaulliste a tenté et tente de résoudre les conflits les plus sérieux par sa politique de « participation », mais il la complique lui-même de tant de précautions et de limites que dans de nombreux cas elle ne permet même pas d'exprimer la critique collective selon des procédures acceptables. En même temps, il renforce considérablement son appareil de répression, rogne les libertés publiques et se montre plus que jamais soucieux de s'affranchir de tout contrôle. Le peu qu'il semble donner d'une main, il essaye de le reprendre de l'autre. Dans tout cela, il est fortement appuyé par le patronat qui cherche à restaurer son autorité absolue dans les entreprises en licenciant des syndicalistes, qui affirme son opposition à l'extension des droits syndicaux partout où il le peut et qui, par la spéculation sur la monnaie, a préparé la voie à une politique de déflation. Dans de telles conditions, où se manifestent si ouvertement l'égoïsme forcené et la grande peur de la classe dominante, de nouveaux affrontements sont inévitables.

THÈSE N° III

Nécessité et actualité du socialisme

1. De plus en plus le mode capitaliste de production fait la démonstration de son incapacité structurelle à surmonter ses contradictions, à tirer le meilleur emploi des ressources immenses que le développement des sciences et des techniques a données aux hommes. Les forces productives, humaines et matérielles,

sont de plus en plus à l'étroit dans les limites que leur fixent les rapports de production capitalistes : elles restent asservies à la recherche de la plus-value et aux exigences de la reproduction élargie du capital.

Malgré les illusions de la « société du bien-être » et de la « société de consommation », la production pour la production, la prédétermination des besoins en fonction de la rentabilité capitaliste, les manipulations idéologiques, la réduction des travailleurs à l'état de simples supports des rapports de production constituent les aspects fondamentaux de la vie sous le régime capitaliste. De plus en plus il apparaît que les forces productives sont utilisées à des fins destructives (gaspillages, dépenses d'armement, impérialisme, etc...) des potentialités inscrites dans le contexte social.

C'est pourquoi, le socialisme ne peut être considéré comme une simple exigence morale; il est nécessaire pour libérer les forces productives et pour empêcher que l'humanité se débatte dans des crises de plus en plus graves. En même temps il est à l'ordre du jour, parce que la contradiction entre rapports de production et forces productives, ressentie de plus en plus profondément, a trouvé sa résolution théorique dans le socialisme scientifique et un début de résolution pratique dans l'activité du mouvement ouvrier.

Nous voyons déjà s'estomper le décalage entre le rêve socialiste de l'humanité et la vision claire des moyens pour y parvenir comme des formes nouvelles d'une société possible, une fois levée la contradiction entre le caractère social du travail et l'appropriation privée du capital. Qu'il s'agisse d'un certain nombre de secteurs d'activité pris isolément, ou qu'il s'agisse de la société tout entière, l'évidence se fait de plus en plus apparente que le socialisme apporte des solutions concrètes et actuelles aux contradictions multiples que rencontre notre société.

Le fait que les solutions socialistes se dessinent de manière toujours plus claire, comme des réponses précises à des situations délimitées, secteur par secteur, ne doit pas laisser croire qu'une structure socialiste propre à un seul secteur d'activité peut subsister dans un environnement capitaliste, bien au contraire.

Il ne doit pas non plus nous faire surestimer le niveau général de conscience. De la nécessité objective du socialisme à la compréhension subjective de cette nécessité et à l'affirmation des travailleurs en tant que force collective révolutionnaire, il existe une marge que la lutte de classe politique sous ses différentes formes doit combler.

La tâche est d'autant plus urgente que le régime capitaliste dispose encore de moyens plus importants pour prolonger son pouvoir. La tentation, pour une fraction de la bourgeoisie, de recourir à des formes autoritaires de domination rend plus actuelle et plus urgente encore la lutte pour le socialisme.

2. L'impasse dans laquelle se trouve le système capitaliste apparaît de plus en plus clairement à des couches de plus en plus nombreuses de la population. Les éléments les plus avancés du monde agricole découvrent par exemple qu'une politique purement libérale, n'agissant que par le soutien des prix sans toucher aux structures de la propriété privée, ne permet plus d'assurer un avenir aux paysans. Le travail en commun, la transformation et l'extension de la coopération, le contrôle public des sols et la maîtrise à partir de là de l'industrialisation de l'agriculture et de la distribution des produits. Telles sont les solutions vraiment actuelles.

3. La crise de l'université et du système d'enseignement a été ouverte à partir du double refus d'une culture de classe et d'une formation professionnelle qui satisfait davantage les besoins de spécialisation du patronat que les besoins de polyvalence des futurs travailleurs. Les solutions sont à rechercher dans un enseignement soumis au dialogue et à la critique, dans une ouverture réelle de l'enseignement à toutes les couches sociales, et dans la création de liens effectifs entre le monde du travail et le monde de ceux qui s'y préparent. Là encore les solutions vont dans le sens du socialisme.

4. De la même manière, la recherche scientifique joue un rôle croissant dans la détermination des objectifs et des stratégies de production. Le capitalisme tend pour cette raison à exercer sur elle un contrôle de plus en plus strict. Insérés dans l'enjeu des contradictions capitalistes, les chercheurs en découvrent le caractère insoluble. Là encore, il n'y a de solution que celle qui assure à la recherche des fonds intégralement publics et la soustrait à la pression du profit : ce sont des solutions d'orientation socialiste.

5. La crise financière récente a mis clairement en évidence l'étroitesse de la marge de manœuvre des milieux capitalistes qui en s'opposant aux moindres expériences réformatrices, font mentir chaque jour un peu plus la légende de l'« État provi-

dence ». Par ailleurs, le renforcement du pouvoir des milieux financiers internationaux, grâce à la libération croissante des mouvements de capitaux, rend de plus en plus difficile l'interventionnisme des États nationaux. Par là se rouvre la possibilité de crises économiques graves. Devant un système aussi visiblement absurde et qui travaille à sa propre perte, le problème qui se pose est bien celui de bouleverser complètement les mécanismes économiques et sociaux qui assurent sa survie.

6. D'une manière plus générale, les crises simultanées et interdépendantes de l'État, de la démocratie parlementaire, du capitalisme en tant que système économique, de la culture bourgeoise et du mode de vie appellent des solutions socialistes. Mais pour les rendre possibles, il faut abattre le rempart essentiel des capitalistes, leur État et instaurer l'hégémonie politique des travailleurs, tâche historique de notre temps.

THÈSE N° IV

La base sociale des forces socialistes

1. L'évolution économique a provoqué des modifications dans la structure des classes sociales telles qu'elles apparaissent au XIX^e siècle et une diversification des domaines où leurs affrontements se manifestent.

2. Les grandes entreprises, celles qui assurent le développement du système, voient leur propriété de plus en plus diluée entre un nombre considérable d'actionnaires sans pouvoirs, cependant que leur direction est assurée par des cadres qui sont de véritables fonctionnaires du capital et qui ne détiennent qu'une part infime de propriété. La grande bourgeoisie se définit davantage comme le milieu des grands dirigeants d'entreprises et des administrateurs de sociétés industrielles et financières, que comme celui des capitalistes individuels, et le système culturel est de plus en plus un des éléments déterminants de sa sélection et de sa formation.

3. La classe ouvrière, de son côté, s'est diversifiée et surtout son niveau de compétence technique s'est globalement élevé.

Il faut à ce sujet aborder un problème de définition qui a son importance, compte tenu de l'impact du vocabulaire sur l'opinion publique : les salariés mensuels, techniciens, cadres productifs, administratifs — ou les fonctionnaires — ne se reconnaissent pas sous le terme d'« ouvriers ». Ils réservent cette appellation aux travailleurs horaires (en général). Or cette dernière catégorie ne représente plus guère qu'un tiers de la population totale et tend encore à décroître. Aujourd'hui, sous le terme générique d'« ouvriers » — ou mieux, parce que plus précis de « prolétaires » — il faut entendre l'ensemble des hommes et des femmes qui vendent leur force de travail, ce qui représente la majorité croissante des salariés. Dans cette acception générale, les paysans intégrés par les firmes capitalistes, les chercheurs, les ingénieurs, certains travailleurs intellectuels peuvent faire partie du prolétariat selon les conditions concrètes d'exercice de leur travail.

4. La couche particulière de cadres est appelée en outre à jouer un rôle dans la construction du socialisme. Son apport technique est indispensable au succès de l'expérience et à l'exercice d'une démocratie économique effective. Cependant sa situation dans la société actuelle en fait une catégorie ambiguë à la fois quant à son rôle dans le processus de production, quant à sa place dans l'échelle des revenus et quant à ses origines sociales. Dans leurs tâches de producteur, les cadres ont les mêmes intérêts objectifs que les autres travailleurs. Les cadres gestionnaires, au contraire, sont dans une situation différente et ce n'est qu'une minorité d'entre eux qui rejoignent le combat socialiste. La hiérarchie des salaires fait apparaître également d'importants clivages. Une partie des salaires les plus élevés ne peut être considérée comme la location d'une force de travail, mais représente en fait, sous la forme juridique apparente du salariat, une répartition de la plus-value elle-même. Enfin, dans une couche sociale aussi hétérogène, les facteurs culturels, et notamment les classes d'origine, jouent un rôle souvent déterminant.

5. Les jeunes, en raison de leur situation économique, idéologique et politique particulière, constituent un groupe qui peut jouer un rôle important dans le combat pour le socialisme. Maintenu le plus longtemps possible dans une tutelle idéologique

qui vient justifier une tutelle économique et une surexploitation, les jeunes travailleurs vivent spécialement les contradictions du régime capitaliste.

En dépit d'une certaine influence de leur origine sociale qui découpe, parmi les jeunes, les couches dont la pratique peut être différente, un nombre croissant de jeunes fait partie de la base sociale des forces socialistes, en raison de leur situation dans la société bourgeoise.

6. Dans l'agriculture, la lutte des classes continue à opposer les salariés du patronat dans des exploitations agricoles, les coopératives et autres organisations professionnelles dirigées par la bourgeoisie et les industries agricoles ou alimentaires.

Dans le même temps, la bourgeoisie agricole, composée de gros exploitants, propriétaires ou fermiers, utilisant les plus pauvres pour maintenir ses rentes de situation, et dont les intérêts sont liés au développement capitaliste, domine politiquement et syndicalement la paysannerie.

A l'égard de la masse des petits et moyens exploitants, les forces capitalistes développent un double phénomène de prolétarianisation : elles condamnent, d'une part, bon nombre d'entre eux à une paupérisation dans un système de production archaïque pour pouvoir puiser dans son réservoir de main-d'œuvre non-qualifiée. Elles répandent, d'autre part, des formes d'économie contractuelles, partant desquelles, le paysan intégré devient le façonnier de l'industrie ou du commerce.

Les bases d'une lutte de classe à l'intérieur même de l'agriculture sont ainsi réunies. Un courant moderniste du type « jeune patron » utilise les aliénations du milieu et notamment le désir d'accession à la propriété privée des moyens de production pour canaliser les luttes vers des solutions qui s'inscrivent dans le système capitaliste.

Mais une masse de paysans est réellement en lutte contre le capitalisme et la bourgeoisie. Découvrant leur situation de prolétaires, ils conçoivent déjà l'organisation de leur profession sur des bases socialistes et participent à la lutte globale pour abattre le capitalisme.

7. Enfin les inégalités que secrète le capitalisme moderne se traduisent également au plan régional sur le mode d'une exploitation de type colonialiste, portant notamment sur le niveau d'emploi, de rémunération et sur les plans linguistiques et cultu

rels. Cette exploitation est un facteur important de prise de conscience dans des régions profondément sous l'emprise paternaliste des notables industriels et ruraux. Elle permet de découvrir certaines solidarités défensives entre ouvriers et petits paysans, qui ne permettent certes pas d'intégrer ces dernières forces au combat socialiste, mais qui peuvent, du point de vue stratégique, accroître les contradictions au sein de la bourgeoisie de ce pays.

8. Les formes nouvelles de la propriété et de la gestion capitalistes s'accompagnent d'un durcissement de la lutte des classes, dont la politique économique et sociale du gaullisme depuis quelques années est une expression saisissante. Mais le progrès technique se diffuse à une vitesse telle et sous de telles contradictions que la situation de classe est ressentie non seulement en fonction de ses caractéristiques essentielles et permanentes (être ouvrier ou être paysan), mais aussi en fonction de l'impossibilité où elle met les hommes de faire face aux changements inévitables des techniques de production (paysans de l'ouest, mineurs, ouvriers du textile naturel...).

9. De ce fait, la différenciation entre les classes sociales se fait aussi bien en fonction de l'accès au système d'enseignement qu'en fonction de la situation objective dans la production. L'école, l'enseignement professionnel, l'université jouent un rôle de plus en plus important comme élément de barrage et d'intégration sociale. L'immobilité de la condition ouvrière en est ressentie par les intéressés comme une conséquence.

10. La prise de conscience des situations de classes et des solidarités qui en découlent est elle-même marquée par cette évolution. C'est souvent dans les branches les plus modernes que le sentiment d'insécurité devant la rapidité du changement technologique est la plus grande, et c'est aussi dans ces branches que se trouve la plus forte proportion de travailleurs hautement qualifiés. Ils sont donc bien placés pour exprimer la forme d'exploitation qu'ils subissent et peuvent en tirer les conclusions politiques.

11. Le courant socialiste ne pourra triompher qu'en rassemblant tous ceux qui vendent leur force de travail et sont exclus de tout pouvoir effectif sur les décisions de production. Dans cet ensemble, qui constitue le prolétariat moderne au sens large, les différentes couches sociales ont leur rôle à jouer. Si les travailleurs

de l'industrie constituent l'élément moteur, à la fois en raison de leur position stratégique dans le processus de production, les intellectuels révolutionnaires occuperont inévitablement une place importante mais non prédominante dans l'élaboration et la formulation de l'apport théorique indispensable, ce qui implique leur participation effective aux luttes sociales. Des contradictions apparaîtront naturellement au sein des forces populaires elles-mêmes, aussi bien dans la période de lutte pour le pouvoir que dans la période de transition vers le socialisme. Ces contradictions sont liées à la division technologique du travail. Vouloir les nier reviendrait à imposer, au nom du prolétariat, la dictature d'une minorité bureaucratique et technocratique. L'hégémonie elle-même du prolétariat tout entier exige au contraire qu'elles soient surmontées par l'exercice de la démocratie au sein du mouvement socialiste lui-même et de la société tout entière, en même temps que par l'élévation continue du niveau de connaissance et de conscience de l'ensemble des travailleurs. Le parti doit y contribuer en apportant les analyses, les objectifs et les mots d'ordre d'action correspondant aux intérêts communs des classes sociales qui luttent contre le mode de production capitaliste.

THÈSE N° V

L'alternative démocratique est une fausse solution

1. L'union des forces sociales qui ont un intérêt commun à la disparition du système capitaliste ne peut être réalisée que dans l'action pour la construction de la société socialiste. C'est une autre stratégie que met en avant le Parti communiste : pour lui, le passage au socialisme dépend de l'établissement préalable d'une « démocratie avancée ». Cela implique à ses yeux la formation de la plus large coalition, donc l'alliance avec des couches sociales non capitalistes mais dont les intérêts actuels sont liés au système de profit et de propriété privée, et qui remettent en cause les excès de la concentration et de l'étatisation mais non le capitalisme lui-même.

Cette stratégie n'est pas profondément différente de celle qui a

présidé à l'établissement de certaines « démocraties populaires » au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Dans un premier temps, on cherche à affaiblir le pouvoir central en l'enfermant dans le système parlementaire classique; dans un second temps, le Parti communiste s'empare lui-même des leviers de commande, avec le concours de formations secondaires. Nous ne saurions nous prêter à une telle stratégie; les luttes que nous menons préfigurent le type de société que nous voulons construire, avec sa caractéristique originale d'allier étroitement socialisme et liberté.

2. Mais il est vrai que le passage au socialisme dépend nécessairement de la transformation du pouvoir central. La conquête du pouvoir au niveau des collectivités décentralisées et des unités de production resterait illusoire ou éphémère si elle ne s'accompagnait d'une mainmise des forces populaires sur l'appareil central de l'État. Pour abattre le capitalisme, les luttes doivent être menées en même temps au sommet et à la base : celles qui visent à transformer les réalités du travail, la nature de la production et le système de relations ou d'échanges entre les hommes ne peuvent attendre la conclusion des luttes qui visent à prendre en charge l'appareil d'État, les centres de décision économique et les principaux centres d'information. Mais leur sens en dépend. Avant comme après la prise du pouvoir par les forces socialistes, il convient de laisser jouer cette dialectique entre le mouvement de masse des travailleurs et les institutions politiques. Il ne saurait donc y avoir de modèle unique de passage au socialisme, même à l'intérieur d'un seul pays : le mouvement de mai 1968 ne correspondait pas à celui du Front Populaire de 1936.

3. Cette perspective implique un double refus :

— après la prise du pouvoir, le refus de contraindre les organisations de masse, et en particulier les syndicats, à se conformer à la politique définie par le seul pouvoir central;

— avant la prise du pouvoir : le refus de se laisser enfermer dans un jeu parlementaire trop éloigné des luttes à la base et du mouvement des masses.

Dans une société socialiste, le suffrage universel serait l'un des moyens privilégiés pour déterminer, à tous les échelons, les choix politiques et économiques de la collectivité tout entière. Dans la société actuelle, dominée par le pouvoir du capital et par les moyens d'information, de propagande et de conditionnement

culturel à son service, le suffrage universel ne permet pas plus l'expression des intérêts du peuple que la demande sur le marché, faussée par la publicité des entreprises et par leurs choix de production, ne révèle la véritable hiérarchie des besoins objectifs.

Toutefois, le suffrage universel peut refléter, dans une certaine mesure, le rapport des forces. Il est donc impossible de négliger les batailles électorales mais leur importance dépend de la conjoncture. Elles peuvent contribuer à relancer le rapport des forces dans un sens favorable aux travailleurs : on l'a vu après les grèves qui ont pu se dérouler après l'arrivée au pouvoir du gouvernement Wilson en Angleterre ou du Front Populaire en France. Elles peuvent mettre en cause plus directement le pouvoir central et soutenir les forces socialistes qui s'expriment à travers les luttes sociales. En cas de victoire, elles peuvent permettre à ces forces de contrôler l'appareil d'État et certains centres de décision ou d'information.

Mais l'exercice du gouvernement, conséquence d'une éventuelle conquête de la majorité parlementaire, ne saurait être confondu avec la conquête du pouvoir réel. Dans la société capitaliste moderne, les décisions les plus importantes sur le plan politique, économique et social ne sont pas prises au niveau des organes représentatifs, mais en dehors des institutions proprement dites, dans les centres de consultation entre les directions capitalistes et les organes de l'État. Le pouvoir de la bourgeoisie ne réside pas essentiellement dans son emprise sur l'État, mais dans sa direction de l'économie à travers l'appropriation privée des moyens de production. Si le contrôle des organes du gouvernement constitue un facteur décisif pour un aboutissement victorieux de la lutte, la conquête effective du pouvoir implique en fait le changement des rapports de forces à tous les échelons et tout d'abord au niveau des entreprises elles-mêmes.

4 La recherche d'une représentation parlementaire peut aussi s'expliquer par une volonté de réformes. Il est vrai qu'à certains moments de la lutte, il peut être utile d'aboutir à des compromis, c'est-à-dire à des réformes partielles, il faut alors que ces conquêtes puissent servir à de nouvelles luttes, plus intenses et plus significatives. Il ne saurait donc y avoir d'action parlementaire sans un lien étroit et permanent avec les luttes sociales; les forces populaires ne peuvent adopter la pratique et la théorie social-démocrates, qui font dépendre la transformation sociale de la seule action politique, au sens institutionnel et traditionnel du

mot. C'est au contraire, sur le lieu du travail qu'elles doivent mener prioritairement la bataille, puisque c'est là que s'exprime fondamentalement la puissance de leur adversaire.

5. L'ampleur des réformes réalisables dépend après une victoire populaire, du rapport des forces et de la conjoncture. Mais il est décisif d'imposer de véritables réformes qui modifient dans la société tout entière, la répartition des pouvoirs en faveur des classes populaires et des forces socialistes. Ces transformations rendues possibles par l'intervention des masses, doivent être poursuivies à travers un processus ininterrompu de transitions vers le socialisme.

Si une coalition victorieuse des classes anticapitalistes portait des coups suffisamment forts à l'État capitaliste pour que celui-ci cède la place à un nouveau pouvoir au service des travailleurs, rien n'interdirait alors de procéder graduellement à la construction d'une société socialiste. Par contre, si un premier succès des forces populaires était insuffisamment exploité et n'aboutissait qu'à une modification des structures politiques, des réformes même considérables (nationalisations par exemple) ne pourraient empêcher le capitalisme — national ou international — de continuer à exercer sa pression en vue d'un retour en force de ses partisans. Fixer comme objectif aux travailleurs la conquête d'une démocratie véritable ou avancée est par conséquent une erreur profonde. C'est en fait les orienter vers un aménagement illusoire de l'ordre existant; c'est leur proposer — ou faire semblant de leur proposer — une voie qui n'est pas sensiblement différente de celle du réformisme traditionnel.

6. L'« alternative démocratique » est donc une fausse solution. Ainsi le programme minimum dit de « démocratie avancée » tend à se concilier la petite bourgeoisie qui, dans sa majorité, recoupe un marais apolitique, oscillant entre la droite et la gauche. Le P.C.F. se pose en défenseur de ses structures et de ses modes de production périmés, ce qui contribue à maintenir une barrière de classe entre elle et le prolétariat. Cependant toute importante lutte de masse la rejette vers la droite. Il s'agit beaucoup moins de la gagner par des pratiques réformistes que par la puissance et la force d'attraction de la classe ouvrière, et l'assurance qu'un pouvoir ouvrier lui assurerait une transition vers le socialisme. Seule l'alternative socialiste s'imposera efficacement, car elle peut seule répondre aujourd'hui aux impératifs

d'une société dont la transformation radicale est devenue la condition nécessaire du progrès matériel et de la libération des hommes. Elle implique une stratégie globale visant à la conquête du pouvoir à tous les niveaux de la décision économique et politique.

THÈSE N° VI

Sur la société socialiste en gestation

1. Le mouvement de mai a montré que des solutions socialistes apparaissent actuelles et nécessaires à des couches de plus en plus nombreuses de la société. Le caractère illusoire des propositions social-démocrates n'en apparaît que plus évident. Cependant la référence au socialisme ne constitue pas, pour les pays développés, une image claire ni convaincante. Bien au contraire, les formes bureaucratiques et oppressives de la plupart des expériences socialistes en cours, constituent aujourd'hui, pour de nombreux travailleurs, un élément d'inquiétude et d'hésitation, voire un motif de refuser de s'engager dans la lutte pour l'instauration d'un pouvoir socialiste en France.

2. Les révolutions socialistes qui ont jusqu'à présent triomphé de l'adversaire capitaliste, sauf le cas des révolutions exportées en Europe de l'Est, ont toutes eu lieu dans des pays économiquement peu développés. La plupart ont dû faire face à d'énormes difficultés économiques et sociales, suscitées par le bas niveau des forces productives ou par des interventions étrangères. La recherche d'une industrialisation rapide à partir de bases de départ réduites, la nécessité de transformer des masses paysannes considérables, au niveau culturel faible, en travailleurs de la grande industrie, ont exigé des sacrifices tels qu'ils entraînaient inéluctablement un processus de bureaucratisation. En U.R.S.S. en particulier, l'incapacité où se trouvait la classe ouvrière d'exercer un contrôle réel sur le pouvoir, a permis aux tendances autoritaires de triompher au sein du Parti communiste et de s'affranchir, sous Staline, de tout contrepoids démocra-

tique. Il en est résulté un édifice social ultra-hiérarchisé, rappelant certains des pires aspects du capitalisme, et dans lequel les travailleurs sont privés des moyens élémentaires d'expression politique.

3. Aujourd'hui cependant, la centralisation de l'ère stalinienne est entrée en crise. Une première vague de contestations (Hongrie, Berlin-Est, Pologne) a provoqué un réexamen des méthodes de planification en même temps qu'elle démontrait la faillibilité du système. Sous des formes diverses, avec une conscience plus ou moins nette des problèmes à affronter, des pays en transition vers le socialisme ont mis à l'ordre du jour la lutte contre la bureaucratisation. C'est par exemple le sens de la révolution culturelle chinoise, comme c'est le sens de la recherche d'une démocratie directe qui se fait à Cuba.

Les efforts faits en Europe pour ouvrir la voie de la démocratie socialiste méritent un examen critique d'autant plus attentif que le stade de développement industriel de ces pays se rapproche davantage du nôtre. L'autogestion yougoslave a eu le mérite de créer un type de rapports sociaux et humains dont certains aspects vont dans le sens du socialisme non bureaucratique dont nous sommes partisans. Le rejet de la planification administrative et son remplacement par un système plus souple et plus démocratique, l'expérience des conseils ouvriers de gestion, les multiples formes de coopération à la campagne, enfin les formes d'autogestion sociale instituées dans les localités, les quartiers, les groupes d'habitation, les services publics et les organismes de distribution pour les produits de consommation sont autant de références utilisables pour l'élaboration d'un projet socialiste nouveau.

C'est dans cet esprit qu'il importe de dégager le véritable sens de l'évolution de la Tchécoslovaquie. Pays européen, industriellement développé, la Tchécoslovaquie constitue en effet un terrain favorable pour la construction d'un socialisme adapté aux conditions des pays capitalistes avancés. Découvrant qu'une planification doit s'assouplir pour correspondre aux besoins d'une société en cours de développement et donc de diversification croissante, les communistes tchécoslovaques ont compris que cette souplesse devait être apportée au système économique par la libre expression des conflits d'intérêts. Ils en ont conclu à la nécessité de supprimer l'appareil policier, autrefois justifié par la nécessité de protéger une économie socialiste fragile parce que

récemment établie, et aujourd'hui inutile parce que le socialisme, assuré de ses fondements, a désormais pour tâche principale de régler les contradictions entre différentes catégories de travailleurs. Les discussions sur le rôle dirigeant du Parti et sur la gestion ouvrière n'avaient pas d'autre sens, et le coup d'arrêt soviétique s'explique avant tout par le refus d'admettre une expérience qui risquait de démontrer l'inutilité de la bureaucratie. Notre condamnation radicale de cette intervention ne signifie pas que nous considérions comme positifs tous les aspects de l'évolution dans laquelle s'engageait le P.C. tchécoslovaque.

4. Dans la conscience de nombreux communistes a pénétré l'idée que la domination bureaucratique exercée sur les peuples au nom du prolétariat était devenue une entrave majeure à l'épanouissement du socialisme. Mais cette évolution ne s'est pas fait sentir encore dans l'action du Parti communiste français. Dès lors, pour les travailleurs français, le règne bureaucratique n'est pas une image lointaine d'Europe orientale mais une réalité vivante, une projection du même phénomène sous leurs propres yeux. Le Parti communiste français n'a pas abandonné la théorie de la « courroie de transmission », particulièrement astreignante pour le mouvement syndical ; il sait faire capoter les initiatives qui sont nées en dehors de lui ou dont il ne peut pas assurer le contrôle total, (les actions contre la guerre du Vietnam nous en ont fourni maints exemples) ; il sait vassaliser ceux qui acceptent d'être ses compagnons de route ; il tente de détruire systématiquement les associations qui ne peuvent pas être satellisées ; il refuse toute expression politique autonome des forces socialistes dans les municipalités où elles sont ses alliées minoritaires.

Notre désaccord avec le Parti communiste français doit être précisé en des termes permettant d'ouvrir un large débat public :

a) sur les formes d'organisation : critique du pouvoir incontrôlé de la commission des cadres du Parti, créant une hiérarchie cooptée ;

b) sur l'idéologie que déguise ce bureaucratisme : en invoquant le titre de « parti de la classe ouvrière », le Parti communiste français réclame le monopole du pouvoir de fait dans toutes les situations où il prône néanmoins des alliances. L'hétérogénéité de la classe ouvrière, tant au point de vue de ses traditions que de sa structure, interdit à tout parti de revendiquer sa représentation exclusive.

5. Dans un tel contexte, la démonstration qu'un régime économique socialiste est le fondement nécessaire d'une société plus libre, revêt une particulière importance car elle est seule capable d'empêcher le rejet du socialisme par des couches sociales qui ont vocation à être ses meilleurs défenseurs. Mais cette démonstration découle de la nature même des contradictions qui minent la société capitaliste actuelle.

6. Dans les pays de l'Europe occidentale, les bases du développement industriel ont été jetées au siècle dernier par le système capitaliste lui-même. Le problème n'est donc pas d'édifier rapidement une société industrielle nouvelle au prix d'un effort exceptionnel traduit par le rationnement, mais au contraire d'utiliser au mieux les possibilités techniques de l'économie au service du bien-être et de l'épanouissement de chacun.

Le capitalisme moderne fait apparaître sous quatre aspects essentiels la contradiction permanente qui existe entre le caractère social du travail et l'appropriation privée des moyens de production et d'échange. Ces quatre aspects concernent la répartition, la croissance et l'utilisation des ressources nées du travail.

a) Tout d'abord le maintien de la domination des groupes dirigeants liés au capital implique une très grande inégalité dans la répartition des fortunes et des revenus. Cette inégalité permet en effet d'intéresser les cadres supérieurs au maintien du système et de provoquer des conflits entre les différents groupes de travailleurs; elle est encore accusée par le système d'appropriation des actifs créés par autofinancement et par la législation concernant l'héritage.

A partir de l'inégalité, les décisions les plus rationnelles au regard du calcul économique effectué par la collectivité ne peuvent conduire qu'à de nouvelles injustices; la même règle ou le même tarif ne peuvent en effet avoir le même effet sur des citoyens disposant de moyens par trop inégaux. Les choix de production eux-mêmes sont conditionnés par cette répartition et aboutissent à diminuer l'efficacité du système de production et à en réduire la rentabilité.

b) La nécessité absolue de conserver le contrôle de leurs affaires amène les milieux dirigeants à limiter l'appel à des ressources extérieures à l'entreprise pour le développement de ces entreprises. Ainsi liée aux variations de l'autofinancement, la

croissance des investissements subit des à-coups considérables qui provoquent à leur tour des fluctuations dans les rythmes de l'activité économique, et ce n'est qu'à de rares moments que l'on peut approcher du plein emploi; par là même le capitalisme est condamné à se restreindre lui-même et à entraîner les pays qu'il domine dans une sous-utilisation des possibilités de développement.

c) L'appropriation privée des facteurs de production, source du pouvoir économique et finalement du pouvoir politique, amène à subordonner les choix collectifs aux impératifs des entreprises de production elles-mêmes.

Tout ce qui peut apparaître comme des charges dont l'entreprise pourrait être libérée est systématiquement combattu. Au nom de la compétitivité des économies, les groupes dirigeants s'efforcent de restreindre le champ des projets sociaux. Aux U.S.A., ce sont les programmes de lutte contre la pauvreté et les projets en faveur des villes et surtout des communautés de couleur qui sont la cible préférée des milieux d'affaires.

Dans les pays du Marché Commun, la planification officielle ou les interventions publiques sont de plus en plus subordonnées à des stratégies du développement industriel, quitte à rogner sur les programmes de couverture des risques sociaux, d'urbanisation et d'éducation. Au nom de sa défense en tant que producteur, le citoyen voit ses besoins les plus essentiels sacrifiés; son travail est aliéné dans des objets dont on cherche ensuite à lui prouver qu'ils sont l'expression de ses désirs les plus profonds.

d) Enfin, pour conserver leur pouvoir, les dirigeants actuels du secteur privé doivent, ou renoncer au développement, ou procéder à une concentration incessante sans se soucier des conséquences d'une telle attitude malthusienne, de telle sorte que les choix d'une seule firme touchent un nombre croissant de travailleurs dans plusieurs pays et mettent encore plus les centres de décision hors de la portée de ceux qui en subissent les conséquences dans leur vie quotidienne.

Mais le développement même de l'économie ne peut se réaliser sans une élévation rapide du niveau de formation des travailleurs, et ceux-ci découvrent que l'entreprise capitaliste veut utiliser leur force de travail et leur qualification, mais en aucune manière leur capacité intellectuelle de discuter, voire de mettre en question les objectifs de l'entreprise dont ils dépendent et, par-delà celle-ci, du système économique qu'elle plie à ses propres exigences.

7. C'est à partir de ces quatre aspects de la même contradiction que s'organisent les trois axes de développement de la société socialiste en pays industriel.

Le premier axe est la mise en place d'un système de planification centrale, souple et adaptable mais capable d'imposer ses orientations, c'est-à-dire des choix politiques homogènes et une distribution de la richesse collective qui ne laisse à personne la disposition de rentes sur la collectivité.

Le second axe est la décentralisation de l'organisation économique, de manière à situer les décisions le plus près possible des intéressés pour qu'ils puissent les prendre ou, à tout le moins, les contrôler en pleine connaissance de cause.

Le troisième axe est l'organisation d'un système d'éducation et de culture donnant à chacun le moyen de comprendre le monde dans lequel il vit et éventuellement de le remettre en question, créant la possibilité permanente d'apprendre les données nouvelles de sa profession pour conserver sa liberté de travailleur et enfin ouvrant la perspective d'une réduction progressive dans la différenciation des tâches.

8. La planification socialiste répond à un double objet. Par le caractère démocratique de son élaboration, elle doit permettre aux hommes en tant que producteurs, en tant que consommateurs, en tant qu'habitants et en tant que citoyens, d'exprimer leurs préférences collectives et de déterminer les choix sociaux que ces préférences impliquent. L'expression de ces préférences et de ces choix exige l'extension maximale de la démocratie à tous les niveaux de l'organisation économique et sociale.

Par ses moyens d'exécution, constitués à partir des organismes d'études, de recherche et de financement et appuyés par la fixation de règles fiscales et de prix directeurs, la planification imposera les choix de la collectivité, établis au niveau national et précisés à l'échelon régional. Elle assurera la lutte permanente contre toute rente de situation ou de monopole. Dans la période de transition, en dehors des nationalisations qui auront été décidées pour des raisons d'intérêt général, la nationalisation restera, dans tous les autres cas, la sanction ultime pour non-respect des orientations du plan. L'arme essentielle de la planification étant la création de capacités de production nouvelles, la multiplication des entreprises publiques de caractère national

ou régional, la création éventuelle de sociétés d'économie mixte et le maniement du permis de construire industriel resteront ses moyens les plus puissants.

9. La nationalisation ou plus généralement l'appropriation collective des moyens de production et d'échange ne résout qu'un problème : celui de mettre fin à la source primordiale de contrôle du pouvoir économique par la bourgeoisie. Mais elle ne préjuge en rien de la forme de gestion à mettre à sa place. Elle est même lourde d'un risque de gestion bureaucratique.

Il est certes d'autres secteurs dont la collectivisation s'impose pour des raisons multiples. Ainsi la municipalisation progressive des terrains à bâtir est nécessaire pour mettre en œuvre une politique efficace du logement et de l'aménagement urbain, donc redonner un contenu positif à la démocratie locale. Ainsi la nationalisation des industries produisant les biens nécessaires à l'exercice de la médecine correspondra à la mise en place d'une organisation non lucrative protégeant le mieux possible la santé de tous les Français.

Mais l'essentiel restera d'organiser effectivement le pouvoir de la collectivité des travailleurs et non celui d'une bureaucratie d'État au fur et à mesure que l'appropriation collective aura détruit le pouvoir des classes actuellement possédantes. Pour lutter contre de telles déviations bureaucratiques, il faut décentraliser l'initiative et le contrôle dans le détail de l'activité économique. Ceci implique la nécessité de faire jouer des critères économiques qui permettent aux intéressés de juger les responsables d'une gestion, de les critiquer, de les révoquer. L'État ne doit ni protéger des statuts hiérarchiques qui seraient arbitrairement acquis une fois pour toutes, ni déterminer impérativement dans leurs détails les conditions économiques des décisions des entreprises. La formation technique et idéologique destinée à amener les mobilités nécessaires dans l'expérience des responsabilités doit constituer la tâche privilégiée de l'université socialiste, et être dans toute la mesure du possible assurée dans le cadre même des horaires de travail des producteurs.

Pour l'agriculture, on peut concevoir une organisation socialiste de l'économie agricole qui réduira à sa plus simple expression l'influence de la propriété foncière. Il faut pour cela programmer l'organisation de la production, de la distribution des produits alimentaires dans des formes coopératives passant outre à l'opposition des propriétaires fonciers.

Dans le reste de l'appareil de production, le problème-clé est le contrôle démocratique des décisions des entreprises. Là où les techniques de production ou le niveau de qualification élevé des travailleurs le permet, l'autogestion, c'est-à-dire la prise des décisions essentielles, le choix des directeurs et leur révocabilité par des conseils élus par les travailleurs de l'entreprise, devra être mise en place. Partout ailleurs, à chaque niveau de l'entreprise (atelier, département, usine, groupe) les directions resteront nommées, mais des représentations ouvrières devront exercer sur les décisions un contrôle sanctionné par un droit de veto. Le mouvement syndical de son côté restera libre de contester la gestion comme d'en faire évoluer les conditions par des accords contractuels. Le passage à l'autogestion complète pourra se faire sur la demande des travailleurs, après l'approbation de la collectivité régionale, tutrice des entreprises en ce qui concerne le respect de la légalité socialiste comme l'application du plan.

10. En pays développé, un système économique socialiste ne peut trouver son équilibre que grâce à la complète liberté d'expression de tous les intérêts que la planification entend prendre en considération. C'est en outre seulement par la clarté de l'information que l'opinion pourra être convaincue de la justesse des choix économiques faits. Trois types de dispositions doivent assurer l'exercice complet de cette liberté et faire ainsi de la société socialiste cette société d'hommes libres qu'il est impossible au capitalisme de devenir.

En premier lieu la liberté d'expression sera assurée à tous les courants, amis ou ennemis, qui subsisteront dans une société pluraliste. Elle sera garantie par le statut de la radio-télévision, par la nationalisation des moyens de presse (imprimerie — messagerie — publicité), grâce à la création d'offices nationaux, gérés par les représentants des travailleurs, qui mettront les moyens techniques d'information à la disposition des divers courants d'opinion.

En second lieu, la liberté résultera également de la diminution des fonctions de l'État central. Chargé de préparer l'avenir, de diriger la planification et d'orienter la recherche, l'État devra être déchargé de l'essentiel de ses fonctions de gestion courante, soit au profit de services publics autogérés (éducation, santé) soit au profit des collectivités régionales (aménagement du territoire, tutelle des entreprises de dimension régionale : logement, etc.), ou locales.

En troisième lieu, et par-delà le débat entre les partis politiques, le mouvement syndical conservera une fonction de contestation sans être directement responsable de la gestion économique. Cependant le rôle des syndicats ne saurait se borner à l'action revendicative ou à la contestation de la gestion. Dans une société socialiste, les syndicats doivent avoir un rôle d'information sur les statuts de la gestion, un rôle d'étude et d'information sur la situation économique de la nation et de l'entreprise afin d'aider les travailleurs à participer à l'élaboration de la planification ainsi qu'au contrôle de son exécution.

11. Dans une société de cette nature, la culture ne sera plus l'ensemble de références mondiales, tirées de disciplines sans rapport avec l'activité collective, à quoi la bourgeoisie reconnaît ses fils. Elle sera pour chacun le moyen de peser d'un poids plus grand parce que plus informé sur toutes les décisions qui conditionnent sa vie quotidienne au travail comme hors du travail. Elle sera pour ce faire complétée et enrichie tout au long de l'existence.

Luttant pour réduire constamment les inégalités sociales et régionales, permettant à chacun de trouver son épanouissement par l'apport de ses capacités créatrices au travail productif de la collectivité, la société socialiste sera l'antithèse de la société capitaliste actuelle. Ainsi aura vécu le mythe de la société dite par antiphrase de consommation, où le modèle publicitaire de consommation est toujours supérieur à ce que la collectivité offre en fait à chacun.

THÈSE N° VII

Nécessité de l'organisation du courant socialiste sous une forme autonome

Les deux formations traditionnelles de la Gauche, issues de la scission de Tours, se sont depuis de longues années révélées incapables de définir le projet, les formes et les moyens d'une voie européenne vers le socialisme. L'union de la Gauche, conçue sous

la forme de cartels électoraux et de compromis entre des appareils rivaux, n'a pas permis de succès déterminants de 1965 à 1968; elle a volé en éclats lors de la crise de mai, parce qu'elle s'est révélée inapte à organiser le combat des masses populaires, à lui ouvrir des perspectives claires, à apporter une réponse au problème du Pouvoir lorsque celui-ci s'est trouvé posé.

Le mouvement de mai a cependant échoué.

Cet échec tient aux raisons suivantes :

- le mouvement de masse ne s'est pas suffisamment développé pour contraindre les directions du P.C.F. et de la C.G.T. à infléchir leurs positions;
- le mouvement n'a souvent été qu'improvisé par suite de l'absence d'une direction politique des luttes;
- le mouvement n'avait enfin aucun projet politique cohérent pour l'avenir adapté aux rapports de force du moment qui puisse accélérer la mobilisation et accroître la confiance des masses dans la lutte pour le socialisme.

La crise révolutionnaire de mai a cependant révélé que désormais la véritable frontière passe entre ceux qui font du combat pour la démocratie socialiste la réponse actuelle à la crise du capitalisme et ceux qui continuent à ne voir dans le socialisme qu'une hypothèse futuriste qu'ils concilient tant bien que mal avec une pratique réformiste s'inscrivant dans le cadre du système actuel.

La crise de mai a en même temps révélé qu'un mouvement fondé sur la seule contestation du régime en place était capable d'ébranler fortement celui-ci, mais non pas de le vaincre; du même coup, l'unité de ce mouvement risque de ne pas survivre à l'échec qu'il a essuyé et de déboucher sur le morcellement en groupes rivaux, protestataires et inefficaces.

Le Courant Socialiste vise à associer d'une part les forces structurées — politiques, syndicales, sociales, culturelles — qui ont choisi de mener le combat socialiste, d'autre part des groupes ou individus encore non engagés ou bien isolés dans des organisations qui n'ont pas fait le choix socialiste ou dans des organisations dont les directions actuelles font obstacle à ce choix. Ainsi, le Courant Socialiste prépare la véritable unité ouvrière. Courant pluraliste, il est inconciliable avec toute tentative de monopole ou de bureaucratie; il se donne à lui-même les structures souples et décentralisées qui résultent du combat socialiste à la base et sur les lieux du travail, en fonction de situations changeantes.

Le Courant Socialiste ne peut trouver son unité que dans la recherche d'une stratégie offensive, fondée sur la lutte pour le socialisme, et entraînant par des actions menées en fonction d'objectifs précis tous ceux qui sentent confusément que le combat aujourd'hui implique non seulement des formes nouvelles mais la constitution d'une force adaptée à celle-ci.

THÈSE N° VIII

La place du P.S.U. dans le courant socialiste

Dès son premier congrès, en 1960, le P.S.U. s'est prononcé pour la formation d'un Front Socialiste des travailleurs groupant les organisations et les hommes dont la lutte rejoint le combat pour le socialisme. Cette stratégie a connu des applications pratiques, notamment dans la lutte contre la guerre d'Algérie. Mais, surtout à partir de 1962, les difficultés pratiques rencontrées ont fait apparaître au sein du P.S.U. diverses orientations. Pour les uns, le P.S.U. devait unir la gauche traditionnelle; pour d'autres, il était une fraction de la gauche non-communiste destinée à rénover celle-ci en s'agrégeant à elle; pour d'autres enfin, il était un témoin protestataire, volontairement minoritaire, annonciateur d'une révolution lointaine.

Pourtant, cela n'a pas empêché le P.S.U. de multiplier les propositions de programme en démontrant ainsi que, face aux plans et aux choix du régime, d'autres choix étaient possibles. Il a ainsi contribué à la prise de conscience des travailleurs et élevé la volonté de lutte.

Les luttes du mois de mai qui se sont déroulées en dehors de la Social-Démocratie et du Parti Communiste Français ont permis de dépasser les débats sur l'« unité » et le « renouveau » de la Gauche. Elles placent le P.S.U. dans une situation nouvelle tant au niveau de la stratégie que de sa pratique.

Le P.S.U. doit tirer aujourd'hui les conséquences de cette situation nouvelle et des choix qui ont été les siens.

Parce qu'il ne prétend pas avoir le monopole des luttes, le P.S.U. se considère comme l'une des composantes du Courant

Socialiste à construire. Il propose à ses partenaires les objectifs programmatiques, les moyens stratégiques et les formes d'action qui permettront dès maintenant de tirer toutes les conséquences politiques de la crise du capitalisme et d'esquisser les formes de la démocratie socialiste à construire.

Il importe d'éclairer les divergences politiques qui séparent le P.S.U. des autres forces du mouvement de mai et d'unifier la pratique politique des différentes composantes du mouvement; l'action commune à la base est un des moyens principaux de résoudre les divergences.

Parce qu'il est un parti politique, le P.S.U. a pour rôle de poser le problème du pouvoir d'État, d'affirmer qu'il est candidat au pouvoir et de se préparer le cas échéant à prendre à ce niveau toutes ses responsabilités.

THÈSE N° IX

Socialisme et liberté : de la politique du programme

1. La profondeur de la crise que traverse le capitalisme mondial, et notamment la France, n'assure en rien la victoire du socialisme. Bien au contraire, la répulsion légitime que suscite le modèle autoritaire du socialisme, liée à l'impuissance de la social-démocratie à proposer un véritable projet de société demeurent aujourd'hui pour le socialisme des causes de faiblesse qui rendent plus pressant le risque de durcissement autoritaire du régime.

La lutte du courant socialiste doit donc être dès aujourd'hui menée dans des conditions qui, tout à la fois, permettent d'atteindre ses objectifs : le renversement du gaullisme et du capitalisme, et soient évocatrices de la société socialiste à construire, aussi bien par le contenu même du programme que par la vie démocratique interne des organisations.

2. Un des problèmes fondamentaux sur lequel bute l'ensemble du mouvement ouvrier reste l'apparition régulière de la bureaucratie dans ses organisations. Bien sûr, le mouvement communiste est le plus exposé à cette caporalisation et les raisons en sont bien connues (application mécaniste des formes d'organisation lénin-

niste, rôle considérable du stalinisme, etc.), mais il serait inexact d'affirmer qu'il est le seul à connaître cette déviation.

De façon très large, la Social-Démocratie est aussi bureaucratique, et ni les votes internes par mandats, ni la reconnaissance des tendances n'ont empêché cette évolution; les exemples allemands (SPD) et français (SFIO) sont suffisamment significatifs pour que l'on doive en tenir compte.

On constate par ailleurs que même des organisations beaucoup plus restreintes par la taille et l'influence ne sont pas exemptes de ces manipulations bureaucratiques, même lorsqu'elles prétendent lutter contre les tendances antidémocratiques et promouvoir un programme révolutionnaire.

3. C'est donc une raison plus profonde que les simples problèmes d'organisation, de direction, de ligne politique immédiate qui est à l'origine des phénomènes de bureaucratisation. C'est en réalité une absence de connaissance approfondie des masses populaires, des conditions d'activité politique qui leur sont imposées par la société capitaliste, c'est-à-dire en un mot une carence théorique grave, d'autant plus grave qu'elle aboutit à la bureaucratie d'État après le rejet des structures capitalistes.

En affirmant trop simplement que les classes exploitées n'ont que leurs chaînes à perdre, on ignore les divisions qui les traversent, les différences qui caractérisent leur place dans le processus de production, les divergences qui les séparent dans le domaine de la perception du monde social. La domination capitaliste, tant économique que politique et culturelle, a pour effet de cloisonner les vues des différents groupes ou classes victimes du capital, voire de créer des oppositions à l'intérieur de la classe ouvrière. De façon spontanée, il n'y a pas et ne peut y avoir de front anti-capitaliste, cohérent dans sa dénonciation de l'ordre social actuel ou de sa volonté de créer un ordre nouveau.

C'est pourquoi tout schéma unanimiste « a priori » est un rêve, une évasion devant une expérience vécue fondamentalement hétérogène. L'évolution bureaucratique est entre autres la résultante de cette volonté tenace d'appliquer d'en haut des schémas abstraits en niant les différenciations sociales et culturelles, elle est aussi la résultante des théorisations à partir de cette fausse conception du prolétariat ou de ses alliés.

4. Si les travailleurs salariés, les ruraux, les étudiants et enseignants vivent tous dans leur travail des situations heurtées, contra-

dictoires d'une catégorie à l'autre, d'un atelier à l'autre, d'une branche d'industrie à l'autre, il y a des raisons précises à cet état de fait.

Le P.S.U. pense qu'il est important de mettre au grand jour ces tensions pour les étudier, les expliquer et les surmonter; les masquer ou les nier ne menant qu'à une conception religieuse du parti et de l'action politique, où l'oracle venu du haut tient lieu d'expérience vécue.

Les étudier : notre rôle est de faire prendre conscience de façon explicite aux travailleurs de leurs différences respectives. Il y a des contradictions entre horaires et mensuels, entre travailleurs de Paris et de Province, etc. qu'il faut prioritairement connaître. Le mois de mai a mis en lumière deux autres contradictions : celles qui existent entre travailleurs industriels et étudiants, entre prolétaires et paysans.

Les expliquer : il faut montrer que l'affrontement principal se situe entre les classes sociales antagonistes (ouvrière et bourgeoise) et qu'en laissant les contradictions secondaires entre travailleurs prendre le dessus dans la pratique quotidienne (syndicale ou politique), on livre ainsi aux capitalistes des moyens essentiels pour maintenir leur domination.

Les surmonter : c'est pourquoi, il est nécessaire que soit éclairée par l'action politique socialiste la solidarité des travailleurs face à l'adversaire capitaliste. C'est seulement ainsi que ces derniers pourront déployer dans l'interdépendance la complémentarité des efforts et la coopération sur la base de la diversité de leur force collective.

5. C'est en se fondant sur de tels critères que le Courant Socialiste et en son sein le P.S.U. doit mener ses luttes, de manière à préfigurer le type de société qu'il entreprend de construire, avec sa caractéristique originale d'allier étroitement socialisme et liberté.

Cela conditionne le type de stratégie, la nature des débats internes et le choix des objectifs. La stratégie tout d'abord doit chercher conjointement à attaquer et à briser les structures capitalistes et le régime politique qui les défend, et à contester la culture dominante en en faisant apparaître clairement toute la signification politique.

La nature des débats internes ensuite doit illustrer l'application immédiate de cette politique. Car il n'est pas vrai que les différences, voire les antagonismes entre producteurs et non-producteurs, entre étudiants et salariés, étudiants et enseignants, ouvriers

agricoles et exploitants, etc., s'arrêtent miraculeusement au seuil du parti. Nos propres militants vivent ces situations et ces contradictions. Il faut donc qu'ils s'expriment librement, longuement et totalement pour en faire le bilan, l'unification ensuite se faisant à partir des discussions idéologiques et de l'accord profond réalisé entre la théorie et la pratique.

Par le choix de ses objectifs, le parti cherchera à briser les schémas artificiels qui règnent parmi les travailleurs et à démontrer le type d'unité supérieure à la réalisation duquel doit contribuer le Courant Socialiste.

6. De là découle le rôle du programme. Le programme est l'ensemble cohérent des buts que s'assigne le Courant Socialiste pour la période de transition. Révisable lors de chaque changement important de situation, il décrit les différentes mesures ou les différentes politiques susceptibles de résoudre les problèmes les plus importants laissés sans solution par le régime capitaliste et de transformer la situation de certaines catégories sociales. Le programme doit faire apparaître les grands axes de la création de structures socialistes de production et de gestion; il doit aussi répondre au besoin d'expliquer à chaque moment et dans chaque situation ce que serait une politique socialiste si elle pouvait être mise en œuvre; il doit enfin arbitrer entre les intérêts ou orientations contradictoires qui divisent les couches populaires et contribuer à surmonter ainsi les contradictions secondaires au sein des forces socialistes.

Pour ces raisons, chaque mesure partielle ou chaque objectif de détail inscrit dans le programme de transition, qu'il consiste en une réforme de structure, en une revendication de pouvoir d'achat ou en une procédure de négociation, doit être défini en fonction de la mobilisation populaire qu'il permet.

Il n'est guère de réformes de structures, « a fortiori » de revendications de pouvoir d'achat qui ne soient d'une manière ou d'une autre au moins temporairement assimilable par le capitalisme. Mais ces objectifs une fois atteints, à un moment ou à un autre, permettent d'accentuer les contradictions du système capitaliste. Il appartient donc au Courant socialiste de peser au maximum pour aggraver ces contradictions. Chaque réforme de structure, chaque revendication doit être pensée en fonction de cette préoccupation constante mais aussi en ce qu'elle permet de faire prendre conscience aux masses populaires de la nécessité de l'alternative socialiste.

Ainsi la Sécurité Sociale, que l'on a cru pendant vingt ans intégrée au système notamment en tant qu'instrument anti-cyclique, en constitue aujourd'hui une charge financière de moins en moins supportable, en même temps qu'elle a beaucoup contribué à poser le problème de la santé en termes socialistes. Ainsi les nationalisations actuellement digérées par un capitalisme assoupi, pourraient redevenir dès la prise du pouvoir, un élément décisif pour la victoire d'une expérience socialiste. Ainsi l'échelle mobile des salaires, dont la portée sociale est faible, peut être de nature à rompre l'équilibre socio-économique du capitalisme à certains moments de son histoire. Mais aucune de ces réformes ne suffit.

C'est au contraire leur conjonction, imposée par la mobilisation populaire, qui permet de renverser le rapport des forces au profit définitif du socialisme.

Dans ces conditions, chacun des objectifs partiels sera adopté s'il répond à toutes les conditions suivantes :

- Il doit correspondre à un besoin largement ressenti pour pouvoir être compris.
- Il doit être choisi et décrit dans les limites du possible, exactement de ce que rendrait possible un régime socialiste fondé sur le meilleur emploi des capacités de production et des hommes.
- Il doit enfin s'inscrire dans la ligne socialiste et permettre l'avancée du progrès technique. Là se situe le critère d'arbitrage des contradictions secondaires au sein des couches populaires. Cela condamne notamment tout objectif de pure défense sociale qui ne permettrait pas d'anticiper sur les formes, les structures et la répartition des revenus dans la société socialiste.

C'est dans la mesure où effectivement les militants du P.S.U. bâtiront leurs programmes (notamment en effectuant rapidement une mise à jour et une refonte complète du programme d'ensemble du parti) et conduiront leurs luttes de cette façon qu'il n'y aura pas de dégénérescence bureaucratique. C'est dans la mesure où nous donnons l'exemple de la victoire sur cette dangereuse gangrène que nous remplirons nos objectifs totalement, surtout en ce qui concerne la liaison indissoluble entre socialisme et liberté.

THÈSE N° X

La stratégie du courant socialiste

1. L'objectif fondamental du courant socialiste est de faire comprendre aux couches sociales exploitées la nécessité de lutter pour le pouvoir. Pour cela, il ne peut se contenter d'une activité de propagande ou d'actions à portée symbolique et limitée; il doit en fait s'insérer dans des luttes réelles qui embrassent des masses de plus en plus importantes et ébranlent le pouvoir de la bourgeoisie.

2. Il lui faut par conséquent agir sur des contradictions du système pour les rendre plus apparentes et par là même plus insupportables. Qu'il s'agisse des transformations du système d'enseignement, de la décentralisation administrative, de la politique agricole, de l'emploi ou des concentrations d'entreprises, les classes dirigeantes actuelles ne peuvent résoudre leurs propres difficultés (inflation, manque de compétitivité, inadaptation de l'université aux besoins de l'industrie moderne, incapacité de répondre aux aspirations populaires sur une base régionale) qu'en modifiant les situations établies et en bouleversant l'équilibre social. Ce faisant elles révèlent les points de faiblesse du système, mettent des secteurs importants en difficulté et suscitent des réactions critiques même dans des milieux (enseignants, cadres, petits agriculteurs) qui se croient volontiers à l'abri de la lutte des classes.

3. Ces crises propres à tel ou tel secteur, en venant s'ajouter aux contradictions permanentes du capitalisme moderne, rendent l'équilibre politique du régime gaulliste de plus en plus précaire. Il existe donc des possibilités de rassemblement qu'il faut exploiter contre le système et ses assises sociales sans aucune hésitation.

4. Toutefois cette exploitation politique doit avoir un sens positif conforme à l'objectif fondamental. Le Courant Socialiste ne doit donc pas favoriser la constitution de fronts dits anti-

monopolistes dont la caractéristique est de regrouper des intérêts conservateurs liés à des formes archaïques de production ou d'organisation sociale avec les intérêts des travailleurs exploités. Ces fronts sont parfaitement assimilables par le régime dans la mesure où les poussées qu'ils expriment (défense d'un capitalisme archaïque et volonté de dépassement du salariat) se neutralisent réciproquement.

5. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'abandonner à leur sort les couches sociales dont les moyens d'existence sont liés à ces formes archaïques de production ou d'organisation, mais de leur montrer qu'il n'y a pas d'autre issue que de mettre en question les rapports capitalistes de production. La convergence dans l'action doit être obtenue à partir de mots d'ordre qui ne se plient pas à la logique capitaliste, même s'ils doivent être réalistes, c'est-à-dire correspondre à des possibilités effectives de réalisation dans un contexte où le rapport des forces politiques serait transformé.

6. C'est pourquoi le courant socialiste qui se refuse à la stratégie du tout ou rien se doit de lier les revendications matérielles immédiates à des objectifs transitoires — comme la revendication d'un contrôle des travailleurs sur les rapports de travail — qui, en suscitant une résistance acharnée des capitalistes, font apparaître la nécessité de modifications radicales à l'ordre social pour que les conquêtes obtenues ne soient pas sans lendemain.

Dans une action de ce type, les propositions de réforme de structures qui tendent à modifier les rapports de force entre les classes se présentent naturellement comme un prolongement logique et elles-mêmes en fonction de la mobilisation populaire qu'elles nécessitent et des oppositions qu'elles rencontrent, font toucher du doigt la nécessité de lutte pour le pouvoir.

7. Une telle orientation stratégique peut s'appliquer à des conjonctures fort différentes. Elle ne postule pas des schémas préconçus, mais partant de situations fort variables, cherche à user l'hégémonie politique et culturelle de la bourgeoisie pour ouvrir une crise de régime à plus ou moins long terme. Lorsque l'adversaire capitaliste est encore capable de s'affirmer facilement, l'essentiel sera de rassembler les couches exploitées autour de mots d'ordre socialistes, et de conquérir des positions de force dans les entreprises, au besoin par la négociation, afin d'avoir des bases possi-

bles de contre-offensive. Au contraire, lorsque le pouvoir en place est sur la défensive, il s'agit de mener une bataille qui vise à une rupture de l'équilibre politique et social.

8. Les couches exploitées ne peuvent être rassemblées autour de mots d'ordre socialistes sans une double démarche inséparable de l'insertion dans les luttes sociales réelles. Cette double démarche consiste en un travail d'analyse et un effort pédagogique nécessairement liés, dans tous les lieux où se situe la lutte des militants du Parti.

Elle doit être basée sur une analyse de la psychologie collective des couches sociales objectivement exploitées et qui, pourtant, n'ont pas rejoint les forces en lutte pour le socialisme? C'est l'analyse et l'explication de l'idéologie et de la culture dominantes, c'est-à-dire des idées et des méthodes grâce auxquelles la classe bourgeoise entraîne à ses côtés, en les trompant, une partie des couches sociales exploitées et les amène ainsi à défendre des intérêts opposés à leurs propres intérêts de classe.

Un exemple réside dans la manière dont la classe bourgeoise a utilisé une partie des idées religieuses comme instrument du maintien de sa domination.

THÈSE N° XI

La contestation et la prise du pouvoir

1. Luttant pour la création d'une société socialiste, le Courant Socialiste entend conquérir le pouvoir pour en transformer la nature à tous les niveaux de l'organisation sociale. Cette transformation collective des structures de production, des formes de consommation et de l'organisation hiérarchique de la société se fera à la mesure de la prise de conscience collective dans la lutte et pas seulement sur les consignes d'un gouvernement socialiste supposé efficace.

Devant cette volonté de transformation, comme devant toute atteinte à son pouvoir, la bourgeoisie se défendra. Le problème des conditions de la prise du pouvoir est posé par la nature de cet affrontement.

2. Toute révolution socialiste suppose une crise sociale et politique où les masses populaires opposent leurs propres organes de pouvoir, embryon de la légalité socialiste, au pouvoir de la bourgeoisie réduit à son appareil de répression.

Il importe par conséquent de distinguer l'arrivée au gouvernement d'une coalition de gauche dans le cadre des institutions bourgeoises et la prise effective du pouvoir révolutionnaire par les travailleurs.

Il est clair qu'une victoire électorale n'est susceptible d'entraîner une issue positive que si elle s'inscrit dans un climat de crise sociale et politique qui permette son dépassement rapide.

L'utilisation de l'appareil gouvernemental peut servir le développement des luttes mais dans les limites offertes par la légalité bourgeoise; elle ne peut en aucune façon se substituer à la conquête effective du pouvoir, créatrice de la nouvelle légalité socialiste. L'épreuve décisive entre les contre-pouvoirs nés de la lutte à la base et le système étatique bourgeois est donc inéluctable, pour assurer la construction de l'État socialiste, instrument du pouvoir des travailleurs.

Il va de soi que jeter les bases de la démocratie socialiste implique la transformation effective des rapports de pouvoirs dans toute la société, à partir d'une modification des rapports de production après la prise du pouvoir.

Les luttes électorales seront donc menées en fonction de l'idée que la maîtrise légale de l'appareil gouvernemental peut être un appoint important dans l'affrontement social à prévoir, *mais que la mobilisation des masses populaires* à tous les niveaux de la vie active, notamment dans les entreprises et dans la rue, sera nécessaire pour renverser définitivement le rapport des forces et garantir la réalité et la permanence du pouvoir populaire dans tous les domaines.

3. Une telle mobilisation des masses exclut formellement toute tactique fondée sur le coup d'État d'une minorité active séparée du mouvement de masse. Un tel coup d'État ne pourrait aboutir, dans la meilleure hypothèse, qu'à l'exercice éphémère du gouvernement. Le mouvement révolutionnaire de masse ne peut être au contraire que le couronnement de l'ensemble des luttes politiques, économiques et sociales, grâce auxquelles la masse des travailleurs acquiert la conviction, par son expérience pratique de tous les jours, que l'alternative socialiste est à la fois nécessaire et possible.

Loin d'imposer à tous la volonté de quelques-uns, le mouvement révolutionnaire de masse représente ainsi, quelles que soient les formes historiques de son accession au pouvoir, l'expression la plus authentique de la démocratie.

4. Les formes pratiques de la prise du pouvoir et des luttes qui la préparent peuvent être les plus diverses, à la condition de rester dans le cadre d'une stratégie de masse, tendant à la rupture globale du rapport des forces. Ces formes comprennent, bien entendu, l'utilisation maximale des moyens légaux existants : élections - presse - réunions - manifestations - grèves - etc., elles ne sauraient cependant être limitées par le respect formel de la légalité bourgeoise. Dans les périodes de crise de régime, le mouvement des masses doit tenir pour illégales — sur le plan de sa propre légalité, embryon de la légalité socialiste future — les mesures adoptées par les classes dirigeantes pour préserver leur domination en assurant, par exemple, le refuge de leurs capitaux à l'étranger ou sous toutes autres formes. Les grèves et les manifestations interdites, les occupations d'usines et de bâtiments publics, la formation de contre-pouvoirs coordonnés à l'échelon national pour la remise en marche des activités économiques et sociales sont alors les formes spécifiques d'une action démocratique de masse.

5. Le problème de la violence n'a pas de signification s'il est posé en dehors de cette stratégie d'ensemble. La violence ne crée pas par elle-même une situation objective nouvelle. Elle n'est pas un moyen de forcer le cours de l'histoire. Les actions de masse, qui sont la forme de lutte essentielle du mouvement socialiste, peuvent se dérouler dans le cadre légal (grève, manifestations autorisées). Elles sont fréquemment conduites à dépasser ce cadre pour prendre des formes paralégales mais toujours pacifiques (occupations d'usines, manifestations interdites). Tout état bourgeois est fondé sur la force (cf. l'intoxication par les moyens d'information) et la victoire de cet état se manifeste lorsque son appareil répressif, au mépris parfois de sa propre légalité ou de ses propres règles judiciaires, cherche à bloquer le développement du mouvement de masse. La violence (active ou passive) devient alors le moyen nécessaire que les forces populaires doivent envisager et préparer pour briser l'obstination des classes dirigeantes à défendre leurs privilèges ou pour écraser leurs éventuelles tentatives de reconquête. Elle ne saurait consister en un simple affront-

tement d'une minorité militante et d'un appareil militaire. Elle est au contraire constituée par l'ensemble des moyens mis en œuvre par le mouvement populaire pour paralyser l'appareil économique, administratif et répressif au service des classes dirigeantes et pour y substituer son propre pouvoir. Le maintien au pouvoir des forces socialistes ne sera possible que si sont éliminés les dangers de réaction de la bourgeoisie, qu'il s'agisse de la fuite des capitaux (thèse 3 § 5) ou du danger d'une agression armée des pays demeurés capitalistes (thèse 16 § 2).

THÈSE N° XII

Action de masse et direction politique des luttes

1. L'avenir du socialisme dépend de la prise de conscience des masses et de leur mise en mouvement. C'est pourquoi l'action de masse est un terrain privilégié du combat socialiste.

La société industrielle avancée développe largement des phénomènes de masse qui peuvent donner de nouvelles formes à la lutte des classes en l'étendant à divers systèmes de relation et d'affrontement tels que l'enseignement, la culture, l'information, l'habitat, le commerce, etc.

2. L'action de masse est un puissant révélateur des contradictions de la société; elle oblige les forces sociales à se situer à leur place réelle; elle permet la prise de conscience des conflits essentiels; elle met en question le pouvoir des classes dominantes et le rend plus insupportable.

Il ne s'agit pas d'une réaction individuelle à une situation de masse : cet anarchisme n'est pas le socialisme. L'action de masse implique des organisations de masse. Elles ont pu naître de la masse elle-même ou des éléments les plus conscients ou encore de la rencontre des deux. Plusieurs types d'organisation de masse existent suivant les champs d'intervention ou les modes de lutte : syndicats, mouvements, comités.

Syndicats, comités, mouvements débordent de plus en plus les formes traditionnelles de la lutte des classes pour s'opposer

à certaines formes actuelles de l'exploitation capitaliste. Ainsi, si l'action syndicale se développe principalement sur le terrain d'affrontement des forces productives, elle tend aussi à s'élargir à de nouveaux domaines (problèmes de l'enseignement et de la culture, problème de l'organisation de la vie urbaine).

Les organisations de masse sont ainsi appelées à jouer un rôle politique important, et c'est pourquoi la présence active de tous les militants du P.S.U. dans les diverses organisations de masse est indispensable.

Se pose alors la question de la direction politique de leurs luttes. En France, cette question est compliquée par le fait du pluralisme des forces socialistes : pluralisme syndical et pluralisme politique.

3. Une organisation de masse ne peut tenir lieu de parti politique. Un parti est une organisation volontaire qui implique comme certaines organisations de masse une idéologie et une pratique militante mais y ajoute l'exercice de responsabilités proprement politiques. Ces trois éléments pourraient caractériser un parti bourgeois. Un Parti socialiste y ajoute l'exigence d'une stratégie des luttes sociales car son but est de libérer les travailleurs de l'exploitation capitaliste.

Pour élaborer et réaliser cette stratégie, le Parti a besoin des organisations de masse. Elles ne peuvent dépendre de lui ni en être les courroies de transmission : elles perdraient alors leur signification de masse et risqueraient de masquer aux yeux du Parti les conflits qui marquent réellement la société. Inversement, s'il est vrai que le Parti doit intervenir dans les conflits créés par l'action de masse à laquelle participe ses militants, il ne saurait faire dépendre de cette action son existence ou sa stratégie globale.

4. Seule une véritable autonomie permettra aux organisations de masse de correspondre aux réalités sociales, et au Parti socialiste de jouer son rôle dans la direction politique des luttes.

Cette autonomie suppose que le Parti puisse s'organiser pour développer librement sa propre action dans les masses (ex. : dans l'entreprise, parmi les jeunes, dans un grand ensemble). Si les organisations de masse en venaient à contester ce droit au Parti, elles créeraient elles-mêmes le risque que le Parti ne cherche à les contrôler pour retrouver sa capacité d'action. On ne peut lui demander de se refuser à exister en tant que tel sur le terrain de

la lutte sociale, ou alors on le conduit, soit à n'être plus un parti (mais un groupe insurrectionnel ou un syndicat du personnel politique), soit à n'être plus socialiste.

5. A l'heure actuelle, dans notre pays, aucune organisation — syndicat, mouvement ou parti — ne peut prétendre jouer à elle seule le rôle d'avant-garde. Mais il est bien vrai que, faute d'une direction politique des luttes, l'action de masse ne pourra pas déboucher sur une véritable prise de conscience : les organisations de masse ne peuvent seules créer les conditions de passage au socialisme tant que le capitalisme trouve l'appui de l'État et de tout son appareil.

La notion de direction politique des luttes est donc nécessaire à la construction du socialisme. Elle exprime l'exigence politique qui sera seule capable de donner sa portée révolutionnaire à l'exigence sociale des masses, dans la lutte des classes. C'est dans la confrontation incessante — à tous les niveaux et dans tous les secteurs — entre les différentes composantes du Courant Socialiste que sera préparée l'orientation politique nécessaire aux luttes qu'exige le combat socialiste. C'est ainsi, autour d'une ligne politique élaborée en commun, que pourront s'organiser les choix stratégiques dont doivent décider librement les organisations de masse aussi bien que les partis politiques. De tels rapports entre organisations de masse et parti seront le meilleur moyen de préfigurer le type de société socialiste que nous voulons instaurer.

THÈSE N° XIII

Forme des luttes sociales, rapports partis-syndicats

Le problème des rapports partis-syndicats ne peut être traité en termes formels et abstraits. Il faut rompre avec la distinction traditionnelle fondée en fait sur la distinction entre action parlementaire dévolue aux partis et action trade-unioniste dévolue aux syndicats. Cette distinction n'est que la conséquence des stratégies réformistes. La lutte syndicale et la lutte politique doivent

être envisagées comme parties intégrantes et sous des formes différentes, de la lutte d'ensemble pour le socialisme. C'est dans ce cadre que l'on doit situer l'autonomie du mouvement syndical.

A partir de ces constatations, le P.S.U. souligne qu'il est plus que jamais nécessaire que se constitue un puissant courant socialiste parmi les travailleurs. Cela implique :

1. L'absence de toute subordination des organisations syndicales aux Partis;

2. La discussion à l'intérieur des organisations syndicales des implications politiques des stratégies et des mots d'ordre syndicaux;

3. Une large discussion entre les militants et les organisations politiques et syndicales soucieuses d'imposer une alternative socialiste au régime gaulliste afin de définir des mots d'ordre offensifs;

4. L'organisation distincte, au sein des entreprises, des forces syndicales et politiques, qui ont à accomplir des tâches spécifiques.

Le P.S.U. entend contribuer à cette discussion et à cette élaboration.

C'est pourquoi il fait dès à présent les propositions suivantes qu'il souhaite discuter avec les organisations syndicales et qui seront reprises par ses militants à la base :

1. La reconnaissance réciproque de l'autonomie de décision, y compris pour les choix politiques, qu'implique la stratégie définie, ce qui suppose :

- le rejet de la « courroie de transmission »;
- le rejet de la conception des terrains privilégiés (l'entreprise aux syndicats, la cité aux partis);
- la concertation à parts égales pour l'action (front socialiste), cette concertation se faisant par des réunions tant à la base qu'au sommet et pouvant se conclure par des accords explicites sur des objectifs transitoires (contreplan ou objectifs quantitatifs et qualitatifs). Cependant les moyens d'action et les tactiques doivent rester spécifiques à chaque forme d'organisation;
- le soutien aux luttes touchant au pouvoir syndical (pouvoir de contestation et de négociation, reconnaissance, aux travailleurs, du droit de s'organiser pour leur défense);
- le refus de l'intégration du syndicat dans les structures de gestion.

2. En période de transition vers le socialisme, la réalisation du pouvoir ouvrier suppose une division des tâches, car la gestion de l'entreprise par les travailleurs doit laisser intacte la possibilité de contester cette gestion. Il conviendra d'assurer la participation des syndicats à l'élaboration et au contrôle du Plan sans que soient remis en cause l'autonomie du mouvement syndical et le droit de grève.

3. Dans une société socialiste, ne seront pas résolues toutes les contradictions économiques et sociales, il est nécessaire de conserver la dualité gestion-contestation, c'est dire à quel point de véritables syndicats restent nécessaires dans une société socialiste.

Pour la période actuelle, les objectifs sont :

- pour le P.S.U., la bataille politique du contrôle ouvrier, qui ne peut être menée que dans l'entreprise, directement avec la masse des travailleurs;
- pour des stratégies syndicales, le P.S.U. entend apporter sa contribution dans la lutte en proposant ses analyses dans la phase actuelle de la bataille, c'est pourquoi il a expliqué l'importance politique des revendications syndicales sur :

le pouvoir d'achat des travailleurs,
la remise en cause de la hiérarchie des salaires,
les droits syndicaux et la lutte contre la répression,
le plein emploi.

D'une façon générale, le P.S.U. entend discuter, à part entière, avec l'ensemble du courant socialiste, syndicats compris, de la stratégie anti-capitaliste capable d'assurer la convergence des luttes.

THÈSE N° XV

Les alliances

Pour le P.S.U. l'unité entre les organisations se réclamant du socialisme n'est pas une panacée, mais un moyen parmi d'autres dans la lutte pour la prise du pouvoir et la construction d'une société nouvelle. Les accords conclus entre les organisations ne

peuvent en effet avoir des suites positives que s'ils favorisent réellement la mobilisation à la base des travailleurs, que s'ils font progresser dans les couches les plus larges la conscience des objectifs à atteindre contre l'adversaire capitaliste. De ce point de vue, rien n'est plus pernicieux que des ententes prétendues durables qui ne font que masquer les divergences aux yeux des masses et sèment la confusion. Toute alliance est évidemment un compromis entre des partenaires dont les orientations et les intérêts ne sont pas identiques, mais la recherche de compromis n'a de sens que si la coalition qu'on veut établir n'est pas paralysée par l'existence en son sein de contradictions sociales et politiques fondamentales. Dans le passé (en 1935, en 1945, en 1965, au début de 1968), le mouvement ouvrier et socialiste a souvent sacrifié à une conception trop peu rigoureuse des alliances en pensant qu'il suffisait de nouer des coalitions électoralistes et d'additionner des voix pour apparaître comme une force. Dans chaque cas, les alliances se sont révélées fragiles et totalement incapables de porter des coups décisifs au capitalisme, voire de faire face à des situations sortant de l'ordinaire.

C'est pourquoi le P.S.U. affirme qu'il n'y a pas de politique d'alliances sérieuses sans discussion publique des objectifs et des divergences, ou sans participation effective de la base. Chaque partenaire, dans une coalition, doit conserver son droit à la critique politique et idéologique, comme son entière liberté d'initiative en dehors de ce qui ne fait pas explicitement l'objet de l'entente et surtout doit avoir la possibilité d'affirmer ses positions dans des organismes de base communs, et ouverts à tous (Comités d'action, etc.). Le but d'une alliance ainsi comprise doit être de multiplier les forces des participants en donnant aux travailleurs la certitude que la convergence obtenue dans l'action ne se fait pas au détriment de la participation démocratique de tous, ni au détriment de l'objectif stratégique : la prise du pouvoir.

Dans les circonstances présentes.

a) Le P.S.U. doit affirmer clairement que, à court terme, il cherchera de façon prioritaire, mais non exclusive, à s'allier avec les partis, groupes et mouvements qui, non seulement proclament leur volonté de privilégier l'action de transformation révolutionnaire de la société par rapport à l'action parlementaire et électorale, mais encore mettent en accord leur pratique avec leur théorie. Il doit ensuite indiquer clairement les points d'accord possibles mais aussi les limites de la solidarité.

b) Le P.S.U. ne se dissimule pas que la principale organisation du mouvement ouvrier et socialiste, le P.C.F., est très éloignée d'une pareille conception des alliances. Il est cependant persuadé que l'échec des tentatives passées crée une tension favorable pour que la question soit posée à tous les communistes; il faut donc s'adresser aux masses influencées par le P.C.F. en montrant concrètement, et non sous des formes de dénonciation globale et abstraite, les erreurs politiques commises par celui-ci.

Pour cela, le P.S.U. participera à toutes les actions unies susceptibles de développer chez les classes exploitées une conscience politique socialiste, au besoin il en prendra l'initiative. Mais il ne se prêtera pas aux formules équivoques d'union des républicains ou des démocrates, qui vont à l'encontre de la clarification politique nécessaire pour le mouvement socialiste. Il n'acceptera en particulier l'unité avec des courants social-démocrates que si ces derniers manifestent dans les faits leur volonté d'affronter le capitalisme sur des objectifs précis avec l'ensemble des forces populaires.

Sa préoccupation constante à travers les formes diverses de discussion et d'action à la base, d'actions unies au sommet, de confrontations publiques, sera de créer les conditions favorables à l'établissement d'une coalition solide et combative de toutes les forces populaires pour le socialisme.

THÈSE N° XVI

La dimension internationale des luttes

1. La lutte pour le socialisme ne saurait être limitée au cadre d'un seul État. Le conflit des forces populaires et des classes dirigeantes, à l'intérieur de chacune des économies nationales, s'inscrit dans le contexte de la crise mondiale de l'impérialisme.

Face à la solidarité internationale des grandes puissances capitalistes contre tout mouvement qui cherche à modifier le statu quo économique et social dans une partie quelconque du monde, il y a une interdépendance de fait des combats nationaux ou continentaux à l'échelle planétaire. L'échec ou le succès de luttes

menées dans une région a des répercussions à des milliers de kilomètres de distance, négatives ou positives. Ainsi la lutte héroïque du peuple vietnamien en infligeant échec sur échec aux agresseurs américains depuis quelques années a été un élément moteur d'une remontée socialiste tant dans les pays occidentaux que dans une partie des pays sous-développés.

2. Certains courants du mouvement socialiste occidental ont cherché un substitut à leurs propres difficultés en idéalisant les luttes révolutionnaires des peuples du Tiers Monde, et en présentant celles-ci comme les seules luttes capables de porter un coup décisif aux forteresses de l'impérialisme. Contre une telle conception, il faut rappeler qu'en accordant une priorité à un secteur par rapport à un autre, qu'en sous-estimant les possibilités de lutte dans les pays capitalistes développés, on y favorise la passivité des forces socialistes et par là même on permet à l'impérialisme de concentrer ses moyens contre le front le plus avancé. Le véritable internationalisme veut en fait qu'on commence à se battre effectivement sur son propre terrain contre l'ennemi commun ce qui ne signifie pas, bien entendu, que chacun mène sa propre lutte sans se préoccuper des autres. Au contraire, si la victoire des forces socialistes paraît possible dans un pays particulier, la consolidation de cette victoire et le développement du socialisme lui-même dépendront du soutien que lui apporteront les luttes populaires dans les autres pays et des répercussions qu'elle suscitera dans l'ensemble du système capitaliste mondial.

3. Cependant, le processus mondial de lutte pour le socialisme ne se limite pas à la convergence des conflits sociaux à l'intérieur de la citadelle capitaliste et des luttes menées, à la périphérie, par les forces populaires des pays dominés. Le phénomène est rendu plus complexe par les conflits internes de l'impérialisme lui-même, par le fait que de nombreux pays ou groupes sociaux sont à la fois oppresseurs et opprimés. La complexité s'accroît encore si l'on considère le rôle, dans le rapport des forces mondiales, des pays non capitalistes du monde.

4. L'ambiguïté de ce rôle tient à la nature même de ces pays et aux difficultés qu'ils ont rencontrées sur la voie du socialisme, à la fois du fait de conditions objectives défavorables (sous-développement initial, encerclement étranger, etc.) et d'erreurs poli-

tiques graves (conception bureaucratique du parti et de l'État). D'une part ces pays ont aboli la propriété privée des moyens de production. Ils ont fait la première expérience historique d'une économie débarrassée de la tutelle patronale. A ce titre, leur existence même constitue un affaiblissement du système capitaliste mondial et toute atteinte à leur intégrité serait un succès pour les forces impérialistes. D'autre part, les conditions objectives et les erreurs politiques évoquées plus haut ont abouti, dans le plus grand nombre de ces pays à une véritable dégénérescence bureaucratique du socialisme dont les répercussions internationales ont été extrêmement graves et demeurent aujourd'hui un obstacle au développement de l'internationalisme socialiste.

5. Dans le but de défendre des intérêts bureaucratiques d'État, les dirigeants de l'Union soviétique en particulier ont cherché à subordonner les partis communistes aux variations de leur diplomatie et à faire admettre l'idée que l'avancée du socialisme est possible seulement par leurs propres succès sur l'arène internationale. Préoccupés de trouver avec l'impérialisme américain un accord garantissant à chacun l'intangibilité de sa sphère d'influence contre les tendances centrifuges internes, ils ont tendance à ne voir dans les autres partis communistes qu'un moyen de pression sur le partenaire, tant qu'ils reconnaissent la direction idéologique du premier pays à s'être débarrassé du régime capitaliste et ne s'engagent pas dans une lutte conséquente pour le socialisme dans leur propre pays. L'attachement à cette conception de l'État-guide ou du parti-guide a eu et a toujours des conséquences profondément négatives. Les partis qui le partagent sont désarmés ou désarçonnés, devant les mouvements anti-bureaucratiques qui, depuis de longues années, secouent les pays non-capitalistes. En essayant de maintenir contre vents et marées, la fiction d'un camp socialiste qui préfigurerait le type de société qu'eux-mêmes voudraient instaurer, ils se refusent par là même à reconnaître toute la valeur positive de la contestation du stalinisme et jettent suspicion sur le combat socialiste dans les pays capitalistes.

6. C'est pourquoi le véritable internationalisme aujourd'hui ne comporte pas seulement la lutte contre l'impérialisme et ses serviteurs, contre la social-démocratie et son opportunisme, mais aussi contre les séquelles du stalinisme, contre les conceptions de l'État-guide et du parti-guide qui empêchent encore, malgré

des progrès récents, nombre de partis communistes et de pays non capitalistes dans le monde de jouer pleinement le rôle qui devrait être le leur dans la lutte mondiale pour le socialisme.

7. C'est en fonction de cette analyse que le P.S.U., sans s'embarrasser de préalables d'étiquettes, entend approfondir ses contacts avec les socialistes de toutes les parties du monde sans aliéner en rien sa liberté de critique. Si la diversité des luttes dans chaque pays ne permet pas d'envisager un état-major international, auquel des partis nationaux pourraient être subordonnés, leur convergence au contraire exige une coordination étroite, sous la forme d'un échange permanent des informations et d'une critique réciproque des expériences. C'est pourquoi notre parti, tout en s'efforçant de poursuivre ou de nouer des relations cordiales avec les autres courants socialistes, se fixera comme tâche prioritaire le renforcement et la structuration des contacts entre les organisations les plus proches de sa propre ligne, c'est-à-dire entre tous les courants du socialisme de gauche dans le monde entier.

8. Cette tâche est rendue plus importante par la politique des blocs et des alliances militaires, changeante et souvent contradictoire qui dégénère en conflits ouverts (Vietnam, Moyen-Orient, Nigéria, etc.) ou latents (Chine, Cuba, Tchécoslovaquie, etc.).

En même temps les luttes populaires anti-impérialistes, notamment en Amérique Latine, sont liées à des soulèvements militaires. Enfin, la superpuissance nucléaire des U.S.A. et de l'U.R.S.S. rend toujours possible un conflit dégénérant en massacres généralisés, ce qui freine le développement des luttes révolutionnaires. Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'elle sert abusivement de justification à certaines conceptions de la coexistence pacifique. Ainsi certains mouvements communistes s'opposent, au nom de la préservation de la paix et du respect de l'équilibre des blocs, à différents processus révolutionnaires en Amérique Latine et ailleurs.

En général, le militarisme est une des formes de plus en plus dangereuses de la politique impérialiste qui entrave la coordination des luttes révolutionnaires. En France, le prétendu « neutralisme » gaulliste ne peut masquer l'attachement de l'État au système du Pacte Atlantique. Le but de de Gaulle reste le partage du pouvoir mondial avec les grandes puissances nucléaires, en utilisant ce pouvoir contre les mouvements révolution-

naires internationaux. C'est pourquoi la lutte doit être engagée en France et dans les autres pays pour le retrait de l'Alliance Atlantique.

Il faut refuser le renouvellement par la France de son accord au Pacte, en mettant ainsi à nu les contradictions de la politique extérieure du gaullisme. La dénonciation des blocs et alliances militaires est une des voies indispensables de la coordination des luttes internationales pour le Socialisme.

THÈSE N° XVII

Les luttes à l'échelle européenne

1. Sans se réaliser au rythme spectaculaire espéré par ses promoteurs, l'intégration du capital à l'échelle des six états membres de la C.E.E. est un processus irréversible qui constitue une tendance objective de l'expansion des forces productives et dont il serait dangereux de sous-estimer l'ampleur.

Mais l'inégale préparation des secteurs industriels et agricoles et des régions à affronter la concurrence internationale européenne se traduit par l'échec d'une intégration politique. Pour atténuer les antagonismes des capitalismes nationaux et composer avec la pression sociale, les gouvernements entendent conserver le plein contrôle de leurs instruments d'intervention tels que la répartition des revenus et la politique sociale, la politique monétaire et les matrices des droits de douane.

Parallèlement, chez leurs ressortissants, les gouvernements exploitent et manipulent des réflexes nationalistes propres à faire dévier les mécontentements sociaux liés à l'inadaptation structurelle des pays à l'ouverture des frontières (plans de stabilisation exigés par les contraintes d'équilibre des balances de paiement).

2. Face à cette évolution et aux crises qu'elle engendre, notamment dans le domaine de l'emploi, les forces du mouvement ouvrier n'ont pas été à même de développer une stratégie commune. Leur force combative semble réduite par leur inaptitude à définir les solutions claires; tantôt elles croient utile d'appor-

ter un soutien — plus ou moins résigné — aux gouvernements nationaux lorsque ceux-ci demandent leur coopération en mettant en avant les thèmes de la défense des intérêts généraux du pays; tantôt elles contestent les décisions du même État mais seulement dans la mesure où celles-ci favorisent le maintien de la répartition actuelle des revenus.

De leur côté, les masses de petits paysans fidèles aux organisations traditionnelles, dominées par les grands agrariens acceptent une politique de défense corporative qui favorisent la mainmise progressive du grand capital sur le secteur de la production agricole et exacerbent les divergences d'intérêts entre les travailleurs ruraux et les masses urbaines.

En pratique, malgré la multiplication des rencontres au sommet des organes de défense des travailleurs et l'existence de grandes confédérations internationales, l'organisation de luttes communes se heurte à une attitude généralisée de défense des situations dans le contexte économique antérieur et non de conquêtes concertées et coordonnées exploitant au mieux la dynamique liée au changement d'échelle.

3. Il est peu probable que les forces socialistes parviennent au pouvoir, au même moment historique dans chacun des pays membres du Marché Commun. Le succès des premières ayant à accéder au pouvoir dépendra, dans une mesure décisive, du soutien apporté par le mouvement ouvrier des autres pays européens.

Cette perspective implique la définition d'une stratégie économique par laquelle des pays à structure sociale différente peuvent organiser entre eux une division internationale du travail qui respecte l'autonomie d'orientation de chacun : création de services publics européens de l'énergie, des transports, planification des échanges, mécanisme multilatéral de paiements géré collectivement avec droit de veto, etc.

4. Pour préparer cette étape, le mouvement ouvrier doit s'organiser à l'échelle européenne de façon à être en mesure d'exercer un véritable contrôle sur le processus de changement des structures au niveau européen actuellement en cours, et ainsi de l'orienter, selon ses propres objectifs.

5. Il faudra développer l'analyse de l'économie occidentale en mettant en évidence ses conséquences sociales.

Les propositions émanant des services « européens » (plan Mansholt, coordination des politiques économiques, politique

industrielle commune, etc.) seront également étudiées en s'attachant à dévoiler les choix politiques qui se dissimulent sous leur aspect extérieur de neutralité technique. Il n'est pas exclu, cependant, que certaines de ces propositions préconisent des réformes de structure susceptibles d'accentuer les contradictions du système. L'opposition que de telles propositions ne manqueront pas de susciter à l'intérieur de la bourgeoisie permettront aux masses laborieuses de prendre conscience de la nécessité d'une véritable alternative socialiste aux problèmes posés.

6. Parallèlement, et à la lumière de ces analyses, ces mêmes problèmes doivent être à la base de luttes concrètes susceptibles de multiplier l'unité d'action des travailleurs par-dessus les frontières en éliminant les réflexes nationalistes qui se sont jusqu'ici manifestés au sein du mouvement ouvrier européen, malgré la multiplication des liaisons et des rencontres.

Ainsi il faut développer des actions exemplaires pour faire apparaître les véritables solidarités. C'est par des contacts entre travailleurs français et anglais de l'aéronautique, français et italiens de l'automobile, entre paysans salariés ou non des régions rurales pauvres que pourraient être prises des initiatives de luttes simultanées.

Les problèmes des travailleurs migrants, des concentrations européennes, de « l'exportation du chômage », des « réformes des sécurités sociales » et des politiques agricoles communes doivent fournir la possibilité d'élargir le terrain des luttes et de multiplier les contacts à la base, par-dessus les frontières.

Dans la même direction, les éléments les plus conscients des travailleurs, des étudiants, des enseignants et des intellectuels doivent démontrer concrètement leur solidarité contre les tentatives qui visent en chaque pays à adapter les structures et le contenu des systèmes d'enseignement, de formation et de recherche aux besoins du capitalisme dans sa phase actuelle d'organisation internationale et de processus technique.

La liaison entre ces différentes formes de lutte permettra d'orienter les forces socialistes au-delà des réformes urgentes de l'organisation du Marché Commun, du système monétaire ou du système culturel vers une mise en cause de tout le régime économique, idéologique et politique de l'Europe occidentale.

7. Le P.S.U. s'efforcera de lier son action internationale à celle de sa pratique politique intérieure. Ses partenaires naturels

sont les mouvements révolutionnaires et il ne recherchera pas l'entente avec les courants socio-démocrates alliés au capitalisme.

THÈSE N° XIV ANNEXE

L'organisation du parti

PRÉAMBULE

Le P.S.U. doit améliorer considérablement ses structures de fonctionnement, sans remettre en cause à ce Congrès ses statuts. A l'issue de cette expérience, le VII^e Congrès en tirera les conclusions statutaires¹.

1. Le P.S.U. doit assurer l'entière démocratie d'élaboration politique à l'intérieur et la plus grande discipline à l'extérieur. Ainsi démocratie et efficacité, loin de s'exclure, sont au contraire complémentaires. Il faut réaliser l'unité dans l'action mais encourager la libre discussion, stimuler l'exposition des idées nouvelles et la critique des théories et pratiques passées pour progresser vers des idées justes et une pratique efficace.

Il faut pour cela : assurer le contrôle de la direction par des instances les plus proches possible de la base du Parti; assurer la responsabilité des élus par la nécessité de rendre compte de leur mandat et leur révocabilité si le besoin s'en fait sentir; améliorer la circulation de l'information et assurer la liberté de discussion sur le plan vertical comme sur le plan horizontal; faire en sorte que la direction soit véritablement collégiale².

1. En pratique, la formule suivante a été adoptée : les textes concernant l'organisation du Parti devront être adoptés à la majorité simple dans le cas où ils ne contreviennent pas aux statuts actuels ; ces textes devront être adoptés à la majorité qualifiée des deux tiers s'ils entraînent modification des statuts actuels ; leur adoption entraînera alors la suspension des articles ou portions d'articles des statuts en contradiction avec eux.

2. A cet endroit, un amendement a été présenté au Congrès. Il est ainsi rédigé :

« Il importe donc que le P.S.U. ne se contente pas de dénoncer les méfaits de la bureaucratie mais donne l'exemple de la lutte contre ce danger qui menace en permanence les partis ouvriers. Le congrès

2. *Pour assurer effectivement la présence du Parti sur tous les fronts de lutte*, il est nécessaire de décentraliser au maximum les structures d'action (groupes), mais la délibération politique nécessite des unités plus vastes afin de favoriser la confrontation des expériences (sections).

3. Parce qu'il prétend à un rôle dirigeant dans la lutte contre le capitalisme et son État, le P.S.U. doit tendre à modifier rapidement sa composition sociale. Aussi, le parti donne-t-il la priorité à son implantation sur les lieux de travail et particulièrement dans les entreprises.

4. *Il faut construire un parti ouvert*, permettant à tous ceux qui veulent travailler avec le Parti, sans forcément en être membres, d'en trouver l'occasion.

LES STRUCTURES DE BASE DU P.S.U.

1. *Le Groupe*. Il est l'échelon privilégié de l'action à la base. Son caractère décentralisé doit permettre de favoriser le développement et l'organisation du courant socialiste. On peut distinguer :

les groupes d'entreprises;

les groupes de quartier ou de commune;

les groupes ruraux;

les groupes étudiants (sur le plan des unités d'enseignement : facultés, instituts, etc.);

les groupes de lycées (sur un ou plusieurs lycées);

les groupes jeunes associant lycéens, étudiants et jeunes travailleurs;

les groupes d'autres milieux de travail et d'action associant des militants qui, par leur métier ou leur compétence, souhaitent travailler ensemble dans un domaine déterminé conduisant nécessairement à une pratique militante. En aucun cas il ne s'agit de simples groupes de réflexion et de discussion.

Cette liste n'est nullement limitative dans la mesure où le Parti, tout en rappelant la priorité absolue qu'il donne à l'organisation

décide à cet effet que les mandats des responsables nationaux et des secrétaires fédéraux du parti seront limités dans le temps, soit à 6 ans (3 congrès) aux termes desquels les camarades ne seront pas immédiatement rééligibles. »

Cet amendement a obtenu 65 % des mandats (767 exprimés, 494 pour, 273 contre), majorité simple alors qu'une majorité qualifiée des 2/3 lui était nécessaire.

Cet amendement n'est donc pas adopté.

sur les lieux du travail, n'entend exclure aucune structure qui, à l'expérience, se révélera adéquate à son implantation.

L'organisation et l'articulation des groupes avec les autres organes du Parti sont de la compétence des fédérations.

Le groupe comprend trois sortes de membres :

a) les militants du P.S.U. qui adhèrent et militent au sein du groupe;

b) les militants du P.S.U. qui, membres d'une autre section, demandent à militer également au sein du groupe (ouvriers dans un groupe d'entreprise — étudiants dans un groupe de facultés, etc.).

Pour tout ce qui concerne la vie et les activités du groupe, *l'ensemble de ces militants disposent du droit de vote*, même s'ils prennent leur carte dans une autre section;

c) les militants sympathisants qui ne sont pas membres du P.S.U. mais demandent à militer au sein du groupe et sont admis par lui.

2. La Section est l'échelon de coordination des groupes qui la composent; elle est en même temps l'échelon de base de délibération et de décision politiques.

Les sections d'entreprise établiront des contacts permanents avec la section locale du lieu de leur entreprise.

a) Échelon de coordination de groupes de natures diverses (entreprises, étudiants, quartiers, etc.), la section soutient l'existence de ces groupes qui, sans elle, n'offriraient pas de garanties de stabilité suffisantes s'ils étaient totalement isolés.

b) Échelon de délibération et de décision politiques, la section a vocation de réunir les membres des groupes qui la composent pour toute discussion et tout vote qui visent à définir la politique du Parti (Congrès et Conseils); ainsi peut s'effectuer en son sein la confrontation souhaitable entre militants qui mettront en commun des expériences différentes et éviteront ainsi tout danger de corporatisme et de sectarisme.

La section doit avoir une dimension suffisante pour lui permettre de remplir sa fonction. La représentation des militants dans les instances du parti ne se fait qu'au sein de la section et seuls les membres de la section disposent du droit de vote et peuvent la représenter dans ces instances.

LA DIRECTION DU P.S.U.

1. La Direction Politique Nationale est chargée de l'application de la ligne politique définie par les Congrès et Conseils natio-

naux. Elle comprend 39 membres élus par le congrès sur une base politique et conformément aux actuels statuts; il n'est pas élu de suppléant. Chaque Conseil national a charge de pourvoir aux vacances qui se sont produites. La direction politique se réunit de plein droit tous les mois.

Conformément aux actuels statuts les régions non représentées à la direction politique nationale disposent d'un observateur qui peut participer aux débats de cet organisme.

Entre deux congrès, un camarade de la Direction Politique Nationale absent à quatre réunions (ou deux absences injustifiées) est considéré comme démissionnaire. Les membres de la Direction Politique Nationale sont répartis sur les divers secteurs d'activité du Bureau national dont ils secondent les membres. Chaque session de la Direction Politique Nationale est précédée d'une réunion d'une demi-journée de chaque membre du B.N. et des camarades de la D.P.N. qui lui sont adjoints.

2. *Le Bureau national (B.N.)*, organe d'exécution de la Direction Politique Nationale entre les sessions de celle-ci, est chargé de la gestion et de l'administration courante du parti. Le nombre de ses membres ne peut en aucun cas dépasser le tiers des membres de la Direction Politique Nationale.

3. *Le Conseil national* est chargé, entre deux congrès, de contrôler l'application, par la Direction Politique Nationale, de la ligne politique fixée par le parti, de trancher tout problème d'importance qui n'aurait pas été réglé par le Congrès. A cet effet, le Conseil national se réunit de plein droit deux fois par an (une seule l'année du Congrès); il se réunit en session extraordinaire sur décision de la Direction Politique Nationale ou sur demande du tiers des fédérations. L'ordre du jour du Conseil national est fixé par la Direction Politique Nationale; à la demande du tiers des fédérations, ou au début du Conseil, du tiers des délégués, une ou plusieurs questions supplémentaires peuvent être inscrites à l'ordre du jour.

Les délégués sont au nombre d'un délégué de droit par fédération, et d'un délégué supplémentaire pour 100 adhérents. Le vote par mandat se fait selon les règles actuelles. Les délégués au Conseil national sont élus par les conseils fédéraux et mandatés par eux.

Les conseils fédéraux sont composés de délégués élus et mandatés à cette occasion par les sections. S'il y a nécessité de convoquer le Conseil national extraordinaire dans des délais qui ne permettent pas aux sections et fédérations de le préparer, ce

sont les délégués élus au précédent Conseil qui sont automatiquement délégués pour celui-ci.

Les membres de la Direction Politique Nationale sont membres de droit du Conseil national; ils ne votent pas. La Direction Politique Nationale a pouvoir de désigner pour chaque session au Conseil national d'autres membres de droit (dans la limite de 15 personnes), en fonction de leurs compétences ou de leur représentativité; ceux-ci ne disposent pas du droit de vote.

4. La Direction Politique Nationale enverra régulièrement des comptes rendus de ses travaux aux secrétaires de sections. A chaque session du *Conseil national*, la Direction Politique Nationale présente un rapport d'activité qui donne lieu à débat et vote. Le rejet de ce rapport entraîne la démission de la Direction Politique Nationale. Une direction provisoire élue par le Conseil national a charge de gérer le parti jusqu'à un congrès extraordinaire convoqué dans les trois mois. Par ailleurs un Congrès extraordinaire peut être convoqué à la demande d'un tiers des fédérations du parti ou d'un tiers des mandats du Conseil national.

5. *Les Fédérations* ont pouvoir d'adapter à la situation qui est la leur, les structures qui seront décidées pour la direction du parti. Elles ont notamment la liberté de mettre en cause le découpage départemental.

6. *Le Conseil régional*. Un pas supplémentaire dans l'organisation régionale doit être franchi par la création de Conseils régionaux désignés par les Conseils fédéraux. Ces conseils régionaux ont compétence pour délibérer et voter sur les problèmes politiques de la région et sur l'application de la ligne du parti aux luttes menées à cet échelon.

A l'intérieur du parti, la mise en place du fonctionnement démocratique et politique des régions qui est un de nos objectifs permettra aux conseils régionaux de délibérer sur les questions à l'ordre du jour du Conseil national.

7. L'article 14 des statuts (nécessité d'un certain temps de présence au parti avant d'y exercer des fonctions) est supprimé.

8. L'article 8 des statuts concernant les jeunes est supprimé.

MOTION ADDITIONNELLE

Une COMMISSION NATIONALE ENTREPRISE responsable et représentative des grands courants sociaux existant

dans le pays sera désignée par les instances nationales, et agira sous leur responsabilité.

Elle aura pour tâche de coordonner le travail des sections existantes, de susciter la création de nouvelles implantations et de publier régulièrement « le Courrier des Entreprises », publication qui sera réalisée financièrement par une contribution régulière de la trésorerie nationale. En effet, le choix prioritaire que le P.S.U. fait en faveur de l'action dans les entreprises doit se traduire aussi sur le plan des répartitions budgétaires.

Coll. MichelRocard.org

Bibliographie sommaire

Sur le R.D.R.

BURNIER M. A., *les Existentialistes et la Politique* (Gallimard, coll. Idées) 1966.

N° 19 de *la Pensée Socialiste*, 1948.

Sur le M.L.P. et l'U.G.S.

La revue *Perspectives socialistes*, en particulier les numéros spéciaux d'avril-mai 1959.

Sur la minorité S.F.I.O.

Revue française de science politique, juin 1964.

Sur la minorité radicale

La Ciguë, n° 2, avril 1958.

Sur le P.S.U.

Ses antécédents, son histoire jusqu'en 1965, sa composition : NANIA G., *Un parti de la gauche, le P.S.U.* (Librairie Gedalge) 1966.

Sa situation en 1963 : *Revue française de science politique*, juin 1963.

Sa situation en 1967 : *Revue française de science politique*, octobre 1967.

Ses adhérents en 1968 : *Revue française de science politique*, juin 1969.

Les organes du P.S.U. : *Le Courrier du P.S.U.*, *P.S.U. documentation* et *Tribune socialiste*.

Coll. Michel Rocard.org

Table

HISTOIRE ET SOCIOLOGIE D'UN PARTI par Roland Cayrol..	5
1. La préhistoire	7
2. Le « fonds commun » du P.S.U. : diversité dans l'unité	19
3. L'activité du parti : 1960-1969	24
4. Implantation et sociologie du P.S.U.....	33
MICHEL ROCARD PARLE	45
1. Le P.S.U. à un tournant	47
2. Le P.S.U. est-il un parti révolutionnaire?.....	52
3. Crise du capitalisme et crise du socialisme.....	55
4. Le P.S.U. est-il un parti de classes?.....	65
5. Contre l'autorité	71
6. Stratégie : la loi Edgar Faure.....	85
7. La politique étrangère.....	91
8. Face aux communistes et à la S.F.I.O.....	106
9. Réconciliateur de traditions.....	114
10. La candidature présidentielle.....	119
LES 17 THÈSES DU P.S.U.....	123
1. Le capitalisme en crise.....	125
2. Les traits particuliers de la crise capitaliste en France.	130
3. Nécessité et actualité du socialisme.....	133
4. La base sociale des forces socialistes.....	136
5. L'alternative démocratique est une fausse solution.	140

6. Sur la société socialiste en gestation.....	144
7. Nécessité de l'organisation du courant socialiste sous une forme autonome.....	152
8. La place du P.S.U. dans le courant socialiste....	154
9. Socialisme et liberté : de la politique du programme.	155
10. La stratégie du courant socialiste.....	160
11. La contestation et la prise du pouvoir.....	162
12. Action de masses et direction politique des luttes..	165
13. Forme des luttes sociales, rapports partis-syndicats.	167
15. Les alliances.....	169
16. La dimension internationale des luttes.....	171
17. Les luttes à l'échelle européenne.....	175
14. (<i>Annexe</i>) L'organisation du parti.....	178

IMP. RUSSIÈRE, SAINT-AMAND (CHER)

D.L. 2^e TR. 1969. N° 2379-5 (1593).

Coll. MichelRocard.org

Coll. MichelRocard.org

Coll. Michel Rocard.org

Coll. Michel Rocard.org



POLITIQUE COLLECTION DIRIGÉE PAR JACQUES JULLIARD

Les problèmes politiques sont les problèmes de tout le monde;
les problèmes de tout le monde sont des problèmes politiques.

- 1 La Démocratie**, par Georges Burdeau •
- 2 L'Afrique noire est mal partie**, par René Dumont ••
- 3 Communisme, anarchie et personnalisme**, par E. Mounier •
- 4 Que faire ?** par Lénine •••
- 5 Machiavel**, par Georges Mounin ••
- 6 Dans trente ans la Chine**, par Robert Guillaïn ••
- 7 Citations du président Mao Tsé-Toung** •
- 8 Pour une réforme de l'entreprise**, par François Bloch-Lainé •
- 9 Les Socialistes**, par André Philip ••
- 10 Hô Chi Minh**, par Jean Lacouture ••
- 11 Histoire de la Révolution russe**, 1. Février, par Trotsky ••••
- 12 Histoire de la Révolution russe**, 2. Octobre par Trotsky ••••
- 13 Réflexions sur l'histoire d'aujourd'hui**, par Tibor Mende ••
- 14 Histoire du syndicalisme britannique**, par Henry Pelling •••
- 15 Trois encycliques sociales**, de Jean XXIII et Paul VI ••
- 16 Bilan de l'U.R.S.S., 1917-1967**, par J.-P. Nettl •••
- 17 Mahomet**, par Maxime Rodinson •••
- 18 Citations du président de Gaulle**, par Jean Lacouture •
- 19 Les Sans-culottes**, par Albert Soboul ••
- 20 Les Libertés à l'abandon**, par Roger Errera ••
- 21 Qu'est-ce que la politique**, par Julien Freund •
- 22 Citations de Fidel Castro**, par Henri de la Vega et Raphaël Sorin •
- 23 Les Lycéens gardent la parole**, par les C.A.L. •
- 24 Les Communistes français**, par Annie Kriegel •••
- 25 La C.G.T.**, par André Barjonet •
- 26 Les 20 Amériques latines**, 1., par Marcel Niedergang ••
- 27 Les 20 Amériques latines**, 2., par Marcel Niedergang ••
- 28 Les 20 Amériques latines**, 3., par Marcel Niedergang ••
- 29 Introduction à une politique de l'homme**, par Edgar Morin •
- 30 Le nouveau christianisme**, par Henri de Saint-Simon •
- 31 Le P.S.U.**, par Michel Rocard •
- 32 La nouvelle classe ouvrière**, par Serge Mallet ••
- 33 Réforme et Révolution**, par André Gorz ••